

CONSEIL COMMUNAL DU / GEMEENTERAAD VAN 27.03.2014

- Présents :** Joël Riguelle, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;
- Aanwezig :** Jean-Marie Colot, *1er Échevin/1e Schepen* ;
Michaël Vander Mynsbrugge, Stéphane Tellier, Marc Vande Weyer, Pierre Tempelhof, Agnès Vanden Bremt, *Échevins/Schepenen* ;
Monique Dupont, Peter Decabooter, Christian Boucq, Marc Ghilbert, Marie Kunsch, Fatiha Metioui-Amanzou, Nadine De Buck, Chantal Dubocage, Said Chibani, Luc Demullier, Ndongo Diop, Vincent Lurquin, Yonnet Polet, Véronique Bruyninckx, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen, Valérie Lambot, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Philippe Rossignol, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris* .
- Excusés :** Vincent Riga, *Échevin/Schepen* ;
- Verontschuldigd :** Marc Hermans, Nathalie Migeotte, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jean-François Culot, *Président du CPAS/Voorzitter van het OCMW* .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:05
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:05

27.03.2014/A/001 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20 février 2014 - Approbation

Le procès-verbal de la séance du 20.02.2014 est approuvé à l'unanimité des voix.


Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 20 februari 2014 - Goedkeuring

Het proces-verbaal van de zitting van 20.02.2014 wordt goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

27.03.2014/A/002 Droit d'interpellation d'habitants de la Commune concernant les travaux et la mobilité dans la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et plus particulièrement aux environs de la Chaussée de Gand et de la Place Schweitzer

Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation des habitants et des commerçants de la Chaussée de Gand.

"Monsieur le Bourgmestre, Madame et Messieurs les Echevins, Mesdames et Messieurs les conseillers, Monsieur le Secrétaire communal,
Nous sommes des habitants et des commerçants de la Chaussée de Gand.
Si nous voulons aujourd'hui prendre la parole, c'est parce que cela fait de longs mois que des travaux s'opèrent sur l'ensemble de la Chaussée. Travaux précédés par de longs mois de travaux à la Place Dr. Schweitzer. Travaux qui seraient suivis durant plusieurs mois par ceux opérés à l'Avenue Josse Goffin.
Tous ces travaux ont eu, vous le savez, des conséquences considérables tant sur l'activité économique de ce qui était un pôle commercial essentiel de notre commune, que sur la vie de notre quartier. Aujourd'hui c'est une vraie question de survie dont il s'agit.
Si nous voulons aujourd'hui prendre la parole, c'est aussi pour vous dire que nous



sommes fatigués, que nous sommes déçus, que nous croyons vraiment que si, non seulement avant, mais durant les travaux, la population berchemoise avait simplement été écoutée, le profil de notre commune serait beaucoup plus attrayant et convivial. Nous savons bien sûr que la commune n'était pas maître d'oeuvre, que c'est la Région qui a la responsabilité essentielle avec les sous-traitants tels que la STIB, Vivaqua ou SIBELGA.

La commune a pourtant été étroitement concertée selon les dires-mêmes de Mme la Ministre Grouwels au Parlement bruxellois.

Elle a, à l'évidence, un devoir d'information et de concertation avec une population qui, même si elle borde une voirie régionale, est avant tout berchemoise.

A défaut d'avoir été invités, vous connaissez le caractère des Berchemois, nous nous sommes réunis, dans une ambiance qui, je vous l'assure, était très conviviale. Nous avons rédigé une pétition qui a déjà à ce jour récolté près de mille signatures.

Cette pétition reprend 10 points que nous voulons brièvement présenter aux membres du Conseil communal.

[Lecture de la pétition, voir texte en annexe]

Permettez, M. Le Bourgmestre, que nous vous remettions les premières pétitions signées. Elles reflètent bien sur la malaise des habitants et des commerçants mais surtout notre volonté de redynamiser notre quartier et notre commune avec l'aide de tout le conseil communal.

Nous vous remercions, Mesdames, Messieurs, pour votre attention.

Nous, riverains de la Chaussée de Gand, proposons:

1. De recréer un vrai centre commercial à Berchem.

Finissons-en avec la politique de Calimero en sollicitant les seules autorités régionales pour redynamiser notre quartier. Depuis des années, on nous parle d'Atrium, organisme qui va redynamiser les commerces. Depuis des années, nous ne voyons rien venir. Faire de la politique, c'est aussi faire des choix. Une des priorités de la commune doit être de refaire de la Chaussée de Gand et de la Place Schweitzer un vrai centre commercial.

2. De remodeler la mobilité voiture-tram à la Place Schweitzer.

Tous les riverains s'accordent à dire que la place est, aujourd'hui, dangereuse. Il est encore temps de se rendre compte des erreurs commises mais il est urgent pour la sécurité de chacun de repenser le plan général de circulation de la place.

3. De fonder un projet de prévention et de sécurité assurant un meilleur vivre-ensemble au centre de Berchem.

Police, gardiens de la paix semblent avoir déserté le centre de Berchem. Pourquoi? La sécurité s'en ressent. Les agressions de commerçants se sont multipliées ces dernières semaines. Il est impératif que la commune prenne conscience de l'urgence de remédier à cette situation.

4. De consacrer la place Roi Baudouin et ses abords directs au parking, en ce compris le vendredi.

Nous proposons de repositionner le marché du vendredi sur la Place Schweitzer elle-même ainsi que sur la place dite "du basket". Cela libérera du parking notamment Place Roi Baudouin et permettra de redynamiser ce marché aujourd'hui totalement excentré.

5. De supprimer la réduction à 1 heure durant le week-end de la durée de stationnement aux alentours de la Place Schweitzer.

L'avis des commerçants est qu'une heure est une durée insuffisante pour permettre aux Berchemois de faire un shopping "convivial" au centre de la commune, leur permettant de visiter plusieurs commerces de la Place.

6. De redonner une place visible au stationnement des taxis.

Les taxis font partie d'une autre mobilité de la ville. Si l'on veut décongestionner nos voies d'accès, il faut qu'outre les transports en commun, les taxis puissent assumer leur rôle.

7. De redonner la parole aux habitants en organisant une réunion avec tous les opérateurs des travaux.

Pourquoi nous avoir confisqué ces lieux où nous vivons au quotidien? Schweitzer est un échec cuisant parce qu'elle crée une place orpheline de ses habitants. Un Berchem sans les Berchemois n'est sûrement pas la solution.

8. De redire que la Place et la Chaussée de Gand doivent être accessibles à toutes et tous, en ce compris aux personnes à mobilité réduite.

Les parcours pour personnes aveugles sont de l'avis de celles-ci de vrais pièges. Les dénivellations projettent sur la rue les personnes en chaise roulante. Quelles réponses sont données à toutes ces personnes âgées qui sont tombées à cause des malfaçons de travaux? Il est urgent que la Place centre de notre commune redevienne très vite accessible à tous.

9. De rendre la Place Schweitzer plus conviviale par l'installation d'un mobilier urbain "sympa".

La Place Schweitzer dispose aujourd'hui de grands espaces mais de peu de convivialité et de mobilier urbain. Que l'on balaie tout cela et que l'on demande l'avis des habitants.

10. Et bien sûr, d'écouter les habitants qui sont bien sûr fatigués et déçus mais surtout qui veulent redonner vie à leur quartier. Tous ensemble!"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Concernant le centre commercial Berchemois, nous avons toujours été sensibles aux difficultés que rencontraient les commerçants durant les travaux tant sur la place Schweitzer que sur la chaussée de Gand. Une période de travaux est toujours une période difficile pour le commerce local et les riverains. Les services communaux sont présents tous les jours sur le chantier pour assurer un accès maximum aux commerces tant pour les clients que pour les livraisons.

Pour ce qui concerne la pérennité des commerces et de leur développement, la collaboration avec Atrium est nécessaire pour dynamiser le commerce local faire de la place Schweitzer et la chaussée de Gand un pôle économique et attractif. Si le partenariat a pris du retard dû à la restructuration d'Atrium, la signature d'une nouvelle convention est confirmée et des réunions de travail sont planifiées pour (enfin) fixer des objectifs de travail.

Concernant la mobilité sur la place Schweitzer, la place a été dessinée au bénéfice d'une mobilité alternative, durable et intermodale en faisant la part belle aux transports en commun et aux déplacements piétons. Transports en commun, Villo !, taxis, véhicules partagés, chaque usager peut y trouver son mode de déplacement.

Rappelons aussi que la modernisation des transports en commun a contraint d'adapter l'espace public aux nouveaux véhicules de la STIB. Pour répondre à la demande, les nouveaux trams font 30 mètres. Les quais de la place et de la Chaussée de Gand se devaient d'être adaptés en fonction.

Concernant le plan de circulation de la place, chemins et passages piétons sont dessinés clairement, mais certaines habitudes doivent changer.

h

Concernant le projet de prévention et de sécurité, police, gardiens de la paix, éducateur de rue et surveillants habilités sont présents aux heures de pointe pour assurer la sécurité et faire respecter la signalisation et le cheminement piéton sur la place.

Concernant les mesures de sécurité générales, la police effectue ses patrouilles dans la commune. Pour la protection des commerçants, je tiens à rappeler que la commune, via le service prévention, offre une prime à la sécurisation des commerces.

Un nouveau programme Télé-police, adopté par le collège de la zone de police sera également bientôt proposé aux communes.

Concernant le repositionnement du marché du vendredi sur la place Schweitzer, ce projet est effectivement à l'étude depuis un moment déjà, notamment sur la « Ceriseraie ». Cette place conviendra particulièrement à l'hébergement du marché hebdomadaire.

Concernant la parole au Berchemois, la Commune, avec le bureau d'étude, a organisé de nombreuses concertations avec les habitants pour dessiner le projet final de la place Schweitzer. Work-shop, ateliers de travail, concertation avec les habitants, jeu de l'oie, ... nombreuses ont été les sollicitations des habitants à ce sujet depuis 2006. La participation et la communication de tous les citoyens étaient les éléments essentiels à la réussite durable du projet. Le projet a été adapté pour répondre aux besoins et attentes de l'ensemble des utilisateurs et des acteurs de l'espace public.

Concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, le projet de rénovation de la place a tenu compte des personnes à mobilités réduites. Dalles podotactiles, feu sonores et surbaissement de tous les accès à la place ont été intégrés.

Le Conseil consultatif de la politique des personnes handicapées travaille actuellement à la confection d'une carte « Place Schweitzer, mode d'emploi » qui expliquera la manière d'utiliser les dispositifs pour personne à mobilité réduite.

Concernant la convivialité de la place Schweitzer, ces grands espaces ont été définis pour créer un véritable cœur de vie pour la Commune privilégiant les déplacements piétons et les transports publics afin de créer un centre convivial et inciter l'utilisateur à s'y attarder. Lors des beaux jours, les terrasses et bancs sont occupés. A l'initiative du Collège, un projet d'harmonisation des terrasses d'établissements est d'ailleurs à l'étude par le service urbanisme en collaboration avec Atrium pour rendre encore le cadre plus agréable.

Pour terminer, n'oublions pas que depuis la fin des travaux, cet été sera le premier pour la place Schweitzer. Avec la végétation qui doit encore prendre du volume, il est évident que la dimension conviviale sera encore plus accentuée.

La prolongation de cette volonté de convivialité se retrouvera dans le projet d'aménagement du Parvis de l'Eglise pour lequel les commerçants nous ont déjà transmis leurs suggestions."

Interpellatierecht van inwoners van de Gemeente betreffende de werken en de mobiliteit in de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en meer bepaald in de omgeving van de Gentssteenweg en het Schweitzerplein

De Gemeenteraad neemt kennis van de interpellatie van bewoners en handelaars van de Gentssteenweg.

"Monsieur le Bourgmestre, Madame et Messieurs les Echevins, Mesdames et Messieurs les conseillers, Monsieur le Secrétaire communal,

Nous sommes des habitants et des commerçants de la Chaussée de Gand.

Si nous voulons aujourd'hui prendre la parole, c'est parce que cela fait de longs mois que des travaux s'opèrent sur l'ensemble de la Chaussée. Travaux précédés par de longs mois de travaux à la Place Dr. Schweitzer. Travaux qui seraient suivis durant plusieurs mois par ceux opérés à l'Avenue Josse Goffin.

Tous ces travaux ont eu, vous le savez, des conséquences considérables tant sur l'activité économique de ce qui était un pôle commercial essentiel de notre commune, que sur la vie de notre quartier. Aujourd'hui c'est une vraie question de survie dont il s'agit.

Si nous voulons aujourd'hui prendre la parole, c'est aussi pour vous dire que nous sommes fatigués, que nous sommes déçus, que nous croyons vraiment que si, non seulement avant, mais durant les travaux, la population berchemoise avait simplement été écoutée, le profil de notre commune serait beaucoup plus attrayant et convivial.

Nous savons bien sûr que la commune n'était pas maître d'oeuvre, que c'est la Région qui a la responsabilité essentielle avec les sous-traitants tels que la STIB, Vivaqua ou SIBELGA.

La commune a pourtant été étroitement concertée selon les dires-mêmes de Mme la Ministre Grouwels au Parlement bruxellois.

Elle a, à l'évidence, un devoir d'information et de concertation avec une population qui, même si elle borde une voirie régionale, est avant tout berchemoise.

A défaut d'avoir été invités, vous connaissez le caractère des Berchemois, nous nous sommes réunis, dans une ambiance qui, je vous l'assure, était très conviviale. Nous avons rédigé une pétition qui a déjà à ce jour récolté près de mille signatures.

Cette pétition reprend 10 points que nous voulons brièvement présenter aux membres du Conseil communal.

[Lecture de la pétition, voir texte en annexe]

Permettez, M. Le Bourgmestre, que nous vous remettions les premières pétitions signées. Elles reflètent bien sur la malaise des habitants et des commerçants mais surtout notre volonté de redynamiser notre quartier et notre commune avec l'aide de tout le conseil communal.

Nous vous remercions, Mesdames, Messieurs, pour votre attention.

Nous, riverains de la Chaussée de Gand, proposons:

1. De recréer un vrai centre commercial à Berchem.

Finissons-en avec la politique de Calimero en sollicitant les seules autorités régionales pour redynamiser notre quartier. Depuis des années, on nous parle d'Atrium, organisme qui va redynamiser les commerces. Depuis des années, nous ne voyons rien venir. Faire de la politique, c'est aussi faire des choix. Une des priorités de la commune doit être de refaire de la Chaussée de Gand et de la Place Schweitzer un vrai centre commercial.

2. De remodeler la mobilité voiture-tram à la Place Schweitzer.

Tous les riverains s'accordent à dire que la place est, aujourd'hui, dangereuse. Il est encore temps de se rendre compte des erreurs commises mais il est urgent pour la sécurité de chacun de repenser le plan général de circulation de la place.

3. De fonder un projet de prévention et de sécurité assurant un meilleur vivre-ensemble au centre de Berchem.

Police, gardiens de la paix semblent avoir déserté le centre de Berchem. Pourquoi? La sécurité s'en ressent. Les agressions de commerçants se sont multipliées ces dernières semaines. Il est impératif que la commune prenne conscience de l'urgence de remédier à cette situation.

4. De consacrer la place Roi Baudouin et ses abords directs au parking, en ce compris

le vendredi.

Nous proposons de repositionner le marché du vendredi sur la Place Schweitzer elle-même ainsi que sur la place dite "du basket". Cela libérera du parking notamment Place Roi Baudouin et permettra de redynamiser ce marché aujourd'hui totalement excentré.

5. De supprimer la réduction à 1 heure durant le week-end de la durée de stationnement aux alentours de la Place Schweitzer.

L'avis des commerçants est qu'une heure est une durée insuffisante pour permettre aux Berchemois de faire un shopping "convivial" au centre de la commune, leur permettant de visiter plusieurs commerces de la Place.

6. De redonner une place visible au stationnement des taxis.

Les taxis font partie d'une autre mobilité de la ville. Si l'on veut décongestionner nos voies d'accès, il faut qu'outre les transports en commun, les taxis puissent assumer leur rôle.

7. De redonner la parole aux habitants en organisant une réunion avec tous les opérateurs des travaux.

Pourquoi nous avoir confisqué ces lieux où nous vivons au quotidien? Schweitzer est un échec cuisant parce qu'elle crée une place orpheline de ses habitants. Un Berchem sans les Berchemois n'est sûrement pas la solution.

8. De redire que la Place et la Chaussée de Gand doivent être accessibles à toutes et tous, en ce compris aux personnes à mobilité réduite.

Les parcours pour personnes aveugles sont de l'avis de celles-ci de vrais pièges. Les dénivellations projettent sur la rue les personnes en chaise roulante. Quelles réponses sont données à toutes ces personnes âgées qui sont tombées à cause des malfaçons de travaux? Il est urgent que la Place centre de notre commune redevienne très vite accessible à tous.

9. De rendre la Place Schweitzer plus conviviale par l'installation d'un mobilier urbain "sympa".

La Place Schweitzer dispose aujourd'hui de grands espaces mais de peu de convivialité et de mobilier urbain. Que l'on balaie tout cela et que l'on demande l'avis des habitants.

10. Et bien sûr, d'écouter les habitants qui sont bien sûr fatigués et déçus mais surtout qui veulent redonner vie à leur quartier. Tous ensemble!"

Het College geeft volgend antwoord:

"Wat betreft het handelscentrum van Sint-Agatha-Berchem. We hebben altijd al de nodige aandacht gehad voor de moeilijkheden die de handelaars ondervonden tijdens de werken aan het Schweitzerplein en aan de Gentssteenweg. Werken brengen immers altijd hinder mee voor zowel de lokale handelaars als voor de buurtbewoners. Dagelijks tekenen de gemeentediensten present op de bouwplaatsen om erop toe te zien dat de handelszaken zo vlot mogelijk bereikbaar blijven voor zowel klanten als leveranciers. Wat betreft de duurzaamheid van de handelszaken en hun verdere ontwikkeling moet er worden samengewerkt met Atrium om de lokale handel nieuw leven in te blazen en het Schweitzerplein en de Gentssteenweg te laten uitgroeien tot een economische en aantrekkelijke handelskern. Het opzetten van het partnerschap heeft omwille van een herstructurering bij Atrium enige vertraging opgelopen, maar de nieuwe overeenkomst werd intussen bevestigd en ondertekend. Ook de eerste werkvergaderingen staan in de agenda ingeschreven zodat de werkdoelstellingen (eindelijk) kunnen worden

gedefinieerd.

Wat betreft de mobiliteit aan en rond het Schweitzerplein. De hoofdbetrachting van het ontwerp van het plein bestond erin een duurzame, alternatieve en intermodale mobiliteit uit te werken en te bevorderen waarbij openbaar vervoer en voetgangers centraal staan. Openbaar vervoer, Villo!, taxi's, cambio, ... iedere gebruiker vindt er zijn ideale vervoerswijze.

Er dient ook te worden aan herinnerd dat omwille van de modernisering van het openbaar vervoer de openbare ruimte diende te worden aangepast aan de nieuwe MIVB tramstellen. Om aan de vraag te kunnen voldoen meten de nieuwe trams nu 30 meter. De haltes aan het plein en de Gentssteenweg dienden dan ook in die zin te worden aangepast.

De rijrichtingen op en aan het plein, evenals de rijweg en de oversteekplaatsen voor de voetgangers zijn duidelijk aangegeven, maar een aantal gewoonten dienen nog te worden bijgesteld.

Wat betreft het veiligheids- en preventieproject. Tijdens de spits zijn politie, gemeenschapswachten, straathoekwerkers en toezichthouders aanwezig om te waken over de veiligheid en erop toe te zien dat de bewegwijzering en de signalisatie worden nageleefd. In het kader van de algemene veiligheid patrouilleert de politie geregeld in de gemeente. Wat de bescherming van de handelszaken betreft, wil ik er nog even aan herinneren dat de gemeente, via de preventiedienst, de handelaars een premie aanreikt om hun zaak te beveiligen.

Eerlang wordt het nieuwe, door het college van de politiezone goedgekeurde, Tele-politiesysteem aan de gemeenten voorgesteld.

Wat betreft de nieuwe locatie voor de vrijdagmarkt aan het Schweitzerplein. Er wordt al een tijdje gekeken naar wat de mogelijkheden zijn en meer bepaald om de markt onder meer te laten doorgaan aan "De kersentuin". Dit plein is immers uitermate geschikt voor de organisatie van de wekelijkse markt.

Wat betreft de stem van de Berchemnaar. De gemeente heeft samen met het adviesbureau tal van overlegmomenten met de inwoners georganiseerd alvorens het definitieve project van het Schweitzerplein uit te tekenen. Workshops, informatievergaderingen, gespreksmomenten met de inwoners, ganzenspel, ... Sinds 2006 werd er inderdaad heel wat overleg gepleegd met de Berchemnaren. Participatie en communicatie met de burgers vormden een van de hoekstenen voor het duurzaam slagen van dit project. Het project werd meermaals aangepast om tegemoet te komen aan de behoeften en verwachtingen van alle gebruikers en actoren van de openbare ruimte.

Wat betreft de toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit. Bij het renovatieproject werd rekening gehouden met de noden van personen met beperkte mobiliteit. Podotactiele tegels, oversteekplaatsen met geluidssignaal en afplating van de borduurtegels naar het plein toe werden in het project opgenomen.

De Adviesraad voor het beleid betreffende personen met een handicap legt momenteel de laatste hand aan een kaart "Schweitzerplein, een gebruiksaanwijzing" waarin wordt toegelicht hoe de verschillende inrichtingen voor personen met beperkte mobiliteit moeten worden gebruikt.

Wat betreft de hartelijkheid en gezelligheid van het Schweitzerplein. De grote, open ruimte werd gherdefinieerd zodat er in het centrum van de gemeente een levendige kern ontstaat waar voorrang wordt gegeven aan verplaatsingen te voet en met het openbaar vervoer zodat voorbijgangers en gebruikers worden aangespoord om er zich even op te

houden. Bij mooi weer kennen banken en terrassen heel wat succes. Op initiatief van het College wordt door de dienst Stedenbouw in samenwerking met Atrium momenteel een project onder de loep genomen gericht op het uitwerken van eenvormige terrassen voor de horecazaken zodat de omgeving nog aangenamer wordt om er te vertoeven. Vergeten we tot slot niet dat sinds het afronden van de werken dit de eerste zomer is voor het Schweitzerplein. Met al het groen van de aanplantingen dat nog tot bloei moet komen, wordt de gezelligheid van het plein beslist nog extra in de kijker gezet. In aansluiting op die constante zoektocht naar gezelligheid worden nu de eerste stappen gezet voor de heraanleg van het kerkplein waarvoor de handelaars ons reeds hun suggesties en aanbevelingen bezorgden."

27.03.2014/A/003 **Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 234§3 et 236§2 de la Nouvelle Loi Communale - Communication**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234 § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 et article 236§2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon l'article 26§1, 1^a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE QUANT AUX MARCHES SUIVANTS:

- Marché de travaux, de fournitures et de services: Nouvelle Loi Communale article 234§3 - Marchés dont le montant estimé par nature d'articles ne dépasse pas € 5.500,00 hors tva, soit € 6.655,00 tva comprise – Mode de passation : procédure négociée sans publicité – Conditions du marché : sur facture acceptée – Collège du 18.02.2014, du 25.02.2014, du 11.03.2014 et du 18.03.2014
- Etude pour l'aménagement des rues du Jardinage et Serre - Montant estimé: € 30.000,00 (HTVA) ou € 36.300,00 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Article 421/747-60 BEO - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 18.02.2014
- Diverses études de stabilité, isolation et rénovation de bâtiments: 3 lots - Montant estimé: € 79.000,00 (HTVA) ou € 95.590,00 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Article 137/747-60 BEO - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 18.02.2014
- Ecole Centrale – Ascenseur - Montant estimé: € 55.324,00 (HTVA) ou € 66.942,04 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Article 701/724-60 BEO - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 25.02.2014
- Diverses études de parcs et plaines de jeux - Montant estimé: € 16.500,00 (HTVA) ou € 19.965,00 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation

et des firmes à consulter – Article 766/747-60 BEO - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 25.02.2014

- Travaux d'entretien, de rafraîchissements et de modifications des bâtiments - Programme 2013 – Dépense complémentaire pour un montant de € 24.981,42 (TVAC) – Article 137/724-60 BEO - Application de l'article 236, al. 2 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 18.03.2014

Overheidsopdrachten opgestart door het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikelen 234§3 en 236§2 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 en artikel 236§2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:

- Opdracht van werken, leveringen en diensten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234§3 - Opdrachten waarvan het geraamde bedrag per aard van artikel niet hoger ligt dan € 5.500,00 excl. btw, hetzij € 6.655,00 incl. btw - Wijze van gunning: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Voorwaarden van de opdracht: met aangenomen factuur – College van 18.02.2014, van 25.02.2014, van 11.03.2014 en van 18.03.2014
- Studie voor de aanleg van de Tuinbouwstraat en de Serrestraat - Geraamd bedrag: € 30.000,00 (excl. BTW) of € 36.300,00 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 421/747-60 BGB - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 18.02.2014
- Verschillende studies voor stabiliteit, isolatie en renovatie van gebouwen: 3 percelen - Geraamd bedrag: € 79.000,00 (excl. BTW) of € 95.590,00 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 137/747-60 BGB - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 18.02.2014
- Centrale school - Lift - Geraamd bedrag: € 55.324,00 (excl. BTW) of € 66.942,04 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 701/724-60 BGB - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 25.02.2014
- Verschillende studies voor parken en speelpleinen - Geraamd bedrag: € 16.500,00 (excl. BTW) of € 19.965,00 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 766/747-60 BGB - Toepassing

van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 25.02.2014

- Onderhouds-, opfrissings- en aanpassingswerken aan de gebouwen – Programma 2013 – Bijkomende uitgave voor een bedrag van € 24.981,42 (BTWI) – Artikel 137/724-60 BGB – Toepassing van artikel 236, al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 18.03.2014

27.03.2014/A/004 **Ordonnance sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Rapport annuel 2013 - Communication**

LE CONSEIL,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois portant obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de publier un rapport annuel écrit comprenant:

- « un relevé détaillé des rémunérations et avantages de toute nature ainsi que de tous les frais de représentation octroyés à ses mandataires publics;
- une liste de tous les voyages auxquels chacun de ses mandataires publics a participé dans le cadre de l'exercice de ses fonctions;
- un inventaire de tous les marchés publics conclu par la commune, en précisant pour chaque marché les bénéficiaires et les montants engagés, que le marché ait été passé avec ou sans délégation de pouvoir ».

Considérant que le même article 7 stipule que « toute personne a le droit de consulter le rapport visé à l'alinéa précédent »;

Vu la circulaire du 23 mars 2006 concernant l'application de l'ordonnance dans les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la décision du Collège du 18 mars 2014 approuvant le rapport pour l'année 2013, son envoi au Secrétaire général du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de l'ordonnance sur la transparence des mandats et sa publicité;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND CONNAISSANCE:

du rapport pour l'année 2013 visé par l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Ordonnantie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Jaarverslag 2013 - Mededeling

DE RAAD,

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen houdende verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen om een schriftelijk jaarverslag te publiceren omvattend:

- “Een gedetailleerd overzicht van de bezoldigingen, de voordelen van alle aard en
- 

- alle representatiekosten die aan haar openbare mandatarissen toegekend zijn;*
- *Een lijst met alle reizen waaraan iedere openbare mandataris in het kader van de uitoefening van zijn functies heeft deelgenomen;*
 - *Een inventaris van alle overheidsopdrachten die de gemeente toegewezen heeft, met vermelding, per opdracht, van de begunstigden en de vastgelegde bedragen, ongeacht of de opdracht met of zonder bevoegdheidsdelegatie toegewezen is."*

Overwegende dat hetzelfde artikel 7 bepaalt dat «Elkeen het recht heeft om het in het vorige lid bedoelde verslag in te kijken»;

Gelet op de omzendbrief van 23 maart 2006 betreffende de toepassing van de ordonnantie in de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van het College van 18 maart 2014 dat het verslag van het jaar 2013, zijn zending aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de ordonnantie betreffende de transparantie van de mandaten en zijn publiciteit, heeft goedgekeurd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT KENNIS:

van het verslag van het jaar 2013 bedoeld in de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.

27.03.2014/A/005 **Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal - Modification**

LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la Nouvelle Loi Communale;


Considérant qu'il est nécessaire que les séances du Conseil communal puissent se dérouler correctement et qu'en conséquence il est nécessaire de prévoir qu'un sujet qui n'est pas à l'ordre du jour du Conseil, sauf éléments nouveaux, ne peut faire l'objet d'une interpellation, une question écrite ou orale si ce sujet a déjà été traité lors de la séance précédente du Conseil communal;

Considérant qu'en Conseil communal, il est convenu que, si le Collège, en application de l'article 7§3, ne souhaite pas ajouter un point à l'ordre du jour du Conseil communal, le Bourgmestre consulte au préalable les chefs de groupe;

Considérant qu'il est souhaitable de rappeler que l'usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images est interdit, sauf autorisation expresse du président et que ceci compte pour tous les conseillers communaux, la presse et le public et qu'il est aussi interdit de faire usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images pendant la séance à huis-clos;

ARRETE ce qui suit par 14 voix oui et 10 voix non (*Dupont, Boucq, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van den Broucke, Stassen, Lambot*):

Le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal est modifié comme suit:
(pour la compréhension du texte, il faut entendre par le "conseil" le "conseil communal", par le "collège" le "collège des bourgmestre et échevins", par les "membres" les "membres du conseil")



Préambule :

Le conseiller qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour la durée et l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par deux personnes de confiance qui se relaient pendant une même séance du Conseil communal, des Sections ou de Commission. Chaque personne de confiance est choisie parmi les électeurs de la commune qui satisfont aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, et qui ne sont pas membres du personnel communal ni du personnel du centre public d'aide sociale de la commune concernée.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, chaque personne de confiance est soumise aux mêmes obligations et dispose des mêmes moyens que le conseiller, en ce compris la perception du jeton de présence.

Section 1 : Fréquence des réunions du conseil

Article 1

Le conseil se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois l'an en séance publique.

Section 2 : Compétence de décider que le conseil se réunira

Article 2

Sans préjudice des articles 3 et 4, la compétence de décider que le conseil se réunira tel jour, à telle heure, appartient au collège.

Avant d'entrer en séance, les membres ainsi que chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale qui fournit l'assistance pendant la séance signent une liste de présence. Cette liste est arrêtée par le président. Les noms des membres du conseil signataires sont mentionnés au procès-verbal.

Article 3

Lors d'une de ses réunions, le conseil peut décider à la majorité absolue des membres présents que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 4

A la demande d'un tiers des membres du conseil en fonction, le collège est tenu de convoquer aux jour et heure indiqués par ces membres.

Section 3 : Compétence de décider de l'ordre du jour

Article 5

Sans préjudice des articles 6 et 7, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil appartient au collège.

Article 6

Lorsque le collège convoque le conseil sur la demande d'un tiers de ses membres, l'ordre du jour reprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 7

Tout membre du conseil peut déposer l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil étant entendu:

a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace par courrier ou par courriel électronique à l'adresse

info@1082berchem.irisnet.be, au moins 5 jours francs avant la réunion du conseil;
b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil.

Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai.

Sauf élément nouveau, les membres du Conseil ne peuvent remettre de proposition étrangère à l'ordre du jour du Conseil sur un sujet qui a déjà fait l'objet d'une interpellation, d'une question écrite ou orale lors de la dernière séance du Conseil communal.

Le bourgmestre, ou celui qui le remplace, transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du conseil à ses membres et aux personnes de confiance désignées conformément l'article 12bis de la Nouvelle loi communale par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance.

Section 4 : Publicité des séances

Article 8

Sans préjudice des articles 9 et 10, les réunions du conseil sont publiques.

Article 9

Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

Article 10

La réunion du conseil n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Il s'agit de "questions de personnes" lorsqu'il s'agit de personnes autres que les membres du conseil ou de la vie privée des membres du conseil et du secrétaire.

Dès qu'une question de personne est soulevée, le président prononce immédiatement le huis clos.

Article 11

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue uniquement à cette fin.

Section 5 : Délais

Article 12

La convocation du conseil se fait par courrier électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale.

Sauf les cas d'urgence, la convocation du conseil se fait au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Dans les cas d'urgence, la décision de déroger à ce délai doit être motivée.

Le délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil, dont il est question à l'art. 90, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Section 6 : Mise à disposition des dossiers

Article 13

Sans préjudice de l'art. 17, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil, toutes les pièces se rapportant à ce point sont mises à la disposition des membres du conseil et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale via l'application informatique dédiée à cet effet, ce dès l'envoi de l'ordre du jour. Les pièces qui ne peuvent pas être digitalisées sont mises à la disposition des membres du conseil sans déplacement des pièces, pendant les heures d'ouverture du secrétariat, ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

Article 14

Pendant les heures de service, les fonctionnaires communaux désignés par le secrétaire fournissent aux membres du conseil qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant aux dossiers dont il est question à l'art. 13.

Les membres conviennent des jour et heure avec le secrétaire.

Article 15

Au plus tard quatorze jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque membre du conseil et aux personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale un exemplaire du projet de budget, du projet de la modification budgétaire ou des comptes sous format papier ou sur support informatique.

Le projet du budget ou les comptes sont accompagnés d'un rapport qui comporte une synthèse du projet.

Avant que le conseil délibère, un membre du collège commente le contenu du rapport.

Article 16

Deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal.

Ce plan triennal se compose des documents suivants:

1° une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années;

2° un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation, sous forme d'estimations et de perspectives.

Après approbation par le conseil communal, ce plan triennal est publié conformément aux dispositions de l'art. 112 de la Nouvelle loi communale.

Section 7 : Information de la presse et des habitants

Article 17

Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil sont portés à la connaissance du public au moins par voie d'affichage à la maison communale et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune, dans les mêmes délais que ceux prévus aux art. 7, 13 et 15, relatifs à la convocation du conseil.

L'affiche ne comprend pas les points qui doivent être discutés à huis clos.

Article 18

La presse recevra, après en avoir fait la demande par écrit, l'ordre du jour des réunions publiques du conseil. Quelques exemplaires seront mis à la disposition des intéressés. Chaque habitant de la commune peut, à sa demande, moyennant paiement d'une redevance fixée par le conseil, obtenir un abonnement annuel pour recevoir les ordres du

jour des séances publiques du conseil communal en version papier. Cette redevance couvre les frais d'envoi par la poste et l'impression. Chaque habitant peut obtenir gratuitement un ordre du jour de la séance publique du conseil communal en version papier au secrétariat communal.

Section 8 : Présidence

Article 19

La compétence de présider les réunions du conseil appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace.

Section 9 : compétence d'ouvrir et de clore les réunions

Article 20

La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil appartient au président. La compétence de clore les réunions du conseil comporte celle de les suspendre.

Article 21

Le président doit ouvrir les réunions du conseil à l'heure fixée par la convocation.

Article 22

Lorsque le président a clos une réunion du conseil :

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être réouverte.

Section 10 : Quorum requis

Article 23

Sans préjudice de l'article 90 al. 2, de la Nouvelle Loi Communale, le conseil ne peut prendre de décisions si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Les personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du quorum.

Lorsque, un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation, la majorité des membres en fonction n'est pas présente, le président constate que la réunion ne peut avoir lieu.

Le président clôt alors immédiatement la séance.

Il en est de même si en cours de séance le quorum n'est plus atteint.

Section 11 : Police des réunions

Article 24

La police des réunions du conseil appartient au président.

Le président peut charger le secrétaire de faire enregistrer les débats et les votes exprimés en séance publique.

Pendant la réunion du conseil, il est interdit, sauf autorisation expresse du président, de faire usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images. Ceci compte pour tous les conseillers communaux, la presse et le public. De toute façon, il est interdit de faire usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images pendant la séance à huis-clos. Pendant la durée de la séance, le public garde le silence.

Article 25

Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu

de l'auditoire, tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou incitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police.

Article 26

A l'égard des membres du conseil, le président intervient:

- en accordant la parole, en la retirant au membre qui persiste à s'écarter du sujet;
- en retirant la parole au membre qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, et après lui en avoir donné l'avertissement, en l'excluant de la réunion, en suspendant la réunion ou en la levant.

Article 27

Pour chaque point de l'ordre du jour:

- le président commente ou invite un échevin à le commenter;
- accorde la parole aux membres qui la demandent;
- clôt la discussion;
- met l'objet aux voix, le vote portant d'abord sur l'amendement éventuel déposé au secrétariat communal par un membre du conseil par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h, puis sur l'objet lui-même. Les amendements oraux ne sont pas autorisés.

Le président invite le conseiller qui a présenté un point à l'ordre du jour à le commenter. Les membres du conseil ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point à l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Lorsque le conseil a décidé d'entendre des experts ou lorsque le président du CPAS est tenu de fournir des explications, le président détermine l'ordre d'intervention.

Article 28

Sont considérés comme troublant l'ordre, les membres:

- qui prennent la parole sans l'avoir obtenue;
- qui la conservent quand elle leur a été retirée;
- qui interrompent un autre membre.

Toute injure, toute parole offensante, toute allusion personnelle, sont réputés violation de l'ordre.

Tout membre du conseil qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel est maintenu ou retiré.

Section 12 : Points non inscrits à l'ordre du jour

Article 29

Un point non inscrit à l'ordre du jour ne peut être traité, sauf cas d'urgence.

L'urgence est déclarée par les deux-tiers des membres présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal.

Section 13 : validité des votes - nombre

Article 30

Les décisions (autres que nominations et présentations de candidats) sont prises à la majorité absolue des suffrages, les abstentions n'intervenant pas en cas de vote à haute voix, les bulletins nuls et blancs en cas de scrutin secret.



En cas de partage, la proposition est rejetée

Article 31

En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Section 14 : Le vote public ou scrutin secret

Article 32

Sans préjudice de l'article 33, le vote est public.

Article 33

Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret à la majorité absolue des voix.

Section 15 : Le vote public

Article 34

Lorsque le vote est public, les membres du conseil votent à haute voix par oui, non ou abstention.

Article 35

Au début de chaque séance, le président tire au sort le nom du membre qui votera le premier. Si le conseiller est absent, le président recommence le tirage. Le président vote en dernier lieu.

Article 36

Après chaque vote public, le président proclame le résultat de celui-ci.

Section 16 : Nominations, présentations de candidats

Article 37

Il est effectué un scrutin particulier pour chaque vote nominatif. Les candidatures pour chaque nomination, approbation de nomination et présentation de candidats sont proposées par le collège. Les conseillers ont le droit de proposer leur propre candidat. Dans cette hypothèse, ils doivent déposer leur proposition par écrit par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au secrétariat communal, au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h.

Article 38

Le bureau pour le scrutin et le dépouillement est composé du président et des deux conseillers présents les moins âgés. Le secrétaire communal tient note des membres votant à chaque scrutin.

Article 39

Le nombre de bulletins est vérifié avant la distribution et avant le dépouillement. Sur chaque bulletin de vote sera mentionné le ou les noms du ou des candidats. Si le nombre

de bulletins recueillis n'est pas égal à celui des votants, le scrutin est annulé et le conseil est appelé à voter de nouveau.
Chaque nomination, approbation ou présentation doit être réglée dans une seule et même séance.

Section 17 : Le procès-verbal

Article 40

Le procès-verbal des réunions reprend tous les objets mis en discussion ainsi que les décisions ou la suite y réservée.

Article 41

Le projet de procès-verbal de la séance précédente est mis à la disposition des membres du conseil et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale via l'application informatique dédiée à cet effet, et ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

Section 18 : L'approbation du procès-verbal

Article 42

Il n'est pas donné lecture du procès-verbal.

Article 43

Tout membre a le droit de faire par l'introduction d'un amendement des observations sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire communal.

Article 44

Une fois adopté et signé par le président et le secrétaire, le procès-verbal de chaque séance est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la commune.

Section 19 : Les sections réunies du Conseil communal

Article 45

Le conseil peut se réunir en sections réunies sous la présidence du bourgmestre ou de celui qui le remplace pour préparer les discussions sur les points à l'ordre du jour du Conseil communal.

Article 46

Les sections réunies sont réunies sur convocation de leur président par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale et se tiennent quel que soit le nombre des membres présents. Le secrétariat est assuré par le secrétaire communal ou par le fonctionnaire désigné par lui.

Article 47

Les sections réunies ne sont pas publiques. Toutefois, des experts ou des fonctionnaires peuvent être entendus.

Section 20 : Des Commissions du Conseil communal

Article 48

Le Conseil communal peut créer, en son sein, des Commissions qui ont pour mission de préparer les discussions des séances du Conseil communal dans les matières dont elles s'occupent. Les Commissions du Conseil communal peuvent, en ce compris de leur propre initiative, rendre des avis et formuler des recommandations à l'attention du Conseil communal dans les matières dont elles s'occupent.

Article 49

Les mandats de membre de chaque Commission du Conseil communal sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil communal. Sont considérés comme formant un groupe, les membres du Conseil qui sont élus sur une même liste ou qui sont élus sur des listes affiliées en vue de former un groupe.

Article 50

Les Commissions du Conseil communal sont composées de neuf membres qui sont nommés par le Conseil communal. Les mandats sont attribués selon la méthode proportionnelle de calcul D'Hondt.

Article 51

Les Commissions du Conseil communal peuvent toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

Article 52

Chaque Commission du Conseil communal adopte son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur détermine notamment le mode de convocation et d'attribution de la présidence de la Commission.

Section 21 : Des questions écrites et orales

Article 53

Les membres du conseil ont le droit de poser des questions écrites par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be concernant l'administration de la commune. A ces questions, il sera répondu par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale dans les 30 jours calendrier.

Après avoir achevé l'ordre du jour du conseil, les conseillers peuvent poser leurs questions orales au Collège. A ces questions, il est répondu, soit séance tenante soit à la séance suivante, ou au plus tard par écrit par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale dans les 30 jours calendrier.

Sauf élément nouveau, les membres du Conseil ne peuvent poser de question écrite ou orale sur un sujet qui a déjà fait l'objet d'une interpellation, d'une question écrite ou orale lors de la dernière séance du Conseil communal.

Article 54

Les questions écrites et orales visées à l'alinéa précédent et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

Section 22 : Droit d'obtention de copies des actes et pièces

Article 55

Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil.

Article 56

Chaque groupe politique peut obtenir, sans frais, une copie des actes et pièces en question.

Section 23 : Droit de visite

Article 57

Les membres du conseil ont le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés d'un membre du collège, au jour et heure que le conseiller et le membre du collège conviennent entre eux.

Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du membre du collège.

Les membres du conseil ont aussi le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés du secrétaire communal, au jour et heure qu'ils conviennent entre eux. Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du secrétaire.

Article 58

Durant leur visite, les membres du conseil sont tenus de se comporter d'une manière passive.

Section 24 : Jetons de présence

Article 59

Sans préjudice de l'article 19 de la Nouvelle Loi Communale, pour chacune des réunions du conseil, des sections réunies ou des commissions créées par le Conseil conformément à l'article 120 de la Nouvelle Loi Communale, les conseillers présents et chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale qui fournit l'assistance pendant la séance perçoivent un jeton de présence. Pour ce faire, les conseillers présents et chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale qui fournit l'assistance pendant la séance signent une liste de présence qui est transmise au secrétariat communal.

Pour pouvoir bénéficier du jeton de présence dont question au présent article, les membres du Conseil communal doivent assister à l'entièreté de la réunion ou pour une durée minimale de deux heures consécutives.

Section 25 : Droit d'interpellation des habitants de la commune à l'attention du collège

Article 60

Au début de la séance du Conseil communal, après approbation du procès-verbal de la séance précédente, un temps d'interpellation d'une demi-heure maximum est réservé à l'exposé de(s) interpellation(s) des habitants de la commune.

Article 61

Pour être valablement introduite auprès du conseil, la demande d'interpellation doit être signée par 20 personnes, domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins. L'interpellation doit être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigé en français ou en néerlandais. Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des derniers 3 mois ou qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe.

Article 62

Pour être prise en considération, la demande d'interpellation doit être introduite par écrit et signée en original à l'attention du collègue au moins 5 jours francs avant la date fixée pour la séance du conseil. Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai. La demande d'interpellation doit indiquer clairement l'identité de l'interpellateur (nom, adresse et numéro national), éventuellement, s'il est mandaté, le nom du groupement, de l'association, du quartier ou du club qui le mandate, l'identité des signataires (noms, adresses et numéros nationaux) ainsi qu'un bref exposé du sujet traité. Les demandes d'interpellations sont classées et numérotées par ordre de réception dans les mains du secrétaire communal ou de la personne qui le remplace.

Article 63

Le collègue met les interpellations valablement introduites et recevables à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil dans l'ordre chronologique de réception des demandes, étant entendu que trois interpellations au maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance. La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant la séance par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers. Le bourgmestre ou le membre du collège ayant ce point dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante. L'interpellation en ce compris le temps de réponse ne peut dépasser 10 minutes.

Section 26 : Dispositions finales

Article 64

Il sera fait référence à la Nouvelle Loi Communale pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent règlement.

Article 65


Les dispositions antérieures relatives au règlement d'ordre intérieur sont abrogées.

Reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad - Wijziging

DE RAAD,

Gezien artikel 91 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het nodig is om de zittingen van de Gemeenteraad op ordentelijke wijze te laten verlopen en het bijgevolg noodzakelijk is te voorzien dat een onderwerp, dat niet geagendeerd staat op de Raad, behoudens nieuwe elementen, niet het voorwerp mag uitmaken van een interpellatie, een schriftelijke of mondelinge vraag indien dit onderwerp reeds werd behandeld in de vorige zitting van de Gemeenteraad;



Overwegende dat binnen de Gemeenteraad wordt overeengekomen dat indien het College, in toepassing van artikel 7§3, een punt niet wenst toe te voegen aan de agenda van de Gemeenteraad, de Burgemeester hier eerst voorafgaandelijk overleg pleegt met de fractieleiders;

Overwegende dat het wenselijk is om eraan te herinneren dat het gebruik van band- of beeldopnamen verboden is, behalve uitdrukkelijke toestemming van de voorzitter en dat dit geldt voor alle gemeenteraadsleden, de pers en het publiek en dat het eveneens verboden is om gebruik te maken van klank- of beeldopnamen tijdens de besloten vergadering;

BESLUIT wat volgt met 14 jastemmen en 10 neenstemmen (*Dupont, Boucq, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van den Broucke, Stassen, Lambot*):

Het Reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad wordt als volgt gewijzigd: (voor het begrip van de tekst verstaat men onder de raad = de gemeenteraad, het college = het college van burgemeester en schepenen en de leden = de leden van de gemeenteraad)

Preambule:

Het raadslid dat wegens een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de duur en de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door twee vertrouwenspersonen, die elkaar afwisselen tijdens éénzelfde Gemeenteraadszitting, zitting van de Verenigde Secties of van een Commissie. Iedere vertrouwenspersoon wordt gekozen uit de gemeenteraadskiezers, die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van gemeenteraadslid voldoen, en die geen lid is van het gemeentepersoneel, noch van het personeel van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de betrokken gemeente.

Bij het verlenen van de bijstand, heeft iedere vertrouwenspersoon dezelfde verplichtingen en krijgt hij dezelfde middelen ter beschikking als het raadslid, met inbegrip van het ontvangen van presentiegeld.

Sectie 1: Frequentie van de vergaderingen van de raad

Artikel 1

De raad vergadert zo dikwijls als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren het vereisen en minstens tienmaal per jaar in openbare zitting.

Sectie 2: Bevoegdheid om de raad bijeen te roepen

Artikel 2

Onverminderd de artikelen 3 en 4, wordt de raad bijeengeroepen op de dag en uur bepaald door het college.

Alvorens aan de vergadering deel te nemen, tekenen de leden evenals iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die tijdens de vergadering assistentie verleent, een presentielijst. Deze lijst wordt vastgesteld door de voorzitter. De namen van de aanwezige raadsleden worden in de notulen vermeld.

Artikel 3

Tijdens een van zijn vergaderingen kan de raad bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden beslissen om op een bepaalde dag en een bepaald uur opnieuw te vergaderen om de bespreking van een niet afgewerkte agenda verder te zetten.

Artikel 4

Op aanvraag van een derde van de in dienst zijnde leden is het college verplicht de raad bijeen te roepen op de dag en uur door deze leden bepaald.

Sectie 3: Bevoegdheid om te beslissen over de agenda

Artikel 5

Onverminderd de artikelen 6 en 7, wordt de agenda van de vergaderingen van de raad door het college vastgesteld.

Artikel 6

Indien het college de raad oproept op aanvraag van één derde van de in dienst zijnde leden, dan wordt voor de agenda voorrang gegeven aan de vermelde punten van de aanvragers van de vergadering.

Artikel 7

Ieder lid van de raad kan één of meerdere bijkomende punten op de agenda plaatsen, rekening houdende:

- a) dat dit voorstel, dat niet op de agenda voorkomt, dient afgegeven te worden per brief of elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be aan de burgemeester of zijn plaatsvervanger, tenminste 5 vrije dagen vóór de gemeenteraad;
- b) dat het voorstel vergezeld is van een verklarende nota of een document geschikt om de raad in te lichten.

Onder "5 vrije dagen " dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn.

Behalve een nieuw element mogen de Raadsleden geen voorstel, dat niet op de agenda voorkomt, afgeven over een onderwerp dat reeds tijdens de laatste Gemeenteraadszitting het voorwerp uitgemaakt heeft van een interpellatie, een schriftelijke vraag of een mondelinge vraag.

De Burgemeester, of diegene die hem vervangt, verdeelt zonder termijn de bijkomende punten van de dagorde van de vergadering van de raad aan zijn leden en aan de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet per elektronische post op het gemeentelijk emailadres van de raadsleden en van de vertrouwenspersonen.

Sectie 4: Publiciteit van de zittingen

Artikel 8

Onverminderd de artikelen 9 en 10, zijn de vergaderingen van de raad openbaar.

Artikel 9

Behalve voor de begroting, begrotingswijziging of de rekeningen, kan de gemeenteraad op vraag van een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

Artikel 10

De vergadering is niet openbaar als het om personen gaat.

Het gaat over personen, wanneer andere personen dan de leden van de raad of nog het

privéleven van raadsleden of van de secretaris ter sprake wordt gebracht. Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter terstond dat de behandeling in besloten vergadering wordt verder gezet.

Artikel 11

Als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voortgezet, kan de openbare vergadering uitsluitend voor dit doel worden onderbroken.

Sectie 5: Termijnen

Artikel 12

De bijeenroeping van de raad gebeurt per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Behalve spoedeisende gevallen, geschiedt de bijeenroeping van de raad tenminste zeven vrije dagen vóór de vergadering.

In spoedeisende gevallen zal gemotiveerd van deze oproepingsperiode worden afgeweken.

Deze termijn wordt op twee vrije dagen gebracht indien het een tweede of een derde uitnodiging betreft van de raad zoals bepaald in artikel 90, alinea 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Sectie 6: Ter beschikking stellen van dossiers

Artikel 13

Zonder afbreuk te doen aan artikel 17, zal voor ieder punt van de agenda van de vergaderingen van de raad, alle stukken betreffende het punt, ter beschikking van de leden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet gesteld worden via de daartoe voorziene geïnformatiseerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping. De stukken die niet gedigitaliseerd kunnen worden, worden ter beschikking gesteld van de raadsleden zonder verplaatsing van de stukken, gedurende de openingsuren van het secretariaat, vanaf de verzending van de oproeping.

Artikel 14

Tijdens de kantooruren, geven de door de gemeentesecretaris aangewezen ambtenaren de nodige technische toelichtingen betreffende de documenten die in de dossiers voorkomen waarvan sprake in art. 13.

De dag en het uur wordt overeengekomen tussen het raadslid en de secretaris.

Artikel 15

Uiterlijk veertien vrije dagen vóór de vergadering gedurende dewelke de raad dient te beraadslagen over de begroting, begrotingswijziging of over de rekeningen, zal het college aan elk gemeenteraadslid en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet een exemplaar van het voorstel van begroting, begrotingswijziging of rekeningen op papier of via datadrager toesturen.

Het voorstel van begroting of de rekeningen zullen vergezeld worden van een verslag dat een synthese bevat van het voorstel.

Vooraleer de raad beraadslaagt, zal een lid van het college commentaar geven over de inhoud van het verslag.

Artikel 16

Tweemaal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, legt het college de gemeenteraad een driejaarlijks plan voor.

Dit driejaarlijkse plan bestaat uit de volgende documenten:

1° een oriëntatienota, die minstens de hoofdbeleidskeuzen bevat die voor de drie eerstvolgende jaren vastgesteld worden;

2° een beheersplan dat de oriëntatienota begrotingsmatig vertaalt, in de vorm van ramingen en vooruitzichten.

Dit driejaarlijkse plan wordt na goedkeuring door de gemeenteraad bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van art. 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Sectie 7: Informatie aan de pers en de inwoners

Artikel 17

De plaats, dag en uur alsook de agenda van de vergadering van de raad worden ter kennis gebracht aan het publiek minstens bij middel van aanplakking aan het gemeentehuis en door de bekendmaking ervan op de website van de gemeente, binnen dezelfde termijnen als deze voorzien in de artikelen 7, 13 en 15 inzake de bijeenroeping van de raad.

De aanplakking maakt geen melding van de punten die in besloten vergadering worden besproken.

Artikel 18

De pers, indien hiervoor een schriftelijke aanvraag wordt gedaan, zal de agenda bekomen van de openbare vergaderingen van de raad. Enkele exemplaren van de agenda zullen ter beschikking van het publiek worden gelegd. Iedere inwoner van de gemeente kan tegen betaling van een retributie vastgesteld door de raad een jaarlijks abonnement bekomen voor de agenda op papier van de openbare gemeenteraadszittingen. Deze retributie zal de uitgave van de verzending en afdrukken dekken. Iedere inwoner kan eveneens zonder kosten, een dagorde van de openbare zitting op papier op het gemeentesecretariaat afhalen.

Sectie 8: Voorzitterschap

Artikel 19

De bevoegdheid om de raad voor te zitten komt toe aan de burgemeester of zijn wettige plaatsvervanger.

Sectie 9: Bevoegdheid om de vergaderingen te openen en te sluiten

Artikel 20

De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten. De bevoegdheid om de vergaderingen te sluiten bevat ook deze om de vergadering te schorsen.

Artikel 21

De voorzitter opent de vergaderingen van de raad op het uur vermeld op de uitnodiging.

Artikel 22

Indien de voorzitter de vergadering van de raad heeft gesloten:

- a) is de gemeenteraad niet meer bevoegd om te beraadslagen;
- b) mag de raadszitting niet meer opnieuw geopend worden.

Sectie 10: Het vereiste quorum

Artikel 23

Onverminderd artikel 90 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet, kan de raad geen beslissing nemen indien de meerderheid van de in dienst zijnde leden niet aanwezig is. De vertrouwenspersonen, aangeduid overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet, worden niet in rekening genomen voor het berekenen van het quorum. Indien, een kwartier na het vastgestelde uur op de uitnodiging, de meerderheid van de in functie zijnde leden niet aanwezig is, stelt de voorzitter vast dat de vergadering niet kan plaatshebben.

De voorzitter sluit onmiddellijk de zitting wanneer het quorum niet of niet meer bereikt is.

Sectie 11: Handhaving van de orde van de vergaderingen

Artikel 24

De handhaving van de orde tijdens de vergadering komt toe aan de voorzitter.

De voorzitter kan de secretaris gelasten om de debatten en stemmingen van de openbare vergaderingen te laten registreren.

Tijdens de vergadering van de raad, is het verboden, behalve uitdrukkelijke toestemming van de voorzitter, om gebruik te maken van band- of beeldopnamen. Dit geldt voor alle gemeenteraadsleden, de pers en het publiek. Tijdens de besloten vergadering is het sowieso verboden om gebruik te maken van klank- of beeldopnamen.

Tijdens de zitting van de raad zal het publiek de stilte bewaren.

Artikel 25

De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond uit de aan het publiek voorbehouden plaats iedere persoon doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opstellen tegen de overtreder met het oog op zijn verwijzing naar de politierechtbank.

Artikel 26

Ten opzichte van de raadsleden komt de voorzitter tussen om:

- het woord te verlenen of het terug te nemen indien het lid bewust van het onderwerp afwijkt, door het punt van de agenda ter stemming te brengen;
- het woord te ontnemen van het lid dat de orde verstoort, door het lid tot de orde te roepen, en kan na verwittiging het lid uit de vergadering uitsluiten of de zitting schorsen of opheffen.

Artikel 27

Voor ieder punt van de agenda, kan de voorzitter:

- commentaar geven of een schepen uitnodigen commentaar te geven.
- het woord verlenen aan de leden die er om vragen;
- de discussie afsluiten;
- het onderwerp ter stemming brengen, de stemming gaat eerst over de eventuele amendementen neergelegd door een gemeenteraadslid per brief of elektronische post op

het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be op het gemeentesecretariaat ten laatste de voorafgaande dag van de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur, daarna over het eigenlijke onderwerp. Mondelinge amendementen zijn niet toegelaten.

De voorzitter nodigt het raadslid uit om het punt dat hij op de agenda geplaatst heeft te commentariëren.

Geen enkel raadslid mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Wanneer de raad beslist heeft om deskundigen te horen of wanneer de voorzitter van het OCMW gehouden is om uitleg te verschaffen, bepaalt de voorzitter de orde van tussenkomst.

Artikel 28

Worden aanzien als storend voor de vergadering, wanneer de leden:

- het woord nemen, zonder dat het werd toegestaan;
- het woord behouden, terwijl het woord werd ontnomen;
- een ander lid onderbreekt wanneer deze het woord heeft.

Elk scheldwoord, elke beledigende uitdrukking en elke persoonlijke toespeling worden geacht in strijd te zijn met de orde.

Elk lid dat tot de orde wordt teruggeroepen, mag zich verantwoorden, waarna de voorzitter beslist of de terugroeping tot de orde gehandhaafd of ingetrokken wordt.

Sectie 12: Niet ingeschreven punten op de agenda

Artikel 29

Een punt dat niet op de agenda voorkomt mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen.

Tot de spoedbehandeling kan worden beslist door een tweederde aanwezige meerderheid; de namen zullen worden vermeld in de notulen van de zitting.

Sectie 13: Geldigheid - het vereiste aantal stemmen

Artikel 30

De beslissingen (andere dan benoemingen en voorstelling van kandidaten) worden bij volstreekte meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen genomen, de onthoudingen worden niet meegerekend bij de mondelinge stemming; bij geheime stemming worden de ongeldige en blanco stemmen niet meegerekend.

In geval van staking van stemmen, wordt het voorstel verworpen.

Artikel 31

Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming of de voordracht geschiedt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

Sectie 14: Openbare of besloten stembeurt

Artikel 32

Onverminderd artikel 33, is de stemming openbaar.

Artikel 33

De voordracht van kandidaten, de benoeming tot een ambt, terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsing in het belang van de dienst en de tuchtmaatregelen worden bij geheime stemming en volstreekte meerderheid genomen.

Sectie 15: Openbare stemming

Artikel 34

Indien de stemming openbaar is wordt deze door de leden met luide stem uitgebracht, met ja, neen of onthouding.

Artikel 35

In het begin van de zitting, wordt door de voorzitter de naam van een raadslid uitgeloot die het eerst zal stemmen. Indien het raadslid afwezig is, gaat de voorzitter over tot een nieuwe loting.

De voorzitter stemt het laatst.

Artikel 36

Na iedere openbare stemming, zal de voorzitter de uitslag hiervan mededelen.

Sectie 16: Benoemingen, voordrachten van kandidaten

Artikel 37

Voor elke nominatieve stemming wordt afzonderlijk gestemd.

De kandidaturen voor benoemingen, goedkeuring van benoeming en voorstelling van kandidaten worden voorgedragen door het College.

De raadsleden hebben het recht een eigen kandidaat voor te dragen. In dit geval zullen zij de voordracht van hun kandidaat, schriftelijk neerleggen op het gemeentesecretariaat per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be, ten laatste de voorafgaande dag van de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur.

Artikel 38

Het bureau voor de stemming en voor de stemopneming is samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste aanwezige leden. Bij elke stemming neemt de gemeentesecretaris nota van de stemmende leden.

Artikel 39

Het aantal stembriefjes wordt vóór de uitdeling en voor de stemopneming nagekeken. Op ieder stembriefje zal de naam van de kandidaat of kandidaten vermeld worden. Indien het niet gelijk is aan dit van het aantal personen dat een stem uitbracht, wordt de stemming vernietigd en dient de raad opnieuw te stemmen.

Elke benoeming, goedkeuring of voordracht moet tijdens één en dezelfde vergadering afgehandeld worden.

Sectie 17: Inhoud van de notulen

Artikel 40

De notulen van de vergaderingen hernemen alle onderwerpen waarover werd

L

beraadslaagd alsook de beslissingen of het gevolg dat er aan gegeven werd.

Artikel 41

Het project van proces-verbaal van de vorige zitting wordt ter beschikking gesteld van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet via de daartoe voorziene geïnformatiseerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping.

Sectie 18: Goedkeuring van de notulen

Artikel 42

Er wordt geen lezing gegeven van het proces-verbaal.

Artikel 43

Ieder raadslid heeft het recht opmerkingen te maken via het indienen van een amendement over het opstellen van de notulen van de vorige gemeenteraad. Indien deze opmerkingen worden aangenomen, zal de secretaris ter zitting of ten laatste op de volgende zitting een nieuwe tekst voorleggen, overeenkomstig de beslissing van de raad. Indien geen bezwaren worden ingebracht, worden de notulen van de vorige vergadering beschouwd als aangenomen en worden getekend door de voorzitter en de secretaris.

Artikel 44

Zodra de notulen van elke vergadering zijn goedgekeurd en ondertekend door de burgemeester en de gemeentesecretaris, worden ze op de website van de gemeente geplaatst.

In afwijking van de vorige alinea, worden de punten van de notulen die met gesloten deuren werden besproken, niet op de gemeentelijke website geplaatst.

Sectie 19: De verenigde secties van de gemeenteraad:

Artikel 45

De raad kan vergaderen in verenigde secties onder het voorzitterschap van de Burgemeester of hij die hem vervangt om discussies voor te bereiden over punten die op de dagorde van de Gemeenteraad staan.

Artikel 46

De verenigde secties worden uitgenodigd op uitnodiging van hun voorzitter per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en zullen plaatsvinden ongeacht het aantal aanwezige leden. Het secretariaat wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of de ambtenaar die hij aanduidt.

Artikel 47

De verenigde secties zijn niet openbaar. Toch kunnen experts of ambtenaren gehoord worden.

Sectie 20: Gemeenteraadscommissies:

Artikel 48

De Gemeenteraad kan in zijn midden commissies oprichten die als taak hebben de besprekingen in de gemeenteraadszittingen voor te bereiden voor de materies waarvoor zij aangeduid zijn.

De commissies kunnen, ook op eigen initiatief, adviezen uitbrengen en aanbevelingen formuleren ten behoeve van de Gemeenteraad met betrekking tot de zaken waarmee zij zich bezighouden.

Artikel 49

De mandaten van lid van iedere gemeenteraadscommissie worden evenredig verdeeld over de fracties waaruit de Gemeenteraad is samengesteld.

Geacht worden een fractie te vormen de gemeenteraadsleden die op eenzelfde lijst verkozen zijn of die verkozen zijn op lijsten die onderling verenigd zijn om een fractie te vormen.

Artikel 50

De gemeenteraadscommissies zijn samengesteld uit negen leden die door de Gemeenteraad benoemd worden. De mandaten worden toegekend volgens de proportionele berekeningsmethode D'Hondt.

Artikel 51

De gemeenteraadscommissies kunnen steeds deskundigen en belanghebbenden horen.

Artikel 52

Elke gemeenteraadscommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast. Het huishoudelijk reglement bepaalt ondermeer de wijze van oproeping en van toewijzing van het voorzitterschap van de commissie.

Sectie 21: Mondelinge en schriftelijke vragen

Artikel 53

De leden van de raad hebben het recht om schriftelijke vragen te stellen per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be betreffende het bestuur van de gemeente. Op deze vragen zal geantwoord worden, binnen de 30 kalenderdagen van de ontvangst, door het college per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Na het afwerken van de agenda van de raadszitting, kunnen de raadsleden mondelinge vragen stellen aan het college. Op deze vragen wordt hetzij onmiddellijk, hetzij op de volgende zitting geantwoord, ofwel schriftelijk ten laatste binnen de 30 kalenderdagen per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Behalve een nieuw element mogen de Raadsleden geen schriftelijke of mondelinge vraag stellen over een onderwerp dat reeds tijdens de laatste Gemeenteraadszitting het voorwerp uitgemaakt heeft van een interpellatie, een schriftelijke vraag of een mondelinge vraag.

Artikel 54

De schriftelijke en mondelinge vragen beoogd in de vorige alinea en de antwoorden die erop gegeven zijn, worden online gezet op de gemeentelijke website.

Sectie 22 : Recht om afschriften te bekomen

Artikel 55

Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente mag onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de raad.

Artikel 56

Iedere politieke fractie kan, zonder kosten, één afschrift bekomen van akten en stukken waarvan sprake.

Sectie 23 : Bezoekrecht

Artikel 57

De raadsleden hebben het recht de gemeentelijke inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van een lid van het college op de dag en uur overeengekomen tussen het raadslid en het lid van het college.

De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van het lid van het college.

De raadsleden hebben ook het recht de inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van de gemeentesecretaris op de dag en uur onderling overeengekomen. De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van de secretaris.

Artikel 58

Tijdens hun bezoek, moeten de raadsleden passief optreden.

Sectie 24 : Presentiegeld

Artikel 59

Zonder inbreuk op artikel 19 van de Nieuwe Gemeentewet, zal voor iedere zitting van de raad, van de verenigde secties of van de commissies opgericht door de Gemeenteraad conform artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, aan de aanwezige raadsleden en aan iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die assistentie verleent tijdens de zitting, een presentiegeld worden verleend. Om dit te doen, tekenen de aanwezige gemeenteraadsleden en iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die assistentie verleent tijdens de zitting, een aanwezigheidslijst die wordt overgemaakt aan het gemeentesecretariaat.

Om te kunnen genieten van de zitpenning waarvan sprake in onderhavig artikel dienen de Gemeenteraadsleden het geheel van de vergaderingen bij te wonen of gedurende minstens twee opeenvolgende uren.

Sectie 25 : Interpellatierecht van de inwoners van de gemeente ter attentie van het college

Artikel 60

Aan het begin van de zitting van de gemeenteraad, na goedkeuring van het proces-verbaal van de vorige vergadering, wordt een interpellatietijd van maximum een half uur voorbehouden voor interpellatie(s) van inwoners van de gemeente.

Artikel 61

Om een geldige aanvraag tot interpellatie in te dienen bij de gemeenteraad, dient de aanvraag tot interpellatie door 20 personen die in de gemeente wonen en ten minste 16 jaar oud zijn, ondertekend te worden. De interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, mag geen uitsluitend privé-belang hebben en moet in het Nederlands of het Frans gesteld zijn. De interpellatie betreffende een aangelegenheid die moet worden behandeld met gesloten deuren, die reeds op de agenda van de gemeenteraad staat, die reeds aan bod is gekomen in een interpellatie in de laatste

drie maanden, die de mensenrechten niet respecteert of racistisch of xenofob van aard is, is onontvankelijk.

Artikel 62

Om in aanmerking te komen, dient de aanvraag tot interpellatie in originele vorm schriftelijk en ondertekend ter attentie van het college, tenminste 5 vrije dagen vóór de vastgestelde datum van de vergadering van de gemeenteraad, ingediend worden. Onder "5 vrije dagen" dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn. De aanvraag tot interpellatie moet duidelijk de identiteit van de interpellant vermelden (naam, adres en rijksregisternummer), en indien er eventueel sprake is van volmacht, de naam van de groepering, de vereniging, de wijk of van de club die deze verleende, de identiteit van de ondertekenaars (namen, adressen en rijksregisternummers) evenals een bondige omschrijving van het behandelde onderwerp vermelden. De

aanvragen tot interpellaties worden door de gemeentesecretaris of door de persoon die hem vervangt in de volgorde van hun ontvangst verzameld en gerangschikt.

Artikel 63

Het college zet de geldig ingediende en ontvankelijk verklaarde interpellaties op de agenda van de volgende vergadering van de gemeenteraad, in chronologische volgorde van ontvangst van de verzoeken, met dien verstande dat maximum drie interpellaties mogen ingeschreven worden op de agenda van eenzelfde vergadering. De lijst van de verzoeken tot interpellatie wordt vóór de vergadering meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden. De burgemeester of het lid van het college tot wiens bevoegdheden dat punt behoort, antwoordt op de interpellatie na de toelichting van de interpellatie. De interpellatie, antwoord inbegrepen, mag niet meer dan 10 minuten in beslag nemen.

Sectie 26 : Eindbeschikkingen

Artikel 64

Voor alles wat niet uitdrukkelijk is voorzien in het onderhavig reglement, wordt verwezen naar de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 65

De vroegere bepalingen betreffende het reglement van inwendige orde zijn afgeschaft.

27.03.2014/A/006 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime de premier établissement en matière de travail indépendant - Instauration**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement les articles 117 et 119;

Vu que dans le cadre de la situation economico-financière actuelle et dans le but de dynamiser le commerce local, il est utile de soutenir, sous certaines conditions, l'indépendant en tant que premier établissement;

Considérant que les crédits budgétaires nécessaires sont inscrits au service ordinaire 2014 à l'article 871/331-01;

Vu que le coût de l'aménagement est un seuil important lors du démarrage d'un nouveau commerce;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

En vertu du présent règlement, à dater du 1er avril 2014, dans la limite des crédits disponibles au budget, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder une prime de premier établissement:

- a) aux personnes physiques qui, sur le territoire de la Commune, s'établissent comme indépendants ou chefs d'entreprise de travail indépendant;
- b) aux S.P.R.L. de droit belge, constituées par une seule personne physique, poursuivant les mêmes fins, établissant leur siège d'exploitation sur le territoire de la Commune et dont l'associé unique répond aux conditions fixées par les articles 2, b), 3 et 5.

Article 2:

Est considérée comme chef d'entreprise la personne qui:

- a) soit gère personnellement son entreprise à son propre compte et à titre principal;
- b) soit est l'associée unique d'une S.P.R.L. sans y être liée par un contrat de travail.

Article 3:

Pour bénéficier de la prime, le demandeur doit remplir les conditions suivantes dès le début de l'exercice de l'activité indépendante:

- a) soit être de nationalité belge, soit être ressortissant d'un état membre de la U.E. ou être autorisé ou admis au séjour sur le territoire belge;
- b) être détenteur d'un extrait du casier judiciaire vierge;
- c) être majeur ou émancipé et ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans au moment de la demande ou avoir atteint l'âge de 50 ans et être inscrit depuis plus de six mois à l'Office National de l'Emploi comme demandeur d'emploi;
- d) avoir son établissement sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;
- e) être en règle vis-à-vis des lois et règlements régissant la sécurité sociale ainsi que l'exercice de l'activité pour laquelle la prime est sollicitée;
- f) prouver par des copies de factures que des investissements professionnels de premier établissement ont été faits pour une valeur minimale de € 3.000,00;
- g) avoir suivi avec fruits le cycle de mentorat d'entreprises organisé par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Les dossiers seront traités dans l'ordre de leur arrivée et jusqu'à épuisement des crédits prévus.

Article 4:

Sont exclues du bénéfice de la prime:

- a) les personnes qui, avant l'établissement pour lequel la prime est sollicitée, ont déjà exercé une profession de travailleur indépendant à titre d'activité principale;
- b) les professions indépendantes et libérales suivantes:
 - 1. les banques et autres institutions financières;
 - 2. les night-shops, phone shops, solderies.

Article 5:

Le bénéficiaire de la prime doit souscrire les engagements suivants:

- a) être domicilié ou se domicilier avec son ménage à Berchem-Sainte-Agathe dans les douze mois qui suivent l'établissement et le rester pendant les cinq années suivantes; le demandeur doit indiquer/communiquer la date d'inscription aux registres de population/des étrangers de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;

b) exercer à titre principal à Berchem-Sainte-Agathe l'activité visée pendant au moins cinq ans à dater de l'octroi de la prime;

c) avertir immédiatement le Collège des Bourgmestre et Echevins dès la cessation de l'activité indépendante ou le transfert de l'établissement et/ou du domicile;

d) restituer la prime soit s'il cesse de respecter les conditions imposées, soit en cas de déclaration inexacte ou incomplète. La prime sera récupérée selon les modalités suivantes:

Si les conditions ne sont plus réunies dans le courant de la première année, 100%, la deuxième année, 80%, la troisième année, 60%, la quatrième année, 40%, la cinquième année 20%.

Ce montant est augmenté des intérêts au taux légal en vigueur à la date du recouvrement.

Article 6:

Le montant de la prime communale de premier établissement s'élève à € 500,00 pour des investissements professionnels de premier établissement ayant une valeur minimale de € 3.000,00.

A cette prime communale minimale de € 500,00 s'ajoute un montant égal à 1% de la valeur des investissements professionnels de premier établissement dépassant € 3.000,00. Le montant maximum de la prime communale s'élève à € 650,00. Il ne peut être octroyé qu'une seule prime par ménage.

Article 7:

Dans les douze mois de l'établissement à la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, la demande est introduite au Collège des Bourgmestre et Echevins sur le formulaire délivré à cet effet par le Service Commerce et Festivités. Elle doit être accompagnée des attestations et preuves requises suivantes:

- une copie recto/verso de la carte d'identité du demandeur ou pour les cartes d'identité avec une puce: une copie papier des informations sur la puce;
- un certificat de résidence;
- un certificat de composition de ménage;
- un extrait du casier judiciaire vierge;
- un document attestant de l'inscription à un guichet d'entreprise;
- un certificat délivré par l'O.N.E.M. certifiant que le demandeur a plus de 50 ans et attestant qu'il est inscrit depuis plus de six mois comme chômeur demandeur d'emploi;
- un certificat du receveur des contributions duquel il résulte que le demandeur n'a pas de dettes;
- une attestation délivrée par l'autorité compétente confirmant que le demandeur est en règle quant à ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, jusque et y compris l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date de la demande, conformément aux dispositions de la loi belge ou celles du pays où il résidait avant;
- un certificat attestant de la formation du cycle de mentorat d'entreprise organisé par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;
- copie des factures (en français ou en néerlandais) des frais exposés pour des investissements professionnels de premier établissement et la copie de la preuve de paiement (si facture non acquittée).

Article 8:

Le Service Commerce et Festivités est chargé de l'exécution du présent règlement. Il contrôle en particulier la réalité des investissements professionnels.

Le Département des Affaires du Citoyen contrôle la réalité du domicile et l'inscription

aux registres de population/étrangers de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, le cas échéant.

Article 9:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins statue sur le bien fondé de la demande. Toute contestation relative à l'application du présent règlement est tranchée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10:

Le présent règlement est valable du 1er avril 2014 jusqu'au 31 décembre 2014.

Reglement betreffende de toekenning van een premie als starter inzake zelfstandige arbeid - Invoering

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 117 en 119;
Overwegende dat het nuttig is om onder bepaalde voorwaarden starters in zelfstandige arbeid te ondersteunen gezien de huidige economische en financiële situatie en het noodzakelijk is de lokale handel te dynamiseren;
Gezien de nodige kredieten ingeschreven zijn in de begroting op artikel 871/331-01 van de gewone dienst 2014;
Overwegende dat de inrichtingskost een belangrijke financiële drempel is voor het opstarten van een nieuwe handelszaak;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

In toepassing van onderhavig reglement kan het College van Burgemeester en Schepenen vanaf 1 april 2014 en binnen de beschikbare kredieten, een premie toekennen als zelfstandige starter:

- a) aan fysieke personen die zich vestigen als zelfstandige of bedrijfshoofd van zelfstandige arbeid op het grondgebied van de Gemeente;
- b) aan de B.V.B.A. naar Belgisch recht, samengesteld uit slechts één fysiek persoon, met dezelfde doelstellingen, hun uitbatingszetel vestigend in de gemeente, en waarvan de enige vennoot beantwoordt aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 2, b), 3 et 5.


Artikel 2:

Wordt beschouwd als bedrijfshoofd, de persoon die:

- a) hetzij persoonlijk zijn onderneming beheert voor eigen rekening;
- b) hetzij de enige vennoot is van een B.V.B.A. zonder aan deze vennootschap verbonden te zijn door een arbeidsovereenkomst.

Artikel 3:

Om van de premie te kunnen genieten moet de aanvrager vanaf de aanvang van de activiteit als zelfstandige, aan volgende voorwaarden voldoen:

- a) hetzij van Belgische nationaliteit zijn, hetzij onderdaan van een E.U.-lidstaat, of toegelaten of gemachtigd zijn om op het Belgisch grondgebied te verblijven;
 - b) houder zijn van een blanco uittreksel van het strafregister;
 - c) meerderjarig zijn of ontvoogd en de leeftijd van 50 jaar niet bereikt hebben op het ogenblik van de aanvraag of de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt en sedert tenminste
- 

zes maanden ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening als werkzoekende;

d) zijn zaak gevestigd hebben op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem;

e) in orde zijn met de wetten en reglementen die de sociale zekerheid beheren alsmede de uitoefening van de activiteit waarvoor de premie aangevraagd wordt;

f) aan de hand van facturen kunnen bewijzen dat er beroepsinvesteringen als starter gebeurd zijn voor een minimale waarde van € 3.000,00;

g) met vrucht de cyclus bedrijfsmentoraat, georganiseerd door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, gevolgd hebben;

De dossiers worden behandeld in volgorde van indiening en tot uitputting van het voorziene krediet.

Artikel 4:

Zijn van het voordeel van deze premie uitgesloten:

a) de personen die, voor het starten van de zaak waarvoor de premie wordt aangevraagd, reeds het beroep van zelfstandige hebben uitgeoefend als hoofdberoep;

b) volgende zelfstandige en vrije beroepen:

1. de banken en andere financiële instellingen;

2. de night-shops, phone-shops en solderiën.

Artikel 5

De begunstigde van de premie verbindt er zich toe:

a) met zijn gezin in Sint-Agatha-Berchem gevestigd te zijn, of er zich te vestigen binnen de twaalf maanden na de oprichting, en dit te blijven gedurende de vijf volgende jaren; de aanvrager dient de datum van inschrijving in de bevolkingsregisters/vreemdelingenregister mede te delen;

b) vanaf de datum van toekenning van de premie, de bedoelde activiteit als hoofdberoep uit te oefenen te Sint-Agatha-Berchem gedurende minstens vijf jaar;

c) in geval van stopzetting van de zelfstandige activiteit of van verandering van adres of zetel van het bedrijf of van het gezinsdomicilie, onmiddellijk het College van Burgemeester en Schepenen hiervan schriftelijk op de hoogte te stellen;

d) de premie terug te storten in geval er niet meer voldaan wordt aan de opgelegde voorwaarden of in geval van onjuiste of onvolledige verklaring. De premie zal als volgt terug gevorderd worden: als aan de voorwaarden niet meer wordt voldaan gedurende het 1e jaar, 100%, 80% in het 2e jaar, 60% in het derde jaar, 40% in het vierde jaar en 20% in het laatste jaar.

Dit bedrag wordt verhoogd met de wettelijke intresten toepasbaar op het ogenblik van invordering.

Artikel 6:

Het bedrag van de gemeentelijke premie als starter bedraagt € 500,00 voor de beroepsinvesteringen met een minimale waarde van € 3.000,00.

Op deze minimale gemeentelijke premie van € 500,00 wordt een toeslag van 1% toegekend berekend op de waarde van de beroepsinvesteringen als starter en op het gedeelte dat de € 3.000,00 overschrijdt. De maximale gemeentelijke premie bedraagt € 650,00. Er kans slechts één premie per gezin toegekend worden.

Artikel 7:

Binnen de twaalf maanden van de vestiging te Sint-Agatha-Berchem, dient de aanvraag gericht te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen, op het formulier dat wordt afgeleverd door de Dienst Handel en Festiviteiten. De aanvraag dient vergezeld te

zijn van volgende vereiste attesten en bewijzen:

- een recto/verso kopie van de identiteitskaart van de aanvrager of, voor de nieuwe identiteitskaarten met chip: een kopie op papier van de informatie op de chip;
- een bewijs van inschrijving in de Gemeente;
- een bewijs van samenstelling van gezin;
- een blanco uittreksel van het strafregister;
- een bewijs van inschrijving bij een ondernemingsloket;
- een bewijs afgeleverd door de R.V.A. waaruit blijkt dat de aanvrager de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt en reeds meer dan zes maanden ingeschreven is als werkzoekende;
- een attest van de Ontvanger der Belastingen, waaruit blijkt dat de aanvrager geen schulden heeft;
- een attest dat uitgereikt werd door de bevoegde overheid en waarin bevestigd wordt dat de aanvrager voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid, tot en met diegene die slaan op het voorlaatste afgelopen kalenderkwartaal vóór de datum van aanvraag, overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van het land waar deze voorheen gevestigd was;
- een attest van de vorming bedrijfsmentoraat, georganiseerd door de gemeente Sint-Agatha-Berchem;
- kopie van de facturen (in het Nederlands of in het Frans) van de gemaakte kosten voor beroepsinvesteringen als zelfstandige starter en kopie van het betalingsbewijs bij factuur waarop niet is vermeld dat ze voldaan zijn.

Artikel 8:

De Dienst Handel en Festiviteiten wordt belast met de uitvoering van onderhavig reglement. De dienst onderzoekt in het bijzonder de echtheid van de beroepsinvesteringen.

Het Departement Burgerzaken onderzoekt, zo nodig, de echtheid van de huisvesting en de inschrijving in de bevolkingsregisters/vreemdelingenregister van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 9:

Het College van Burgemeester en Schepenen beraadslaagt over de gegrondheid van de aanvraag.

Elke betwisting betreffende de toepassing van onderhavig reglement wordt beslecht door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10:

Onderhavig reglement is geldig van 1 april 2014 tot 31 december 2014.

27.03.2014/A/007 **Fabrique d'Eglise Sainte-Agathe - Compte de l'exercice 2012**

LE CONSEIL,


Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes;

Vu le compte 2012 de la Fabrique d'Eglise de la paroisse Sainte-Agathe, arrêté par le Conseil de Fabrique en séance du 26.02.2014;

Recettes: € 45.995,93

Dépenses: € 47.663,56

Résultat: € - 1.667,63



Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit par 23 voix oui et 1 abstention (*Stassen*):

Article 1:

Un avis favorable au compte de l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Agathe est émis.

Kerkefabriek Sint-Agatha - Rekening van het dienstjaar 2012

DE RAAD,

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de rekening 2012 van de Kerkefabriek van de parochie Sint-Agatha, afgesloten door de Kerkraad in zitting van 26.02.2014;

Ontvangsten: € 45.995,93

Uitgaven: € 47.663,56

Resultaat: € - 1.667,63

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met 23 jastemmen en 1 onthouding (*Stassen*):

Artikel 1:

De rekening voor het dienstjaar 2012 van de Kerkefabriek Sint-Agatha wordt gunstig geadviseerd.

27.03.2014/A/008 **Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du Sacré-Coeur - Compte 2012 – Avis**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifiée par l'ordonnance du 18.07.2002;

Vu les articles 255 et 256 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le compte 2012 de la Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du Sacré-Coeur, arrêté par le Conseil de la Fabrique d'Eglise en séance du 22.01.2014, dont la paroisse s'étend sur une partie du territoire de la Commune, et qui présente les résultats ci-après:

Recettes: € 240.143,23

Dépenses: € 172.644,37


Boni: € 67.498,86

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit par 22 voix oui et 2 abstentions (*Demullier, Stassen*):

Article 1:

Un avis favorable au compte 2012 de la Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du



Sacré-Coeur est émis.

Kerkefabriek van de Nationale Basiliek van het Heilig Hart - Rekening 2012 – Advies

DE RAAD,

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke der erediensten, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij ordonnantie van 18.07.2002;

Gelet op artikels 255 en 256 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de rekening 2012 van de Kerkefabriek van de Nationale Basiliek van het Heilig Hart, vastgesteld door de Raad van Bestuur in zitting van 22.01.2014, waarvan de parochie gedeeltelijk op het grondgebied van de Gemeente gelegen is, en waarvan het overzicht hierna volgt:

Ontvangsten: € 240.143,23

Uitgaven: € 172.644,37

Boni: € 67.498,86

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met 22 jastemmen en 2 onthoudingen (*Demullier, Stassen*):

Artikel 1:

De rekening 2012 van de Kerkefabriek van Nationale Basiliek van het Heilig Hart wordt gunstig geadviseerd.

27.03.2014/A/009 **Les Cuisines Bruxelloises - Modification des statuts**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu les statuts coordonnés des Cuisines Bruxelloises, en particulier les articles 17§2 et 19; Considérant que l'Assemblée Générale du 1er avril 2014 statuera sur l'adhésion du Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht;

Considérant que cette adhésion a pour conséquence la modification des articles 6§2bis, 13§1er et 36§1er des statuts des Cuisines Bruxelloises par l'ajout des textes suivants:

- article 6§2bis: "*les membres associés non fondateurs sont: (...) 7. Le Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht*"
- article 13§1er: "*Les représentants des autres membres associés non fondateurs sont: (...) Pour le CPAS de la Commune d'Anderlecht, le Président du Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht, membre de droit*"
- article 36§1er: "*Composition - Convocation et attribution: §1er. Le Conseil d'Administration crée en son sein un Bureau Permanent. Il est composé de treize membres. Le Bureau Permanent est présidé par le Président du Conseil d'Administration et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le Vice-Président du Conseil d'Administration ou par un autre membre présent au Bureau. ...*"

Attendu le courrier du 11 mars 2014 des Cuisines Bruxelloises demandant que ces modifications statutaires soient soumises à délibération du Conseil communal avant l'Assemblée Générale du 1er avril 2014;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Les modifications aux statuts des Cuisines Bruxelloises portant sur l'adhésion du Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht (articles 6§2bis, 13§1er et 36§1er des statuts) sont approuvées.

De Brusselse Keukens - Wijziging van de statuten

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de gecoördineerde statuten van de Brusselse Keukens en in het bijzonder de artikels 17§2 en 19;

Overwegende dat de Algemene Vergadering van 1 april 2014 over de toetreding van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht zal beslissen;

Overwegende dat die toetreding de wijzigingen van de artikels 6§2bis, 13§1 en 36§1 van de statuten van de Brusselse Keukens tot gevolg heeft door toevoeging van volgende teksten:

- artikel 6§2bis: "*De niet-stichtende leden zijn: (...) 7. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht*"
- artikel 13§1: "*Vertegenwoordigers van de andere leden, niet-stichtende zijn: (...) Voor het OCMW van de Gemeente Anderlecht, de voorzitter van het Openbaar Centrum Voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht, lid van rechtswege*"
- artikel 36§1: "*Samenstelling - Bijeenroeping en bevoegdheden: §1. De Raad van Beheer richt in zijn midden een Permanent Bureau op dat dertien leden telt. Het Permanent Bureau wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Raad van Beheer. Indien de Voorzitter afwezig of verhinderd is, treedt de Ondervoorzitter van de Raad van Beheer of een ander aanwezig lid van het Bureau in zijn plaats. ...*"

Gelet op het schrijven van 11 maart 2014 van de Brusselse Keukens vragende dat de Gemeenteraad over deze wijzigingen van de statuten beraadslaagt vóór de Algemene Vergadering van 1 april 2014;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De wijzigingen van de statuten van de Brusselse Keukens met betrekking tot de toetreding van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht (artikels 6§2bis, 13§1 en 36§1 van de statuten) worden goedgekeurd.

(21 % TVAC) – Approbation des conditions et du mode de passation

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1°, d;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2, § 1, 3°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2;

Considérant l'état de dégradation avancée des voiries suivantes:

- Rue Bois des Iles
- Place de l'Initiative
- Rue de Ganshoren
- Nouveau Cimetière

Vu le cahier spécial des charges N° 2014/11 relatif au marché "Asphaltage de différentes rues sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe – Programme 2014", établi par le Département des Travaux Publics;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 120.574,20 (HTVA) ou € 145.894,78 (21% TVAC);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que la dépense pour ce marché est inscrite au budget de l'exercice 2014, à l'article 421/735-60 du service extraordinaire et que le financement se fait par emprunt;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Le cahier spécial des charges N° 2014/11 et le montant estimé du marché "Asphaltage de différentes rues sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe – Programme 2014", établis par le Département des Travaux Publics sont approuvés. Le montant estimé s'élève à € 120.574,20 (HTVA) ou € 145.894,78 (21 % TVAC).

Article 2:

La procédure négociée directe avec publicité est choisie comme mode de passation du marché.

Article 3:

Le formulaire standard de publication au niveau national sera complété et envoyé par le Département des Travaux Publics en date du 28.03.2014 et l'ouverture des offres est fixée au 28.04.2014 à 14h.

Article 4:

La dépense est inscrite au budget de l'exercice 2014 à l'article 421/735-60 du service extraordinaire et sera financée par emprunt.

Asfaltering van verschillende straten op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem – Programma 2014 - Geraamd bedrag: € 120.574,20 (excl. BTW) of € 145.894,78 (21% BTWI) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 2, 1^o, d;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in klassieke sectoren en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2, §1 3^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende de gevorderde beschadigde staat van de volgende wegenissen:

- Eilandenhoutstraat
- Initiatiefplein
- Ganshorenstraat
- Nieuwe begraafplaats

Gelet op het bijzonder bestek nr. 2014/11 in het kader van de opdracht "Asfaltering van verschillende straten op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem – Programma 2014" een bijzonder bestek met werd opgesteld door het Departement Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 120.574,20 (excl. BTW) of € 145.894,78 (21% BTWI);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de begroting van 2014, op artikel 421/735-60 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met lening;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het bijzonder bestek met nr. 2014/11 en de raming voor de opdracht "Asfaltering van

verschillende straten op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem – Programma 2014”, opgesteld door het Departement Openbare Werken worden goedgekeurd. De raming bedraagt € 120.574,20 (excl. BTW) of € 145.894,78 (21% BTWI).

Artikel 2:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking is gekozen als gunningswijze.

Artikel 3:

Het standaard publicatieformulier op nationaal niveau wordt ingevuld en bekendgemaakt door het Departement Openbare Werken op datum van 28.03.2014 en de opening van de offertes is vastgesteld op 28.04.2014 om 14u.

Artikel 4:

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2014, op artikel 421/735-60 van de buitengewone dienst en zal gefinancierd worden met een lening.

27.03.2014/A/011 **Convention entre l'intercommunale Hydrobru et la Commune de Berchem-Sainte-Agathe concernant l'exécution d'un marché conjoint relatif aux travaux d'asphaltage de l'Avenue du Haut-Champ, de la Rue du Blé d'Or et de la Rue de la Roseraie dans le cadre de la rénovation de l'égout en place**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 117 et 135;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 38;

Attendu la rénovation de l'égout en place Avenue du Haut-Champ, Rue du Blé d'Or et Rue de la Roseraie;

Attendu la vétusté des revêtements des chaussées des rues dont question;

Considérant que cette rénovation est l'occasion pour la Commune de rénover à moindre frais les revêtements des chaussées des rues dont question;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la Commune de confier à l'intercommunale Hydrobru le pilotage du marché de travaux d'asphaltage de l'Avenue du Haut-Champ, de la Rue du Blé d'Or et de la Rue de la Roseraie dans le cadre de la rénovation de leur égout;

Vu le projet de convention établie par la Commune et l'intercommunale Hydrobru;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

Après en avoir délibéré;


ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Le projet de convention avec l'intercommunale Hydrobru relative aux travaux d'asphaltage de l'Avenue du Haut-Champ, de la Rue du Blé d'Or et de la Rue de la Roseraie dans le cadre de la rénovation de l'égout en place et dont le contenu est le suivant, est approuvé:

"ENTRE:

L'intercommunale HYDROBRU ayant son siège Boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur Jacques Martroye de Joly, Président et



Monsieur Pierre Lardot, Vice-Président; ci-après dénommée « HYDROBRU ».

ET

La Commune de Berchem-Sainte-Agathe, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins en la personne de Monsieur Joël Riguelle, Bourgmestre, assisté de Monsieur Philippe Rossignol, Secrétaire communal; ci-après dénommée la « Commune de Berchem-Sainte-Agathe ».

Il est convenu ce qui suit:

Article 1: Objet de la convention

La présente convention a pour but de désigner l'intercommunale HYDROBRU comme pouvoir adjudicateur unique qui interviendra au nom de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, tant pour attribuer que pour exécuter des travaux d'asphaltage de l'Avenue du Haut-Champ, de la Rue du Blé d'Or et de la Rue de la Roseraie qui auront fait l'objet d'une rénovation de l'égout en place (y compris les coordinations des autres impétrants).

La remise en état des revêtements de voirie sera exécutée conformément au CCT 2011. Si HYDROBRU effectue des travaux d'égouttage sur plus de 20% de la surface du revêtement d'une voirie dont la réfection date d'il y a moins de 5 ans, les frais de remise en état de toute la surface de la voirie de bordures à bordures seront pris en charge par HYDROBRU.

Dans les autres cas où l'état du revêtement de la voirie est fortement dégradé et nécessite une remise en état sur toute sa surface dès la fin des travaux d'égouttage, la clé de répartition des travaux sera la suivante:

Le coût de la pose de l'égout est pris en charge par HYDROBRU, en ce compris le démontage du revêtement, de la fouille, le remblai de la tranchée sur la largeur de celle-ci, ainsi que la pose de revêtement de voirie et sa fondation sur la largeur de la tranchée, avec un épaulement de 50 cm de part et d'autre. Le coût des travaux d'asphaltage sur la surface restante sera pris en charge par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Dans le cas de Blé d'Or (revêtement hydrocarboné) un raclage de 4 cm sera effectué. L'entrepreneur procédera à la pose d'émulsion et à la pose d'une couche d'asphalte type SMA-C (4 cm). Dans le cas de Haut-Champ et Roseraie les pavés de béton (13 cm) seront évacués sans endommager la fondation. L'entrepreneur procédera à la pose d'émulsion, à la pose d'une couche d'asphalte type BB-3A (8 cm), à la pose d'une émulsion et ensuite à la pose d'asphalte type SMA-B (5 cm), répondant aux normes CE (voir schéma 1).

Aux endroits où la pose de 8 cm n'est pas possible, une couche de reprofilage du type BB-3D en épaisseur variable sera mise en place et la couche de type BB-3A sera remplacée par une couche de BB-3B et ou la couche de SMA-B sera remplacée par une couche de SMA-C.

Aux endroits où la fondation existante ne répond pas aux exigences du CCT2011 (essai à la plaque à prévoir) une décision sera prise par la direction des Travaux de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, quant au maintien ou au remplacement de celle-ci à ses frais.

La réfection de la voirie inclus, si cela s'avère nécessaire, la pose de nouveaux avaloirs et leur branchement à charge de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Article 2: Maître de l'ouvrage

La Commune de Berchem-Sainte-Agathe confie à HYDROBRU, qui accepte, la maîtrise d'ouvrage d'asphaltage des voiries précitées. HYDROBRU dresse le cahier des charges et les plans nécessaires, met en adjudication et notifie à l'adjudicataire sa désignation et surveille l'exécution du chantier jusqu'à la réception provisoire.

Cela comprend également la coordination de Sécurité et de Santé et la coordination technique et administrative des intervenants éventuels.

Article 3: Paiements

HYDROBRU assume le paiement des travaux à l'entrepreneur.

En ce qui concerne les travaux à charge de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, HYDROBRU adresse à cette dernière les états d'avancement, les factures de l'entrepreneur, le décompte final et la motivation d'éventuels décompte ayant fait l'objet d'accord préalable de la Commune.

Cette facture sera payable à HYDROBRU dans les délais prévus au cahier général des charges.

Article 4: Aide au maître d'ouvrage

Nonobstant la maîtrise de l'ouvrage confiée à HYDROBRU, la Commune de Berchem-Sainte-Agathe prête son concours technique dans l'étude et la surveillance des travaux.

Article 5: Fin des travaux et réceptions

Le procès-verbal de fin de travaux, ainsi que les procès-verbaux de réception provisoire et définitive sont contresignés par les représentants de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Article 6: Délais de validité de la présente convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature. Les parties sont déliées de leurs obligations réciproques à dater de la réception définitive."

Article 2:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution de la convention dont question à l'article 1.

Overeenkomst tussen de intercommunale Hydrobru en de Gemeente Sint-Agatha-Berchem voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de asfalteringswerken van de Hoogveldlaan, van de Gulden Koornstraat en van de Rozengaardstraat in het kader van de renovatie van de bestaande riolering

DE RAAD,


Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikels 117 en 135;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 38; Gezien de renovatie van de bestaande riolering Hoogveldlaan, Gulden Koornstraat en Rozengaardstraat;

Gezien de verouderde staat van de wegbekleding van de betreffende straten;

Overwegende dat deze renovatie voor de Gemeente de gelegenheid is om de wegbekleding van de betreffende straten minder kostelijk te renoveren;

Overwegende dat het voor de Gemeente voordeliger is om het bestuur toe te vertrouwen aan de intercommunale Hydrobru voor de opdracht van de asfalteringswerken van de Hoogveldlaan, van de Gulden Koornstraat en van de Rozengaardstraat in het kader van de renovatie van hun riolering;



Gelet op het voorstel van overeenkomst opgemaakt door de Gemeente en de intercommunale Hydrobru;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
Na beraadslaging;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het voorstel van overeenkomst met de intercommunale Hydrobru met betrekking tot de asfalteringswerken van de Hoogveldlaan, van de Gulden Koornstraat en van de Rozengaardstraat in het kader van de renovatie van de bestaande riolering, met de volgende inhoud, wordt goedgekeurd:

"TUSSEN

De intercommunale Hydrobru, met hoofdzetel Keizerinlaan 17-19 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jacques Martroye de Joly, Voorzitter, en de heer Pierre Lardot, Ondervoorzitter; Hierna "HYDROBRU" genoemd.

EN

De Gemeente Sint-Agatha-Berchem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in de persoon van de heer Joël Riguelle, Burgemeester, bijgestaan door de heer Philippe Rossignol, Gemeentesecretaris; hierna de "Gemeente Sint-Agatha-Berchem" genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: Doel van de overeenkomst

Het doel van deze overeenkomst is de intercommunale HYDROBRU aan te wijzen als enige aanbestedende overheid die in naam van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem handelt, om de asfalteringswerken van de Hoogveldlaan, Gulden Koornstraat en de Rozengaardstraat, zowel te gunnen als uit te voeren in het kader van de renovatie van de bestaande riolering (inbegrepen de coördinatie van andere tussenkomende partijen). De herstelling van de wegbekleding moet conform TB 2011 worden uitgevoerd.

Indien door rioleringswerken van HYDROBRU meer dan 20 % van de oppervlakte van een openbare weg wordt opgebroken en de wegbekleding van die openbare weg minder dan vijf jaar oud is, zijn de kosten voor de herstelling van de volledige oppervlakte van de openbare weg (de trottoirs niet inbegrepen) ten laste van HYDROBRU.

In de andere gevallen waarin de bekleding van de weg erg beschadigd is en de volledige oppervlakte hersteld moet worden na de rioleringswerken, wordt de volgende verdeelsleutel van de werken toegepast:

De kosten voor de aanleg van het riool zijn ten laste van HYDROBRU, met inbegrip van het opbreken van de wegbekleding, de uitgraving van de sleuf, de aanaarding van die sleuf over de volledige breedte ervan en het aanbrengen van de wegbekleding en van haar fundering over de volledige breedte van die sleuf, met aan beide kanten 50 cm extra. De kosten van de asfalteringswerken op de overblijvende oppervlakte moeten ten laste worden genomen door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

Bij een wegbekleding van koolwaterstof (Gulden Koornstraat) moet die verharding tot 4 cm worden afgefreesd. De aannemer zal een emulsie en een laag asfalt type SMA-C (4

cm) aanbrengen. Bij een wegbekleding van betonnen straatstenen (13 cm) zullen deze verwijderd worden zonder de fundering te beschadigen (Hoogveldlaan en Rozengaardstraat). De aannemer moet verschillende lagen aanbrengen: eerst een emulsie, dan een laag asfalt type BB-3A (8 cm), opnieuw een emulsie en tot slot een laag asfalt type SMA-B (5 cm), conform de CE-normen (zie schema 1).

Op de plaatsen waar het niet mogelijk is 8 cm asfalt aan te brengen, moet een laag van herprofilering type BB-3D in variabele dikte aangebracht worden en de laag type BB-3A zal vervangen worden door een laag BB-3B en of de laag SMA-B zal vervangen worden door een laag van SMA-C.

Op de plaatsen waar de bestaande fundering niet beantwoordt aan de vereisten van TB 2011 (plaatproef te voorzien) moet de directie van de Werken van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem beslissen of deze op zijn kosten wordt vervangen of behouden.

De herstelling van de openbare weg omvat, indien het nodig is geacht, de plaatsing van nieuwe straatkolken en de aansluiting hiervan ten laste van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 2: Opdrachtgever

De Gemeente Sint-Agatha-Berchem vertrouwt het bestuur toe aan HYDROBRU, die aanvaardt, voor de asfalteringswerken van de vermelde straten.

HYDROBRU maakt het bestek en de nodige plannen op, schrijft een aanbesteding uit, brengt de opdrachtnemer op de hoogte van zijn aanwijzing en ziet toe op de uitvoering van de werken tot aan de voorlopige oplevering.

Deze houdt ook in de coördinatie Veiligheid en Gezondheid en de technische en administratieve coördinatie van de eventuele tussenkomenende partijen.

Artikel 3: Betalingen

HYDROBRU neemt de betaling van de werken aan de aannemer voor zijn rekening.

Wat de werken betreft die ten laste van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem zijn, bezorgt HYDROBRU aan de Gemeente de vorderingsstaten, de facturen van de aannemer, de eindafrekening en de motivatie van eventuele bijkomende werken die het voorafgaandelijk akkoord uitmaken van de Gemeente.

Deze factuur moet betaald worden aan HYDROBRU binnen de termijnen die in de algemene aannemingsvoorwaarden zijn voorzien.

Artikel 4: Hulp aan de opdrachtgever

Hoewel HYDROBRU als opdrachtnemer optreedt, verleent de Gemeente Sint-Agatha-Berchem haar technische steun aan de studie van en het toezicht op de werkzaamheden.

Artikel 5: Einde van de werkzaamheden en oplevering

Het proces-verbaal van het einde van de werkzaamheden alsook de processen-verbaal van de voorlopige en definitieve oplevering worden medeondertekend door de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 6: Geldigheidstermijn van deze overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op de datum van haar ondertekening. De partijen worden ontheven van hun wederzijdse verplichtingen op de dag van de definitieve oplevering."

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen is gelast met de uitvoering van de overeenkomst waarvan sprake in artikel 1.

Propreté sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe - Approbation du projet de convention

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 1990, portant création de l'Agence régionale pour la propreté et l'Ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Attendu que les bulles à verre enterrées sont intéressantes car leur utilisation provoque moins de bruit et que leur présence attirerait moins de déchets clandestins;

Attendu que le placement des bulles à verre enterrées est financé à 100% par la Région;

Vu ces motifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Le projet de convention relative au placement de bulles à verre enterrées sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe qui s'énonce comme suit, est approuvé:

"CONVENTION BULLES A VERRE ENTERREES

Entre

l'Agence Régionale pour la Propreté, « AGENCE BRUXELLES-PROPRETE » établie à 1150 Woluwe Saint Pierre, Avenue de Broqueville 12, Organisme d'Intérêt Public, représentée par son Directeur-Général, Monsieur Vincent JUMEAU, dénommée ci-après « Bruxelles-Propreté »,

ET

la COMMUNE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE située Avenue du Roi Albert 33 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, représentée par Monsieur Joël RIGUELLE, Bourgmestre, et Monsieur Philippe ROSSIGNOL, Secrétaire communal, ci-après dénommée « la Commune »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT:

Article 1: LOCALISATION DE L'IMPLANTATION DES BULLES ENTERREES

Un accord a été conclu entre les parties lors des réunions des comités de pilotage quant aux différents sites retenus pour l'installation immédiate de bulles à verre enterrées, à savoir:

- *Angle de la Rue du Petit Berchem et de l'avenue Josse Goffin;*
- *Drève des Maricolles, entrée latérale du Cimetière;*

La Commune autorise Bruxelles-Propreté à placer des bulles à verre enterrées sur les sites définis ci-dessus. De nouveaux sites pourront être décidés par la suite, dans le cadre de la présente convention, sur proposition du comité de pilotage.

Article 2: MISSIONS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

2.1. La Commune

La Commune veille à:

- a. remettre à Bruxelles-Propreté, les plans des lieux, en ce compris du sous-sol avec tous ses impétrants.
- b. vérifier l'absence d'impétrants aux lieux retenus pour l'implantation des bulles, sans soustraire l'entrepreneur de sa responsabilité de procéder aux fouilles préalables à ses travaux.
- c. faciliter les démarches nécessaires pour assurer la sécurité du chantier mis en œuvre par l'entrepreneur chargé des travaux, notamment par rapport au stationnement et à la circulation pendant la durée des travaux, sans soustraire l'entrepreneur à ses obligations découlant de l'application de l'ordonnance du 3 juillet 2008 et ses arrêtés.

2.2. Bruxelles-Propreté

L'Agence Bruxelles-Propreté choisit seule l'entrepreneur chargé du placement des bulles à verre enterrées et assume la responsabilité du maître de l'ouvrage pour l'ensemble des travaux d'installation.

Dès leur placement, l'Agence réalise en bon père de famille, les vidanges des bulles à verre, en particulier elle prendra en charge les déchets clandestins provoqués par ces bulles à verre.

En cas de fin d'exploitation de la bulle à verre enterrée, l'Agence Bruxelles – propreté s'engage à remettre les lieux dans le pristin état.

Article 3: PERSONNES DE CONTACT

Aux fins de promouvoir la rapidité des échanges d'information entre parties, chaque partie désigne une personne de contact chargée uniquement de recevoir et transmettre toute information ou communication échangée par les deux parties, dans le cadre de l'exécution des obligations visées par la présente convention:

- Pour Bruxelles-Propreté, la personne de contact est Monsieur Alexis CHOTEAU, le responsable de projet;
- Pour la Commune, la personne de contact est Monsieur Philippe VAN DAMME, le conseiller en environnement.

Toute modification de la personne de contact au sein d'une des parties sera immédiatement notifiée à l'autre.

Les communications entre parties et personnes de contact se feront de préférence par courrier électronique ou par télécopie.

Article 4: DEPLACEMENT D'UN SITE

Si des problèmes sont rencontrés lors de l'installation d'un site pour des raisons diverses (présences imprévisibles d'impétrants à l'endroit retenu, ou pour toute autre raison), l'Agence se réserve le droit d'arrêter les travaux et de demander à la Commune de lui communiquer d'autres sites de remplacement.

Article 5: PROPRIETE ET FINANCEMENT

L'Agence finance comme suit l'installation des bulles à verre enterrées sur les sites retenus à l'article 1, à savoir:

- Réalisation de la fouille destinée au placement des conteneurs
 - Cuvelage pour les conteneurs
 - Prix d'acquisition des conteneurs à titre indicatif, l'ensemble des coûts assumés par l'Agence est estimé actuellement à environ €14.000,00 TVAC par site.
- L'Agence demeure propriétaire de l'ensemble de l'installation et en assure l'entretien et

la réparation.

Les bulles à verre enterrées font partie des installations utilisées par l'Agence Bruxelles-Propreté pour la collecte des déchets, compétence légale spécifique à cette Agence. Cependant, la Commune reste habilitée à réaliser tout aménagement qu'elle souhaiterait réaliser à ses frais sur le site, pour autant que cela ne contraire pas l'accessibilité des lieux pour la collecte et les opérations de vidange et d'entretien.

Article 6: PERMIS

Au cas où un permis particulier serait nécessaire, la Commune délivrera celui-ci à l'Agence avant le début des travaux. Le planning prévisionnel des travaux sera établi par les deux parties dans le cadre du Comité de pilotage.

Article 7: DISPOSITIONS DIVERSES

Les lieux ou les bulles à verre sont enterrées sont mis gratuitement à la disposition de l'Agence pendant toute la durée de leur exploitation. L'Agence s'engage à exploiter le site pendant dix ans renouvelables. Le point sur le fonctionnement des bulles à verre enterrées se fera périodiquement et au moins une fois par an au cours des Comités de pilotage. Les parties s'efforceront de suivre les recommandations du Comité de pilotage.

Article 8: LEGISLATION APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

La présente convention est soumise au droit belge.

Tout litige relatif à son interprétation ou son exécution, sera de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles et, le cas échéant, du Juge de Paix du Premier Canton de Bruxelles."

Article 2:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de la mise en œuvre de la présente décision.

Overeenkomst betreffende het plaatsen van ingegraven glasbollen door Brussel Net op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem - Goedkeuring van het ontwerp van overeenkomst

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de Ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de Ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen;

Overwegende dat de ingegraven glasbollen interessant zijn daar hun gebruik minder lawaai maakt en dat hun aanwezigheid minder sluikafval zou veroorzaken;

Overwegende dat het plaatsen van de glasbollen 100% door het Gewest gefinancierd wordt;

Gezien deze motieven;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het ontwerp van overeenkomst betreffende het plaatsen van ingegraven glasbollen door Brussel Net op het territorium van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, dat als volgt luidt,

wordt goedgekeurd:

"OVEREENKOMST INGEGRAVEN GLASBOLLEN

Tussen

het Gewestelijk Agentschap voor Netheid « AGENTSCHAP NET BRUSSEL » gevestigd te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, de Broquevillelaan 12, Instelling van Openbaar Nut, vertegenwoordigd door zijn Directeur-Generaal, de heer Vincent JUMEAU, hierna genoemd « Net Brussel ».

EN

de GEMEENTE SINT-AGATHA-BERCHEM, gesitueerd te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Koning Albertlaan 33, vertegenwoordigd door de heer Joël RIGUELLE, Burgemeester, en de heer Philippe ROSSIGNOL, Gemeentesecretaris, hierna genoemd «de Gemeente»,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1: LOCATIE VAN DE IMPLANTING VAN DE INGEGRAVEN GLASBOLLEN

Er is een overeenkomst gesloten tussen de partijen over de verschillende plaatsen die zijn weerhouden voor de plaatsing van ingegraven glasbollen, te weten:

- *Hoek Kleine Berchemstraat – Josse Goffinlaan;*
- *Maricollendreef, zijingang van het kerkhof;*

De Gemeente machtigt Net Brussel om ingegraven glasbollen te plaatsen op bovenstaande locaties. Andere sites kunnen nog later worden bepaald, in het kader van deze overeenkomst op voorstel van het sturingscomité.

Artikel 2: OPDRACHTEN EN VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE PARTIJEN

2.1. De Gemeente

De Gemeente ziet erop toe:

- a. om aan Net Brussel de plannen van de plaatsen, met inbegrip van de ondergrond met alle concessiehouders, te bezorgen.*
- b. om de afwezigheid van concessiehouders op de plaatsen voorzien voor de implanting van de glasbollen te controleren, zonder afwijking van de verantwoordelijkheid van de ondernemer om opgravingen te moeten uitvoeren vóór het begin van zijn werken.*
- c. om de noodzakelijke stappen te vergemakkelijken om de veiligheid van de werf, opgezet door de aannemer belast met de werken, te verzekeren met name ten opzichte van het parkeren en het verkeer tijdens de duur van de werken, zonder afwijking van de verantwoordelijkheid van de ondernemer betreffende de ordonnantie van 3 juli 2008 en haar besluiten.*

2.2. Net Brussel

Het Agentschap Net Brussel alleen kiest de aannemer belast met de plaatsing van de ingegraven glasbollen en neemt de verantwoordelijkheid van bouwheer op zich voor alle plaatsingswerken.

Vanaf hun plaatsing staat het Agentschap als een goede huisvader in voor de ledigingswerken van de glasbollen.

Het Agentschap zal bijvoorbeeld het sluikafval verwijderen dat de glasbollen veroorzaakt. Op het einde van de uitbating van de glasbol door Net Brussel zal het Agentschap de grond in zijn oorspronkelijke staat herstellen.

Artikel 3: CONTACTPERSONEN

Met het oog op een snelle informatie-uitwisseling tussen de partijen, wijst elke partij een contactpersoon aan, alleen belast om elke informatie of communicatie tussen de partijen over de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in deze overeenkomst te ontvangen en door te geven:

- Voor Net Brussel is de contactpersoon de heer Alexis CHOTEAU, projectverantwoordelijk;
- Voor de Gemeente is de contactpersoon de heer Philippe VAN DAMME, adviseur Leefmilieu;

Elke verandering van referentiepersoon bij één van de partijen, wordt onmiddellijk aan de andere betekend.

De communicatie tussen partijen en contactpersonen gebeurt bij voorkeur via e-mail of fax.

Artikel 4: VERPLAATSING VAN EEN LOCATIE

Indien er problemen opduiken bij de installatie van een locatie om enigerlei reden (onvoorziene aanwezigheid van concessiehouders op de weerhouden plaats, of elke andere reden), behoudt het Agentschap zich het recht voor om de werken stop te zetten en aan de Gemeente te vragen om alternatieve locaties mee te delen.

Artikel 5: EIGENDOM EN FINANCIERING

Het Agentschap financiert zoals volgt de installatie van de ingegraven glasbollen op de locaties weerhouden in artikel 1, te weten:

- Uitvoering van de graafwerken bestemd voor de plaatsing van de containers
- Bekuiping voor de containers
- Aankoopprijs van de containers. Ter informatie, de kosten die het Agentschap op zich neemt worden momenteel geraamd op ongeveer €14.000,00 incl. BTW per locatie. Het Agentschap blijft eigenaar van de hele installatie en staat in voor het onderhoud en herstellingen.

De ingegraven glasbollen zijn inrichtingen gebruikt door het Agentschap Net Brussel voor de uitvoering van zijn eigen wettelijke bevoegdheid betreffende het ophalen van afval. Niettemin blijft de Gemeente gemachtigd om elke aanleg uit te voeren die ze, op haar kosten, op de locatie wenst uit te voeren, op voorwaarde dat dit de toegankelijkheid ervan niet hindert voor het ophalen en de ledigings- en onderhoudsoperaties.

Artikel 6: VERGUNNING

Ingeval een specifieke vergunning noodzakelijk is, bezorgt de gemeente deze aan het Agentschap vóór de aanvang van de werken. De voorziene planning zal opgesteld worden door de twee partijen in het kader van het uitvoeringcomité.

Artikel 7: DIVERSE BEPALINGEN

De plaatsen waar de glasbollen worden ingegraven worden gratis ter beschikking gesteld van het Agentschap tijdens de hele duur van exploitatie. Het Agentschap verbindt zich ertoe om de locatie te exploiteren gedurende tien jaar, hernieuwbaar. Het opmaken van de balans betreffende de ingegraven glasbollen zal regelmatig uitgevoerd worden, ten minsten één keer per jaar gedurende de sturingscomités. De partijen zullen de aanbevelingen van het sturingscomité zoveel mogelijk proberen te volgen.

Artikel 8: TOEPASSELIJKE WETGEVING EN BEVOEGDE RECHTBANKEN

Deze overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch recht.

Elk geschil betreffende de interpretatie of uitvoering ervan, valt onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Brussel en,

desgevallend, van de Vrederechter van het Eerste Kanton van Brussel."

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen wordt gelast met de uitvoering van onderhavige beslissing.

27.03.2014/A/013 Avenant à la convention de délégation du contrôle et de la perception du stationnement à durée limitée sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe à l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale à partir du 1er avril 2014 – Approbation

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'Ordonnance du 22.01.2009, portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement qui a été approuvé par le Conseil communal en séance du 19.12.2013;

Vu que le contrôle et la perception du stationnement à durée limitée sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe faisait l'objet d'une convention de concession de service public entre la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et City parking qui s'est terminée de plein droit le 18.12.2013;

Considérant que la Commune ne dispose ni des moyens humains ni de la logistique nécessaire pour assumer elle-même le contrôle et la perception des redevances de stationnement et que, suivant les dispositions de l'article 40, §2 et §3 de l'Ordonnance du 22.01.2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune entend déléguer la gestion de son stationnement à l'Agence.

Vu l'article 40 §2, §3 et §4 de l'ordonnance du 22.01.2009 qui prévoit que les Communes peuvent déléguer à l'Agence le contrôle et la perception des redevances de stationnement moyennant signature d'une convention de délégation;-


Vu le contrat de concession pour la gestion du stationnement à durée limitée sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe signé en date du 20.12.2013 entre l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et la SA City Parking visant la gestion du stationnement sur le territoire de la Commune conformément à l'article 40 de l'Ordonnance du 22.01.2009 en ce compris la perception des redevances de stationnement;

Vu la convention de délégation du contrôle et de la perception du stationnement à durée limitée sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe établi par l'Agence du stationnement en collaboration avec les services communaux approuvée par le Conseil communal du 23.01.2014 avec effet rétroactif au 01.01.2014 qui se termine le 31.03.2014;

Considérant que le Gouvernement n'a pas encore fixé le modèle de convention de délégation conformément à l'ordonnance de 22.01.2009, article 40§4;

Vu dès lors qu'il y a lieu d'établir une nouvelle convention entre la Commune et l'Agence qui prendra effet à dater du 01.04.2014;

Considérant qu'il est souhaitable de ne pas limiter cette convention dans le temps et d'y prévoir des modalités de résiliation;



Vu ce qui précède;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit par 16 voix oui et 8 abstentions (Boucq, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Lurquin, Polet, Van den Broucke, Stassen, Lambot):

Article 1:

La convention qui s'énonce comme suit, est approuvée:

« CONVENTION DE DELEGATION DU CONTRÔLE ET DE LA PERCEPTION DU STATIONNEMENT A DUREE LIMITEE SUR LE TERRITOIRE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE »

ENTRE: La COMMUNE DE BERCHEM SAINTE AGATHE, ci-après dénommée « LA COMMUNE »

ET: L' AGENCE DU STATIONNEMENT de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée « L'AGENCE »

Ensemble, « les Parties »

ETANT ENTENDU QUE:

La COMMUNE a conclu un contrat de concession de service public avec la S.A. CITY PARKING aux termes duquel elle a transféré à ce concessionnaire la gestion des places de stationnement à durée limitée situées en zone bleue sur son territoire.

Cette concession s'est terminée de plein droit le 18.12.2013, au soir vu que la S.A. CITY PARKING n'a pas souhaité la renouveler.

L'Ordonnance du 22.01.2009 portant sur l'organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, entrée en vigueur le 01.04.2009 qui prévoit en son article 40 que le contrôle des règles de stationnement et la perception relèvent exclusivement de l'AGENCE et des Communes.

La COMMUNE ne dispose ni des moyens humains ni de la logistique nécessaire pour assumer elle-même le contrôle et la perception des redevances de stationnement.

Suivant les dispositions de l'article 40, §2 et §3 de l'Ordonnance du 22.01.2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune entend déléguer la gestion de son stationnement à l'AGENCE.

L'article 40, § 4 prévoit toutefois que cette délégation donne lieu à la conclusion d'une convention organisant les modalités et les engagements respectifs de chacune des parties relatifs au contrôle et à la perception des redevances. Cette convention est conclue sur la base d'un modèle fixé par le Gouvernement.

A ce jour, un tel modèle n'a pas été arrêté.

En marge des dispositions prévues par l'Ordonnance, et à titre provisoire, il est toutefois permis, par application des principes du droit administratif, de prévoir qu'à partir du 01.01.2014, c'est l'AGENCE qui exercera la mission de contrôle et de perception des redevances sur le territoire de cette Commune.

Le Conseil d'Administration de l'AGENCE a marqué son accord sur le principe de cette délégation du contrôle et à la perception des redevances de la COMMUNE en date du 20.12.2013.

La COMMUNE a adopté en date du 19.12.2013, conformément à l'Ordonnance du 22.01.2009, un règlement-redevance fixant les modalités d'attribution des cartes de dérogation de stationnement et le montant des redevances de stationnement.

Le Conseil communal du 23.01.2014 a marqué son accord sur la délégation à l'Agence des missions de contrôle et de perception des redevances sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe de la zone de stationnement à durée limitée, aux tarifs et conditions fixés par le règlement-redevance communal, pour la période allant, avec effet rétroactif, du 01.01.2014 jusqu'au 31.03.2014.

Considérant que le Gouvernement n'a pas encore fixé le modèle de convention de délégation conformément à l'ordonnance de 22.01.2009, article 40§4.

EN SUITE DE QUOI, IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1:

A dater 01.04.2014 et pour l'avenir, la Commune de Berchem-Sainte-Agathe délègue à l'Agence les missions de contrôle et de perception des redevances sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe aux tarifs et conditions fixés par le règlement-redevance communal.

Article 2:

La Commune de Berchem-Sainte-Agathe entend se réserver le droit de reprendre à tout moment la mission de contrôle et de perception des redevances afin de l'exercer elle-même conformément comme le lui permet l'article 40 § 2 alinéa 1er de l'Ordonnance.

Article 3:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de la mise en œuvre de la présente décision. »

Bijlage bij de delegatieovereenkomst aan het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap met betrekking tot de controle en de inning van de parkeerretributie in zones met beperkte duur op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem vanaf 1 april 2014 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 22.01.2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op het retributiereglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid dat werd goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 19.12.2013;

Gelet op het feit dat de controle en de inning van het parkeren met beperkte duur op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem het voorwerp uitmaakte van een overeenkomst tot concessie van openbare dienst tussen de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en City Parking die van rechtswege is beëindigd op 18.12.2013;

Gelet op het feit dat de Gemeente niet over de nodige logistieke, noch over de menselijke middelen beschikt om zelf in te staan voor de controle van de naleving en het innen van de parkeerretributies, en dat volgens de beschikkingen van artikel 40, §2, §3 en §4 van

de ordonnantie van 22.01.2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, de Gemeente het parkeerbeleid wenst toe te vertrouwen aan het Agentschap;

Gelet op artikel 40 §2, §3 en §4 van de ordonnantie van 22.01.2009 dat voorziet dat de Gemeenten de controle en de inning van het parkeren met beperkte duur kunnen delegeren aan het Agentschap middels ondertekening van een overeenkomst tot delegatie;

Gelet op het contract tot concessie voor het beheer van het parkeren met beperkte duur op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, getekend op datum van 20.12.2013 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de NV City Parking, met het oog op het parkeerbeleid op het grondgebied van de Gemeente overeenkomstig het artikel 40 van de Ordonnantie van 22.01.2009 met inbegrip van de inning van de parkeerretributies;

Gelet op de overeenkomst tot het delegeren van de controle en de inning van het parkeren met beperkte duur op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem opgesteld door het Parkeeragentschap in samenwerking met de gemeentediensten, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 23.01.2014 met terugwerkende kracht vanaf 01.01.2014 en die eindigt op 31.03.2014;

Overwegende dat de Regering het model van overeenkomst tot het delegeren, conform de ordonnantie van 22.01.2009 artikel 40§4, nog niet heeft uitgewerkt;

Gezien het dus aangewezen is een nieuwe overeenkomst op te stellen tussen de Gemeente en het Agentschap die in voege zal treden op datum van 01.04.2014;

Overwegende dat het wenselijk is deze overeenkomst niet te beperken in de tijd en de modaliteiten van opzegging erin te voorzien;

Gelet op wat voorafgaat;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen;

BESLUIT wat volgt met 16 jastemmen en 8 onthoudingen (Boucq, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Lurquin, Polet, Van den Broucke, Stassen, Lambot):

Artikel 1:

De overeenkomst, luidende als volgt, wordt goedgekeurd:

"DELEGATIEOVEREENKOMST MET BETREKKING TOT DE CONTROLE EN DE INNING VAN DE PARKEERRETRIBUTIE IN ZONES MET BEPERKTE DUUR OP HET GRONDGEBIED VAN DE GEMEENTE SINT-AGATHA-BERCHEM

TUSSEN: De Gemeente SINT-AGATHA-BERCHEM, hierna "de Gemeente"

EN: Het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARKEERAGENTSCHAP, hierna "het Agentschap"

Samen "de partijen"

OVERWEGENDE DAT:

De GEMEENTE een concessieovereenkomst voor openbare diensten heeft gesloten met de NV City Parking waarbij ze aan deze concessiehouder het beheer van de

parkeerplaatsen met beperkte duur in de blauwe zones van haar grondgebied heeft toevertrouwd.

Deze concessie van rechtswege op 18.12.2013 's avonds afliep gezien de NV City Parking deze niet wenste te vernieuwen.

De Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, die op 01.04.2009 van kracht werd, in artikel 40 bepaalt dat de controle op de naleving van de parkeerregels en de inning van de parkeerretributie uitsluitend tot de bevoegdheid van het Agentschap en de Gemeenten behoren.

De GEMEENTE noch over de nodige logistieke, noch over de menselijke middelen beschikt om zelf in te staan voor de controle van de naleving en het innen van de parkeerretributies.

Krachtens het bepaalde in artikel 40, §2 en §3 van de Ordonnantie van 22.01.2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, de Gemeente het parkeerbeheer wenst toe te vertrouwen aan het Agentschap.

Artikel 40, § 4 echter bepaalt dat deze delegatie moet worden vastgelegd in een overeenkomst die de modaliteiten en de engagementen van elk van de partijen betreffende de controle en de inning van de retributies vastlegt. Die overeenkomst moet worden gesloten op basis van een door de Regering vastgelegd model.

Tot op heden dergelijk model echter nog niet werd uitgewerkt.

Naast het bepaalde in de Ordonnantie en ten tijdelijke titel het echter is toegestaan om, in overeenstemming met de beginselen van het bestuursrecht, te bepalen dat vanaf 01.01.2014 het Agentschap zal instaan voor de controle en de inning van de retributies op het grondgebied van de betrokken Gemeente.

De GEMEENTE op datum van 19.12.2013, conform de Ordonnantie van 22 januari 2009, een retributiereglement heeft goedgekeurd waarin de toekenningsmodaliteiten voor het verkrijgen van vrijstellingskaarten en de grootte van de parkeerretributies zijn vastgelegd.

De Raad van Bestuur van het Agentschap zich met deze delegatie van de controle en de inning van de retributie voor de Gemeente op datum van 20.12.2013 principieel akkoord heeft verklaard.

De Gemeenteraad zich op 23.01.2014 akkoord heeft verklaard met deze beslissing van delegatie.

De Gemeenteraad van 23.01.2014 zijn akkoord heeft verleend tot het delegeren van de opdracht met betrekking tot de controle en de inning van de parkeerretributies op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem aan het Agentschap volgens het tarief en de voorwaarden vastgelegd in het gemeentelijke retributiereglement, voor een periode gaande, met terugwerkende kracht, vanaf 01.01.2014 tot 31.01.2014;

Overwegende dat de Regering het model van conventie tot het delegeren conform de ordonnantie van 22.01.2009 artikel 40§4 nog niet heeft uitgewerkt;

DIENTENGEVOLGE WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1:

Vanaf 01.04.2014 en voor de toekomst delegeert de Gemeente Sint-Agatha-Berchem de opdracht met betrekking tot de controle en de inning van de parkeerretributies op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem aan het Agentschap volgens het

tarief en de voorwaarden vastgelegd in het gemeentelijke retributiereglement.

Artikel 2:

De Gemeente Sint-Agatha-Berchem wenst zich het recht voor te behouden om de controle en de inning van de parkeerretibuties op elk moment te hernemen teneinde het zelf uit te oefenen volgens zoals het haar artikel 40 § 2 alinea 1 van de Ordonnantie toelaat.

Artikel 3:

Het College van Burgemeester en Schepenen wordt gelast met de uitvoering van het onderhavige besluit.”

27.03.2014/A/014 **Modification au règlement général complémentaire de police - Aménagement d'un stationnement pour personne handicapée - Rue de la Fondation 8**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu la loi relative à la police de circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires sur le placement de la signalisation routière;

Attendu que le présent règlement concerne exclusivement les voiries communales;

Attendu que le requérant, Rue de la Fondation n° 8, possède une carte spéciale de stationnement (dossier 0629878 du Ministère des Affaires Sociales);

Attendu qu'aux endroits prévus, rien ne s'oppose à y réserver une aire de stationnement de 6m sur 2m;

Considérant que l'instauration de places de stationnement pour personnes à mobilité réduite est de nature à faciliter la circulation et à assurer la sécurité sur la voie publique;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Les stipulations suivantes sont à ajouter au texte existant du Chapitre V: Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 17.II.4: Le stationnement est réservé aux véhicules pour handicapés munis d'une carte spéciale du règlement général sur la police de la circulation routière relatif aux voiries communales;

17.II.4).127 Rue de la Fondation à hauteur du n° 8 sur une distance de 6 m.

La mesure sera portée à la connaissance des usagers par un signal E9a incluant le symbole « personne handicapée » avec une flèche de réglementation sur une courte distance.

Cet emplacement sera délimité par un marquage au sol de couleur blanche.

Article 2:

Le présent règlement sera soumis à l'approbation de l'Administration des Equipements et des Déplacements de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice de son droit de tutelle tel que défini par la circulaire ministérielle de 15 décembre 2007.

Wijziging aan het algemeen aanvullend politiereglement - Aanleg van een parkeerplaats voor personen met een handicap - Stichtingsstraat 8

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gezien de wet betreffende de politie van het wegverkeer;

Gezien het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gezien het Ministerieel besluit bepalende de minimum afmetingen en de bijzondere voorwaarden bij het plaatsen van verkeerstekens;

Gezien de Ministeriële omzendbrief betreffende de aanvullende reglementen op het plaatsen van verkeerstekens;

Gelet op het feit dat het onderhavige reglement alleen de gemeentewegen betreft;

Gezien dat de verzoeker, wonende Stichtingsstraat nr. 8, een speciale parkeerkaart bezit (dossier 0629878 van het Ministerie van Sociale Zaken);

Overwegende dat op de gegeven plaatsen, niets belet er een parkeerplaats te voorzien van 6m op 2m;

Overwegende dat de invoering van parkeerplaatsen voor gehandicapten bedoeld is om het verkeer te vergemakkelijken en de veiligheid op de openbare weg te waarborgen. Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De volgende bepalingen dienen bijgevoegd te worden in de bestaande teksten van Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerssignalisatie) – Artikel 17.II.4: Parkeren voorbehouden aan voertuigen voor gehandicapten voorzien van een bijzondere kaart van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor gemeentelijke wegen: *17.II.4).127 Stichtingsstraat, ter hoogte van nr. 8 over een afstand van 6 meter.*

De maatregel zal ter kennis gebracht worden van de weggebruikers met het verkeersbord E9a met het symbool "gehandicapte persoon" en met een aanwijzingspijl op een korte afstand. De ruimte zal afgebakend worden met een witte grondmarkering.

Artikel 2:

Het onderhavige reglement zal ter goedkeuring voorgelegd worden aan het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals voorzien in de Ministeriële omzendbrief van 15 december 2007.

27.03.2014/A/015 **Modification au règlement général complémentaire de police - Aménagement d'une zone d'arrêt et de stationnement interdit Rue de l'Azur, côté des numéros impairs sur une longueur de 30m depuis l'Avenue du Roi Albert**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, et notamment l'article 117;

Vu la loi relative à la police de circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la circulation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires;

Considérant que le présent règlement concerne exclusivement les voiries communales;
Considérant que l'instauration de cette mesure est de nature à y faciliter la circulation et y assurer la sécurité sur la voie publique;
Considérant que l'étroitesse de voie carrossable de la Rue de l'Azur à son débouché sur l'Avenue du Roi Albert, liée au régime de stationnement bilatéral, génère des remontées de files qui bloquent le trafic sur le carrefour et par conséquent la circulation des transports publics;
Vu ces motifs;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Les stipulations suivantes sont à ajouter au texte existant du Chapitre V du règlement général sur la police de la circulation routière relatif aux voiries communales: Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 15: L'arrêt et le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies:

Article 15.09: au débouché de la Rue de l'Azur sur l'Avenue du Roi Albert, du côté des numéros impairs, sur une distance de 30 mètres depuis l'alignement de l'Avenue du Roi Albert.

La mesure sera portée à la connaissance des usagers par un panneau E3.

Article 2:

Le présent règlement sera soumis à l'approbation de l'Administration des Equipements et des Déplacements de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice de son droit de tutelle tel que défini par la circulaire ministérielle de 15 décembre 2007.

Wijziging aan het algemeen aanvullend politiereglement - Aanleg van een stilstaanden parkeerverbod in de Azuurstraat, zijde van de oneven nummers over een afstand van 30m vanaf de Koning Albertlaan

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald artikel 117;
Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer;
Gelet op het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;
Gelet op het Ministerieel besluit bepalende de minimumafmetingen en de bijzondere voorwaarden bij het plaatsen van verkeerstekens;
Gelet op de Ministeriële Omzendbrief betreffende de aanvullende reglementen op het plaatsen van verkeerstekens;
Overwegende dat het onderhavige reglement alleen de gemeentewegen betreft;
Overwegende dat het instellen van de onderhavige maatregel als doel heeft het verkeer te vergemakkelijken en de openbare veiligheid te verzekeren;
Overwegende dat de rijstrook van de Azuurstraat bij de uitmonding op de Koning Albertlaan zeer smal is door de aanwezigheid van een dubbelzijdige parking en dat het verkeer daardoor regelmatig het kruispunt en dus het openbaar vervoer hindert;
Gezien deze motieven;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De volgende bepalingen dienen bijgevoegd te worden in de bestaande teksten van Hoofdstuk V van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor gemeentelijke wegen: Stilstaan en parkeren (verkeerssignalisatie) – Artikel 15: het stilstaan en het parkeren is verboden op de wegen of gedeelten van wegen:

Artikel 15.09: bij de uitmonding van de Azuurstraat op de Koning Albertlaan, zijde van de oneven nummers, over een afstand van 30 meter vanaf de rooilijn van de Koning Albertlaan.

De maatregel zal ter kennis gebracht worden van de gebruikers met een verkeersbord E3.

Artikel 2:

Het onderhavige reglement zal ter goedkeuring voorgelegd worden aan het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals voorzien in de Ministeriële omzendbrief van 15 december 2007.

27.03.2014/A/016 **Octroi d'un subside exceptionnel aux centres culturels présents sur le territoire communal pour l'organisation du Festival Visuel**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117§1;

Considérant que depuis plusieurs années une aide financière aux défraiements des artistes est octroyée aux centres culturels « Le Fourquet » et « De Kroon » par les échevinats de la Culture francophone et néerlandophone pour l'organisation du Festival Visuel;

Considérant l'ampleur et la renommée prise par le Festival Visuel en dehors de la Région de Bruxelles-capitale grâce aux ambitions de ses organisateurs dans la programmation de spectacles internationaux et de grandes qualités;

Attendu que les crédits nécessaires au versement de ce subside sont inscrits à l'article 76207/332-02 du service ordinaire du budget communal 2014;

A l'initiative de l'Echevine de la Culture néerlandophone et de l'Echevin de la Culture francophone, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:


Article 1:

Un subside exceptionnel de € 15.000,00, destiné à l'organisation du Festival Visuel, est octroyé aux deux centres culturels présents sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe. Pour des raisons d'organisation financière et en accord avec les deux centres culturels, la totalité du subside sera versé au centre culturel « Le Fourquet ».

Article 2:

La dépense dont question à l'article 1 sera financée au moyen des crédits inscrits à l'article 76207/332-02 du service ordinaire du budget communal de l'exercice 2014.

Toekenning van een uitzonderlijke toelage aan de culturele centra, zich bevindend op het gemeentelijk grondgebied voor de organisatie van het Visueel Festival



DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder het artikel 117§1;
Overwegende dat, gedurende verscheidene jaren, een financiële steun voor de terugbetaling van de artiesten is toegekend aan de culturele centra « Le Fourquet » en « De Kroon » door de schepenambten van Franstalige en Nederlandstalige Cultuur voor de organisatie van het Visueel Festival;
Gezien de omvang en faam gemaakt door het Visueel Festival buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dankzij de ambities van zijn organisatoren in de programmatie van de internationale spektakels en hun grote kwaliteiten;
Gezien de nodige kredieten voor de storting van deze toelage ingeschreven zijn onder artikel 76207/332-02 van de gewone dienst van de gemeentelijke begroting 2014.
Op initiatief van de Schepen van Nederlandstalige Cultuur en van de Schepen van Franstalige Cultuur, op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Een uitzonderlijke toelage van € 15.000,00, bestemd voor de organisatie van het Visueel Festival, wordt toegekend aan de 2 culturele centra, gevestigd op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem. Wegens financiële organisatorische redenen en in akkoord met de 2 culturele centra, wordt de totaliteit van de toelage gestort aan het cultureel centrum « Le Fourquet ».

Artikel 2:

De uitgave waarvan sprake in artikel 1 zal gefinancierd worden door middel van kredieten ingeschreven onder artikel 76207/332-02 van de gewone dienst van de gemeentelijke begroting 2014.

Le Bourgmestre suspend la séance à 21h40. La séance reprend à 21h45.

De Burgemeester schorst de zitting om 21u40. De zitting wordt hernomen om 21u45.

27.03.2014/A/017 Motion du 21.03.2014 de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant l'achat groupé d'énergie

Ce point est retiré de l'ordre du jour à la demande de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale.

Un groupe de travail, sous la présidence de l'Echevin de la Participation et composé d'un représentant de chaque groupe, sera créé pour étudier l'ensemble de la problématique.

Motie van 21.03.2014 van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de groepsaankoop van energie

Op vraag van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, wordt dit punt van de dagorde gehaald.

Een werkgroep onder het voorzitterschap van de Schepen van Participatie en bestaande uit één vertegenwoordiger van elke fractie, zal opgericht worden om de gehele problematiek te bestuderen.

27.03.2014/A/018 Courriel du 21.03.2014 de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant les appels à projets "Rangs piétons" et "Pool cycliste"

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant les appels à projets "Rangs piétons" et "Pool cycliste".

"En suivi de mon interpellation sur le déploiement du réseau de l'offre de vélo public sur notre territoire faisant état des craintes du groupe PS sur la position défavorable prise initialement par le CBE concernant les demandes de permis d'urbanisme introduites pour la réalisation de celui-ci, je souhaite porter à l'OJ du CC diverses propositions pour améliorer la mobilité douce dans notre commune.

Entretemps ces dossiers de permis d'urbanisme se sont enfin débloqués et de nombreuses stations de vélo public ont été installées dans notre commune, ce dont nous nous réjouissons.

Mais nous pouvons encore mieux faire !

Le GRAC a rédigé un mémorandum à destination des pouvoirs publics, dont certaines propositions sont excessivement pertinentes pour notre commune, dont voici quelques extraits :

Concernant l'amélioration de la sécurité routière, il est proposé de :

- *Sensibiliser les zones de police au respect du code de la route, en ciblant spécifiquement les infractions dangereuses pour les cyclistes.*
- *Sécuriser les intersections et les carrefours.*
- *Encourager les zones de police à créer des brigades cyclistes.*

Concernant la création d'un réseau de qualité pour se déplacer à vélo, il est proposé de :

- *Doter toutes les grandes voiries de la région d'infrastructures cyclables sécurisantes pour les cyclistes, sans discrimination liée à la condition physique ou à l'âge (concept 8-88).*
- *Réduire les effets « barrière » et les détours importants (ponts, rails...).*
- *Veiller à la lisibilité et à la cohérence entre les aménagements d'une rue à l'autre.*
- *Généraliser les revêtements lisses (sans pavés), sans bordures et bien entretenus là où circulent les cyclistes.*
- *Finaliser la sécurisation des abords des écoles et sécuriser les cheminements.*

Concernant la facilitation du stationnement des vélos et la lutte contre le vol, il est proposé de :

- *Placer des arceaux vélo près des pôles d'intérêt collectif (établissements scolaires, commerces, centres sportifs et culturels...).*
- *Sensibiliser les zones de police et le parquet à lutter contre le vol de vélos et le recel.*
- *Mener des campagnes de sensibilisation au respect entre les différentes catégories d'usagers, avec une attention particulière pour les usagers plus vulnérables.*
- *Encourager les écoles primaires et secondaires à inclure dans leur programme éducatif un volet concernant la mobilité active et à mettre en oeuvre des moyens concrets pour permettre aux élèves de se rendre à l'école à vélo.*

- *Aménager des lieux d'apprentissage en collaboration avec les communes.*

Concernant l'encouragement des citoyens à utiliser le vélo, il est proposé de :

- *Communiquer sur ce qui existe et se fait déjà, diffuser largement la carte des modes actifs.*
- *Diffuser une image positive du vélo auprès des différents publics, tant pour les déplacements utilitaires que pour les déplacements récréatifs.*
- *Encourager les élèves à utiliser les modes actifs pour se rendre à l'école (plans de déplacements scolaires, etc.).*
- *Créer un dispositif permanent d'accompagnement des adultes novices par des cyclistes expérimentés.*

En conséquence et très concrètement :

1. *Concernant les actions proposées pour avoir sur notre commune un réseau de qualité, pouvez-vous nous informer de l'ensemble des projets et actions menées en ce sens ?*
2. *Concernant les actions proposées qui concernent la zone de police, pouvez-vous nous informer de la politique menée en la matière et de l'état des projets existants en ce sens ?*
3. *Concernant la facilitation du stationnement des vélos et la lutte contre le vol, pouvez vous nous préciser quels projets sont menés en ce sens*
4. *Nous demandons aussi, très concrètement, qu'un parking vélo soit mis en place à l'école centrale.*
5. *Quel est l'agenda pour l'installation des arceaux à vélos de part et d'autre de Hunderenveld tel que vous vous y êtes engagé suite à mon interpellation il y a de cela déjà quelques mois ?*
6. *Nous proposons très concrètement que notre commune postule aux deux Appels à projets « Pool cycliste » et « Rang piéton » expirant respectivement début juin et début mai 2014 et permettant respectivement d'obtenir une subvention de près de 11.000€ et 15.000€ par projet et qui concerne les mesures de sensibilisation et d'accompagnement de la mobilité active dans les écoles.*
7. *Je suggère d'inviter la section GRACQ Nord Ouest à être membre de la Commission Qualité de Vie et de l'Environnement de notre commune."*

Le Collège donne la réponse suivante:

"La Commune est de longue date convaincue des vertus du vélo et n'a pas attendu le mémorandum du GRACQ pour agir et préparer l'avenir. Les lignes directrices ont été fixées dans le Plan Communal de Mobilité (PCM) mais, pour leurs mises en œuvre, il est nécessaire d'attendre la fin des travaux de la place Schweitzer et la chaussée de Gand. Au sujet du développement de Villo !, nous tenons à préciser qu'il n'y a jamais eu de position défavorable du Collège des Bourgmestre et Echevins vis-à-vis du déploiement du réseau. Il y a eu par contre des réserves techniques sur les propositions initialement faites dans le permis d'urbanisme pour obtenir de meilleurs résultats.

Concernant les projets et actions pour avoir un réseau de qualité, plusieurs programmes sont déjà concrétisés ou actuellement en cours. Citons parmi d'autres :

- Les principes et le projet de réseau cyclable communal est intégré dans le PCM
 - La généralisation des Sens Unique Limité (SUL) en 2013 ;
 - La généralisation des zones 30 sur la commune ;
 - Le réaménagement de la chaussée de Gand, intégrant des dispositifs à l'avantage des cyclistes (pistes cyclables, bandes peintes, ranges-vélos) ;
 - La mise à l'étude du renouvellement des chaussées des rues des Combattants, Openveld et de la Roseraie ainsi que l'avenue du Haut Champ où les pavés sont inconfortables pour les cyclistes ;
 - Le projet de prolongement des pistes cyclables de l'avenue Goffin à l'avenue de l'Hôpital Français, via le projet régional et de la STIB de rénovation de l'hôpital français ;
 - La mise en œuvre de l'audit cycliste BYPAD, par deux bureaux d'études privés, suite à l'octroi d'un subside de la Région. Cet audit sera prêt d'ici quelques semaines.
- Concernant les actions proposées à l'échelle la zone de police, chaque commune dispose de son plan de mobilité. Néanmoins, au niveau de l'ensemble de la Région, le Conseil communal de Berchem-Sainte-Agathe a approuvé en sa séance du 28 février 2013 la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale relative à la création d'un dépôt centralisé de vélos trouvés, ce qui facilitera indéniablement la remise des vélos trouvés à leurs propriétaires.

Concernant la facilitation du stationnement des vélos, une politique de développement des ranges-vélos est menée, aux parcs Pirsoul et De Mulder, ainsi qu'à proximité de la Maison Communale. Nous équipons également progressivement la chaussée de Gand et la place Schweitzer. A ce sujet, une demande a été faite pour bénéficier d'une subvention régionale à l'installation de ranges-vélos et boxes vélos. Nous avons eu l'accord officiel de subvention de la Région en février 2014. Le plan d'équipement de la commune en ranges-vélos et boxes vélos, prévoit l'installation de ± 100 nouveaux arceaux vélos.

Concernant la lutte contre le vol, les modèles d'arceaux les mieux adaptés à la prévention contre le vol sont sélectionnés avant placement. Notons tout de même que la lutte contre le vol passe aussi par une utilisation individuelle de systèmes performants d'attache. Nous organisons également de manière ponctuelle le marquage des vélos, notamment lors de la journée sans voiture.

Concernant le placement d'un parking vélo à l'Ecole centrale, l'installation d'arceaux vélos sont prévus sur la place Roi Baudouin, face à l'école.

Concernant l'agenda relatif à l'installation des arceaux vélos de part et d'autres des entrées des immeubles l'Hunderenveld, les travaux sont prévus pour être finalisés dans le courant de la saison.

Concernant l'appel à projet « Pool cycliste » et « Rang piéton », le Collège du 16 avril 2013 s'est prononcé sur les diverses offres de subvention proposées par la Région et a marqué sa préférence pour la subvention permettant l'achat d'arceaux et boxes vélos ainsi que celle permettant de disposer de l'expertise BYPAD (servant d'aide à la concrétisation du Plan Communal Vélo).

Concernant plus spécifiquement le « Pool cycliste », bien qu'intéressant, ce projet de promotion du brevet cycliste sera à étudier lorsque nous aurons les résultats de l'audit réalisé par BYPAD.

Concernant les rangs scolaires, cette question sera incluse dans le prochain état des lieux CLE (Coordination Locale pour l'Enfance) afin d'examiner la demande des parents à ce sujet et les conditions de faisabilité du projet. Notons que pour des raisons d'organisation et de sécurité, l'école centrale organise déjà 6 rangs pour la sortie des

enfants de l'implantation.

Concernant l'invitation au GRACO aux réunions du CEQV, et si l'intérêt du Comité pour l'expertise du GRACO le confirme, il sera possible de les inviter, en tant qu'expert pour un exposé et un échange."

E-mail van 21.03.2014 van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de projectoproepen "Voetgangersrijen" en "Fietspool"

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de projectoproepen "Voetgangersrijen" en "Fietspool".
"En suivi de mon interpellation sur le déploiement du réseau de l'offre de vélo public sur notre territoire faisant état des craintes du groupe PS sur la position défavorable prise initialement par le CBE concernant les demandes de permis d'urbanisme introduites pour la réalisation de celui-ci, je souhaite porter à l'OJ du CC diverses propositions pour améliorer la mobilité douce dans notre commune.

Entretemps ces dossiers de permis d'urbanisme se sont enfin débloqués et de nombreuses stations de vélo public ont été installées dans notre commune, ce dont nous nous réjouissons.

Mais nous pouvons encore mieux faire !

Le GRAC a rédigé un mémorandum à destination des pouvoirs publics, dont certaines propositions sont excessivement pertinentes pour notre commune, dont voici quelques extraits :

Concernant l'amélioration de la sécurité routière, il est proposé de :

- *Sensibiliser les zones de police au respect du code de la route, en ciblant spécifiquement les infractions dangereuses pour les cyclistes.*
- *Sécuriser les intersections et les carrefours.*
- *Encourager les zones de police à créer des brigades cyclistes.*

Concernant la création d'un réseau de qualité pour se déplacer à vélo, il est proposé de :

- *Doter toutes les grandes voiries de la région d'infrastructures cyclables sécurisantes pour les cyclistes, sans discrimination liée à la condition physique ou à l'âge (concept 8-88).*
- *Réduire les effets « barrière » et les détours importants (ponts, rails...).*
- *Veiller à la lisibilité et à la cohérence entre les aménagements d'une rue à l'autre.*
- *Généraliser les revêtements lisses (sans pavés), sans bordures et bien entretenus là où circulent les cyclistes.*
- *Finaliser la sécurisation des abords des écoles et sécuriser les cheminements.*

Concernant la facilitation du stationnement des vélos et la lutte contre le vol, il est proposé de :

- *Placer des arceaux vélo près des pôles d'intérêt collectif (établissements scolaires, commerces, centres sportifs et culturels...).*
- *Sensibiliser les zones de police et le parquet à lutter contre le vol de vélos et le recel.*
- *Mener des campagnes de sensibilisation au respect entre les différentes catégories*

- d'usagers, avec une attention particulière pour les usagers plus vulnérables.*
- *Encourager les écoles primaires et secondaires à inclure dans leur programme éducatif un volet concernant la mobilité active et à mettre en oeuvre des moyens concrets pour permettre aux élèves de se rendre à l'école à vélo.*
- *Aménager des lieux d'apprentissage en collaboration avec les communes.*

Concernant l'encouragement des citoyens à utiliser le vélo, il est proposé de :

- *Communiquer sur ce qui existe et se fait déjà, diffuser largement la carte des modes actifs.*
- *Diffuser une image positive du vélo auprès des différents publics, tant pour les déplacements utilitaires que pour les déplacements récréatifs.*
- *Encourager les élèves à utiliser les modes actifs pour se rendre à l'école (plans de déplacements scolaires, etc.).*
- *Créer un dispositif permanent d'accompagnement des adultes novices par des cyclistes expérimentés.*

En conséquence et très concrètement :

1. *Concernant les actions proposées pour avoir sur notre commune un réseau de qualité, pouvez-vous nous informer de l'ensemble des projets et actions menées en ce sens ?*
2. *Concernant les actions proposées qui concernent la zone de police, pouvez-vous nous informer de la politique menée en la matière et de l'état des projets existants en ce sens ?*
3. *Concernant la facilitation du stationnement des vélos et la lutte contre le vol, pouvez vous nous préciser quels projets sont menés en ce sens*
4. *Nous demandons aussi, très concrètement, qu'un parking vélo soit mis en place à l'école centrale.*
5. *Quel est l'agenda pour l'installation des arceaux à vélos de part et d'autre de Hunderenveld tel que vous vous y êtes engagé suite à mon interpellation il y a de cela déjà quelques mois ?*
6. *Nous proposons très concrètement que notre commune postule aux deux Appels à projets « Pool cycliste » et « Rang piéton » expirant respectivement début juin et début mai 2014 et permettant respectivement d'obtenir une subvention de près de 11.000€ et 15.000€ par projet et qui concerne les mesures de sensibilisation et d'accompagnement de la mobilité active dans les écoles.*
7. *Je suggère d'inviter la section GRACQ Nord Ouest à être membre de la Commission Qualité de Vie et de l'Environnement de notre commune. "*

Het College geeft volgend antwoord:

"De Gemeente hoeft al lang niet meer te worden overtuigd van de deugden van de fiets en heeft het memorandum van de Gracq niet afgewacht om te handelen en de voorbereidingen voor de toekomst te treffen. De richtlijnen werden in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP) vastgelegd, maar voor hun eigenlijke uitvoering zullen we het einde van de werkzaamheden aan het Dokter Schweitzerplein en de Gentssteenweg moeten afwachten.



Wat de uitbouw van Villo ! betreft beklemtonen we dat het College van Burgemeester en Schepenen nooit enig ongunstig advies daarover uitbracht. We formuleerden wel enig technisch voorbehoud bij de oorspronkelijke voorstellen in de stedenbouwkundige vergunningen, enkel en alleen om de best mogelijke resultaten te kunnen behalen.

Wat de projecten en acties voor een kwaliteitsvol net betreft werden verschillende programma's geconcretiseerd of zijn momenteel al in voege. Enkele voorbeelden:

- *De beginselen en het project van het gemeentelijk fietsnetwerk werden in het GMP opgenomen*

- *Algemene invoering van het Beperkt Eenrichtingsverkeer (BEV) in 2013;*

- *Algemene invoering van de zone 30 in de gemeente;*

- *De heraanleg van de Gentssteenweg, met speciale voorzieningen voor fietsers (fietspaden, geschilderde stroken, fietsstallingen);*

- *De studie van de vernieuwing van het bijzonder fietsonvriendelijke wegdek van de Strijdersstraat, Openveld, de Rozengaardstraat en van de Hoogveldlaan;*

- *Het project om de fietspaden vanaf de Goffinlaan tot aan de Frans Gasthuislaan te verlengen, via het project van het Gewest en van de MIVB betreffende de renovatie van het Frans Gasthuis;*

- *BYPAD doorlichting van het fietsbeleid door twee private studiebureaus na de toekenning van een Gewestsubsidie. Die audit zal over enkele weken zijn voltooid.*

Wat de acties betreft die op schaal van de politiezone werden voorgesteld beschikt iedere gemeente over een eigen mobiliteitsplan. Wat het Gewestniveau betreft, zette de Gemeenteraad van Sint-Agatha-Berchem tijdens zijn zitting van 28 februari 2013 het licht op groen voor de overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een centrale stelplaats voor gevonden fietsen; dat moet het een stuk eenvoudiger maken om fiets en eigenaar te herenigen.

Met het oog op een vlottere fietsenstalling wordt aan de parken Pirsoul en De Mulder en in de nabijheid van het Gemeentehuis een beleid voor ontwikkeling van fietsstallingen gevoerd. Geleidelijk aan voorzien we ook fietsstallingen aan de Gentssteenweg en het Dokter Schweitzerplein. We dienden een aanvraag voor een gewestsubsidie voor de plaatsing van fietsstallingen en fietsboxen in. In februari 2014 ontvingen we van het Gewest het officiële akkoord voor die subsidie. Het gemeentelijk plan betreffende de voorziening van fietsstallingen en fietsboxen voorziet in de installatie van \pm 100 nieuwe fietsrekken.

In de strijd tegen diefstal maken we vóór plaatsing een selectie van de modellen die het meest diefstalbestendig zijn. We vestigen de aandacht erop dat diefstal eveneens kan worden voorkomen door individueel gebruik te maken van krachtige sloten. Onder meer op de autoloze dag kunt u uw fiets bovendien op de gemeente laten markeren.

Betreffende de plaatsing van een fietsenparking aan de Centrale school worden er fietsrekken voorzien op het Koning Boudewijnplein, tegenover de school.

Betreffende de planning voor de plaatsing van fietsrekken langs weerszijden van de ingang van de gebouwen van Hunderenveld zouden de geplande werkzaamheden in de loop van het seizoen moeten worden voltooid.

Betreffende de projectoproep "Fietspool" en "Voetgangersrij" sprak het College van 16 april 2013 zich uit over verschillende subsidievoorstellen die het Gewest naar voren schoof; daarbij ging de voorkeur uit naar de subsidie voor de aankoop van fietsstallingen en fietsboxen; die subsidie geeft eveneens uitzicht op de BYPAD expertise (als hulp bij de concrete verwezenlijking van het Gemeentelijk Fietsplan).

Meer specifiek betreffende de "Fietspool"; hoewel beslist interessant zullen we dit project

ter bevordering van het fietsersbrevet onderzoeken na ontvangst van de resultaten van de BYPAD-audit.

Betreffende de schoolrijen: deze vraag wordt opgenomen in de volgende LCK-plaatsbeschrijving (Lokaal Coördinatieprogramma voor het Kind) om de vraag van de ouders naar en de haalbaarheidsvoorwaarden van het project te onderzoeken. We vestigen de aandacht erop dat de Centrale school om organisatorische en veiligheidsredenen al 6 rijen organiseert om de kinderen van het schoolterrein weer op weg naar huis te zetten.

Aangaande de uitnodiging van de GRACQ voor het bijwonen van de vergaderingen van de RLLK en als het Comité voor de expertise van de GRACQ dit bevestigt, kunnen we hen voor een uiteenzetting en gedachtewisseling als deskundige uitnodigen."

27.03.2014/A/019 **Courriel du 21.03.2014 de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant la célébration de Jacques Dormont et la prise en compte de la surdité**

Ce point est retiré de l'ordre du jour à la demande de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale.

Madame Fatiha METIOUI-AMANZOU, Conseillère communale, souhaite réintroduire le point en y développant encore davantage ses idées et sa vision pour la prise en compte de la surdité.

E-mail van 21.03.2014 van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de viering van Jacques Dormont en het rekening houden met de doofheid

Op vraag van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, wordt dit punt van de dagorde gehaald.

Mevrouw Fatiha METIOUI-AMANZOU, Gemeenteraadslid, wenst het punt opnieuw in te dienen door er nog meer haar ideeën en haar visie betreffende het rekening houden met de doofheid aan toe te voegen.

Luc Demullier quitte la séance à 22h16 / Luc Demullier verlaat de zitting om 22u16.

27.03.2014/A/020 **Courriel du 21.03.2014 de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant la signature de la Charte européen pour l'égalité entre femmes et hommes au niveau local et l'instauration d'un conseil consultatif pour l'égalité des chances entre femmes et hommes**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant la signature de la Charte européen pour l'égalité entre femmes et hommes au niveau local et l'instauration d'un conseil consultatif pour l'égalité des chances entre femmes et hommes.

"Naar aanleiding van 8 maart, de Internationale Vrouwendag, kom ik graag terug op mijn tussenkomst van vorig jaar.

Vorig jaar stemde deze gemeenteraad een motie waarin werd gevraagd om:

- *Het europees charter voor gelijkheid tussen vrouwen en mannen te ondertekenen*
- *Dringend werk te maken voor het oprichten van een adviesraad gelijke kansen vrouw/man*

- Een actieplan op te maken
- Jaarlijks een verslag uit te brengen

Ik had gehoopt hier vandaag kennis te kunnen nemen van het eerste jaarlijks verslag, maar helaas staan we, volgens mij, geen stap verder.

Nochtans is de situatie van de vrouw er niet echt op vooruitgegaan:

- *De economische crisis treft veel meer vrouwen dan mannen;*
- *Bij loopbaanontwikkeling gaan vrouwen vaker halfijds werken waardoor opbouw voor werkloosheidsuitkering en pensioen lager liggen dan bij mannen;*
- *Jaarlijks worden meer dan 100 vrouwen verkracht in ons land;*
- *De maatschappij legt betreffende gezin en familie nog steeds een veel hogere druk bij vrouwen dan bij mannen;*
- *Etc...*

Ondanks het feit dat ik alle informatie had aangereikt aan de bevoegde schepen en dat er zelfs op gewestelijk vlak subsidies voorhanden zijn om deze initiatieven te ondersteunen, is de adviesraad nog steeds niet opgericht.

Graag vernam ik van het College de redenen waarom er geen enkele vooruitgang is geboekt in deze materie.

Ik dank u alvast voor uw antwoord."

Le Collège donne la réponse suivante:

"Concernant le suivi de l'instauration d'un conseil consultatif pour l'égalité des chances entre femmes et hommes, le dossier est géré par la nouvelle responsable de la Maison de la Participation, entrée en fonction en janvier dernier, en collaboration avec le cabinet de l'échevin de l'égalité des chances.

Tous les contacts ont déjà été pris avec les personnes ressources extérieures à la commune, notamment le Conseil des Femmes, ainsi que la Ville de Bruxelles où un tel organe existe et fonctionne déjà. Le projet de règlement communal est en cours de finalisation et sera mis prochainement à l'ordre du jour du conseil communal.

Concernant la signature de la Charte Européenne pour l'égalité entre femmes et hommes au niveau local, celle-ci sera signée à l'occasion de la première réunion du futur conseil consultatif."

E-mail van 21.03.2014 van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de ondertekening van het Europees Charter voor gelijkheid tussen vrouwen en mannen op lokaal vlak en de oprichting van een adviesraad voor de gelijkheid van kansen tussen vrouwen en mannen

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de ondertekening van het Europees Charter voor gelijkheid tussen vrouwen en mannen op lokaal vlak en de oprichting van een adviesraad voor de gelijkheid van kansen tussen vrouwen en mannen.

"Naar aanleiding van 8 maart, de Internationale Vrouwendag, kom ik graag terug op mijn tussenkomst van vorig jaar.

Vorig jaar stemde deze gemeenteraad een motie waarin werd gevraagd om:

- *Het europees charter voor gelijkheid tussen vrouwen en mannen te ondertekenen*

- *Dringend werk te maken voor het oprichten van een adviesraad gelijke kansen vrouw/man*

- *Een actieplan op te maken*

- *Jaarlijks een verslag uit te brengen*

Ik had gehoopt hier vandaag kennis te kunnen nemen van het eerste jaarlijks verslag, maar helaas staan we, volgens mij, geen stap verder.

Nochtans is de situatie van de vrouw er niet echt op vooruitgegaan:

- *De economische crisis treft veel meer vrouwen dan mannen;*

- *Bij loopbaanontwikkeling gaan vrouwen vaker halftijds werken waardoor opbouw voor werkloosheidsuitkering en pensioen lager liggen dan bij mannen;*

- *Jaarlijks worden meer dan 100 vrouwen verkracht in ons land;*

- *De maatschappij legt betreffende gezin en familie nog steeds een veel hogere druk bij vrouwen dan bij mannen;*

- *Etc...*

Ondanks het feit dat ik alle informatie had aangereikt aan de bevoegde schepen en dat er zelfs op gewestelijk vlak subsidies voorhanden zijn om deze initiatieven te ondersteunen, is de adviesraad nog steeds niet opgericht.

Graag vernam ik van het College de redenen waarom er geen enkele vooruitgang is geboekt in deze materie.

Ik dank u alvast voor uw antwoord."

Het College geeft volgend antwoord:

"Het dossier aangaande de oprichting van een adviesraad voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen wordt behandeld door de nieuwe verantwoordelijke van het Huis van de Participatie (in dienst sinds januari 2014) in samenwerking met het Kabinet van de Schepen van gelijke kansen.

Alle contacten met personen van buiten de gemeente, meer bepaald de Vrouwenraad, evenals met de Stad Brussel waar een dergelijk project al bestaat en werkt, werden intussen al genomen. Aan het project van gemeentelijk reglement wordt de laatste hand gelegd en deze wordt eerstdaags op de agenda van de Gemeenteraad geplaatst.

De ondertekening van de Europese Oorkonde voor de gelijke kansen tussen vrouwen en mannen op lokaal niveau is voorzien op de agenda van de eerste vergadering van de toekomstige adviesraad."

27.03.2014/A/021 **Courriel du 21.03.2014 de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant la sécurité de la piste cyclable à l'Avenue Josse Goffin**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant la sécurité de la piste cyclable à l'Avenue Josse Goffin.

"Sinds enkele jaren is er een gescheiden fietspad op de Josse Goffinlaan, enerzijds een goede zaak maar anderzijds is er een reëel gevaar voor de fietsers met dit fietspad. Zowel het voetpad als het fietspad zijn ononderbroken. De Josse Goffinlaan is een voorrangsweg, en ook de fietsers en voetgangers hebben voorrang op de voertuigen die van de zijstraten komen.



In de praktijk gaat het er echter vaak heel anders aan toe; de voertuigen die uit de zijstraten komen rijden tot aan de Goffinlaan zonder te stoppen voor eventuele fietsers en voetgangers. Daarbij komt dat de Goffinlaan van de Basiliek tot aan Valida, en van Schweitzerplein tot Valida, afdaalt waardoor fietsers gemakkelijk een hogere snelheid hebben.

Persoonlijk is het me al enkele keren voorgevallen dat ik op de remmen moet gaan staan om een ongeluk te vermijden en ik ben ook al vaker getuige geweest van gelijkaardige toestanden bij andere fietsers.

Ondertussen is iedereen het er over eens dat we de actieve mobiliteit moeten stimuleren. Er zijn verschillende nieuwe Villostations bijgekomen in de gemeente, en nu de werken aan de Leopoldtunnel in aantocht zijn, is het misschien wel het moment om de Berchemenaren op de fiets te krijgen voor hun korte verplaatsingen. Maar indien we fietsen willen stimuleren, moeten we ervoor zorgen dat de veiligheid van de fietser verbeterd wordt.

De Josse Goffinlaan is een gewestweg, maar de zijstraten zijn gemeentelijk. De veiligheid zou, mijns inziens, verbeterd kunnen worden door duidelijker aan te geven dat er een doorlopend voet- en fietspad is voor men aan de geparkeerde wagens en de eigenlijke straat komt. Nu staat er enkel een omgekeerde driehoek en de geschilderde driehoekjes op de straat. Deze markering houdt niet in dat men echt moet stoppen.

Volgens mij zijn er enkele kleine ingrepen mogelijk om de veiligheid van het fietspad te verbeteren:

- *Sensibiliseren van de bewoners*
- *In plaats van de geschilderde driehoekjes, een echte stopstreep schilderen*
- *Op het fietspad, ter hoogte van de straten een fiets + richting schilderen zodat de automobilist dit ook nog eens duidelijk ziet.*
- *Handhaving, indien de automobilist geen voorrang verleent aan de voetganger en de fietser.*

Graag kreeg ik antwoord op volgende vragen:

- 1) *Zijn er al ongevallen gebeurd met fietsers/voetgangers op de Josse Goffinlaan? Zo ja hoeveel, en welke verwondingen liepen deze personen op?*
 - 2) *Bent u bereid om stappen te ondernemen om de veiligheid van het fietspad te verbeteren? Welke optie kiest u en op welke termijn wenst u dit te verwezenlijken?*
- Ik dank u bij voorbaat voor de antwoorden."*

Le Collège donne la réponse suivante:

"Le fait d'intégrer une piste cyclable jouxtant le trottoir, est une situation plus confortable pour les cyclistes moins expérimentés et encourage très clairement les déplacements à vélo.

Néanmoins, il est certain que le manque de marquage de logos vélo constitue un problème pour certains usagers au niveau de la lisibilité du partage de cet espace. Ce constat a d'ailleurs déjà été identifié dans notre plan communal de mobilité et renvoyé à la Région, gestionnaire de cette voirie.

Concernant les mesures destinées à améliorer la sécurité des cyclistes sur l'avenue Josse Goffin, un courrier sera envoyé à la Région en leur demandant d'examiner la possibilité de remplacer aux carrefours les panneaux triangle sur pointe « céder le passage » par des panneaux « Stop » et d'y adjoindre un additionnel « M9 – vélo ». L'avantage de cette mesure est que ce panneau impose de s'arrêter intégralement, même si rien n'est en

vue. Ce dispositif sera complété par une adaptation du marquage au sol où les petits triangles seront remplacés par une ligne continue. Ces dispositifs devraient permettre d'attirer l'attention sur la présence d'une piste cyclable au carrefour qui est à franchir. Notons également que la Commune a débuté un audit vélo « BYPAD » dans le cadre de notre collaboration avec la Région. Nous ne manquerons pas d'insister pour obtenir, via cet audit, toutes les pistes de solutions qui pourraient encore améliorer la sécurité des cyclistes sur cette voirie.

Concernant les statistiques des incidents sur l'avenue Josse Goffin, le nombre d'accident avec blessé fourni par la police a été, en 2013, de 4 accidents, en 2012, de 6 accidents, en 2011, de 7 accidents et en 2010 de 6 accidents. Si ces chiffres ne permettent pas d'identifier le type d'usager qui est impliqué, nous avons demandé à la police de procéder à une analyse spécifique de ces accidents pour obtenir des données valables sur l'accidentologie des cyclistes et piétons sur l'avenue Josse Goffin."

**E-mail van 21.03.2014 van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE,
Gemeenteraadslid, betreffende de veiligheid van het fietspad op de Josse Goffinlaan**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de veiligheid van het fietspad op de Josse Goffinlaan.

"Sinds enkele jaren is er een gescheiden fietspad op de Josse Goffinlaan, enerzijds een goede zaak maar anderzijds is er een reëel gevaar voor de fietsers met dit fietspad. Zowel het voetpad als het fietspad zijn ononderbroken. De Josse Goffinlaan is een voorrangsweg, en ook de fietsers en voetgangers hebben voorrang op de voertuigen die van de zijstraten komen.

In de praktijk gaat het er echter vaak heel anders aan toe; de voertuigen die uit de zijstraten komen rijden tot aan de Goffinlaan zonder te stoppen voor eventuele fietsers en voetgangers. Daarbij komt dat de Goffinlaan van de Basiliek tot aan Valida, en van Schweitzerplein tot Valida, afdaalt waardoor fietsers gemakkelijk een hogere snelheid hebben.

Persoonlijk is het me al enkele keren voorgevallen dat ik op de remmen moet gaan staan om een ongeluk te vermijden en ik ben ook al vaker getuige geweest van gelijkaardige toestanden bij andere fietsers.

Ondertussen is iedereen het er over eens dat we de actieve mobiliteit moeten stimuleren. Er zijn verschillende nieuwe Villostations bijgekomen in de gemeente, en nu de werken aan de Leopoldtunnel in aantocht zijn, is het misschien wel het moment om de Berchemenaren op de fiets te krijgen voor hun korte verplaatsingen. Maar indien we fietsen willen stimuleren, moeten we ervoor zorgen dat de veiligheid van de fietser verbeterd wordt.

De Josse Goffinlaan is een gewestweg, maar de zijstraten zijn gemeentelijk. De veiligheid zou, mijns inziens, verbeterd kunnen worden door duidelijker aan te geven dat er een doorlopend voet- en fietspad is voor men aan de geparkeerde wagens en de eigenlijke straat komt. Nu staat er enkel een omgekeerde driehoek en de geschilderde driehoekjes op de straat. Deze markering houdt niet in dat men echt moet stoppen.

Volgens mij zijn er enkele kleine ingrepen mogelijk om de veiligheid van het fietspad te verbeteren:

- *Sensibiliseren van de bewoners*

- In plaats van de geschilderde driehoekjes, een echte stopstreep schilderen
- Op het fietspad, ter hoogte van de straten een fiets + richting schilderen zodat de automobilist dit ook nog eens duidelijk ziet.
- Handhaving, indien de automobilist geen voorrang verleent aan de voetganger en de fietser.

Graag kreeg ik antwoord op volgende vragen:

- 1) Zijn er al ongevallen gebeurd met fietsers/voetgangers op de Josse Goffinlaan? Zo ja hoeveel, en welke verwondingen liepen deze personen op?
 - 2) Bent u bereid om stappen te ondernemen om de veiligheid van het fietspad te verbeteren? Welke optie kiest u en op welke termijn wenst u dit te verwezenlijken?
- Ik dank u bij voorbaat voor de antwoorden."

Het College geeft volgend antwoord:

"Voor de minder ervaren fietsers is het een feit dat het plaatsen van een fietspad naast het voetpad voor hen een aangename situatie is en zeer duidelijk de verplaatsingen per fiets stimuleert.

Niettegenstaande is het zeker dat het ontbreken van de wegmarkering (het fietslogo) een probleem vormt voor sommige gebruikers op het niveau van zichtbaarheid van de verdeling van die zone. Deze bemerking werd trouwens al vastgesteld in ons gemeentelijk mobiliteitsplan en werd opnieuw verstuurd naar het Gewest, beheerder van deze weg.

Betreffende de maatregelen getroffen om de veiligheid van de fietsers op de Josse Goffinlaan te verbeteren zal er aan het Gewest een schrijven worden verstuurd met de vraag om voor elk kruispunt de mogelijkheid te onderzoeken om de driehoeksborden « voorrang geven » te vervangen door een bord « Stop » en er een bijkomende vermelding « M9-Fiets » aan toe te voegen. Het voordeel is dat er door dit bord sowieso moet gestopt worden, ook al is er niets te zien. De aanwezigheid van deze borden zou eveneens moeten aangevuld worden met de aanpassing van de wegmarkering waardoor de kleine driehoeken zullen vervangen worden door een doorlopende lijn. Deze zal zo de aandacht trekken op de aanwezigheid van een fietspad op het kruispunt.

De Gemeente is eveneens, in het kader van zijn samenwerking met het Gewest, gestart met een audit «BYPAD». Wij zullen er via deze audit zeker op hameren dat alle mogelijke oplossingen om de veiligheid van de fietsers te verbeteren op deze gewestweg, verkregen worden.

Betreffende de ongevalsstatistieken op de Josse Goffinlaan is ons het aantal ongevallen met gewonden door de politie bezorgd, dit wil zeggen, 4 ongevallen in 2013, 6 ongevallen in 2012, 7 ongevallen in 2011 en 6 ongevallen in 2010. Aangezien deze cijfers niet weergeven welk soort gebruiker betrokken is bij deze ongevallen hebben wij aan de politie gevraagd om een gedetailleerde analyse uit te voeren over deze ongevallen om zo de geschikte gegevens te verkrijgen aangaande de oorzaken en gevolgen van ongevallen met fietsers en voetgangers op de Jossé Goffinlaan. "

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant l'organisation d'un "Job-Day" ou d'une "Bourse à l'emploi" à Berchem-Sainte-Agathe.

"Nous le savons tous, la crise de l'emploi touche un grand nombre de personnes. Les Berchemois ne sont ainsi pas épargnés. Selon l'Observatoire bruxellois de l'Emploi, les chiffres sont inquiétants : près de 17,2% de la population est au chômage (15,3% chez les hommes et 19,2% chez les femmes). Chez les jeunes de moins de 25 ans, les chiffres se rapprochent de la moyenne régionale ; 29,2% des jeunes Berchemois sont à la recherche d'un emploi (28% chez les hommes et 30,3% chez les femmes).

Dans ce contexte, il est du devoir des autorités communales de tout mettre en œuvre pour aider ces Berchemois à trouver leur place sur le marché de l'emploi. Il est désolant de constater que les autorités communales ne s'engagent pas plus avant afin de les soutenir. Ils sont soit redirigés vers le CPAS (atelier de recherche active d'emploi), vers l'ALE ou vers ACTIRIS.

Dès lors,

- *Pourriez-vous nous dire quelles mesures la Commune a engagé en soutien des Berchemois à la recherche d'un emploi ?*
- *Je suggère que la Commune organise un « Job-Day » ou « Bourse à l'emploi » à l'image de ce qui se fait dans d'autres communes. Ce « Job-Day » doit permettre de réunir des interlocuteurs importants en matière d'emploi et de proposer des tables de discussion permettant aux demandeurs d'emploi de s'orienter dans le monde du travail."*

Le Collège donne la réponse suivante:

"Nous sommes tous d'accord pour dire que les politiques d'aide à la mise à l'emploi sont importants pour la population en recherche d'emploi. Un organisme comme Actiris, l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi, est LE service public par excellence, reconnu comme tel, dont la mission est de fournir des solutions pour l'emploi bruxellois. A l'initiative du Bourgmestre, une antenne décentralisée sur la commune a d'ailleurs été créée pour la facilité des Berchemois en recherche d'emploi. Les demandeurs d'emploi y sont aidés, convoqués et coachés via des ateliers de recherche active d'emploi (RAE). Au niveau local, le CPAS est un acteur majeur dans cette politique. Son service d'insertion socio-professionnel offre à ses bénéficiaires un accompagnement individuel à la recherche d'un emploi et de formations. Les personnes sans emploi ont la possibilité de se faire engager dans le cadre de l'art. 60§7. Depuis le début, ce sont 65 articles 60 qui ont, et sont mis au travail grâce à ce dispositif.

Au sein de l'administration communale, le service ALE a permis en 2013 à 170 personnes de prester des heures de travail sur la Commune via ce dispositif. La section Titre-Service emploie quant à elle 40 aide-ménagères régulières.

Pour les jeunes, l'opération récurrente "Eté Solidaire" permet de proposer un job étudiant d'une semaine à des jeunes Berchemois entre 16 et 21 ans au sein des services communaux, CPAS et Valida. Son prolongement, l'initiative Job Jump, va permettre à certains jeunes, dans la même tranche d'âge, et ayant des difficultés se faire embaucher, à trouver une première expérience chez quelques 'gros' employeurs locaux. Des contacts entrepris par la commune auprès des employeurs potentiels sont actuellement en cours.

Les indépendants ne sont pas non plus oubliés. Le règlement relatif à l'octroi d'une prime de premier établissement en matière de travail indépendant offre une aide au démarrage d'un nouveau commerce. Notons que l'obligation pour les bénéficiaires de suivre le cycle de mentorat d'entreprises organisé par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe permettra aux futurs chefs d'entreprise de mieux appréhender les difficultés liées à ce type d'activité.

Un projet de convention avec l'asbl MicroStart est également à l'étude. MicroStart est un groupe d'entreprises sociales innovantes créées en 2010 dont le métier est de financer par du microcrédit et d'accompagner des personnes exclues du système bancaire (chercheurs d'emploi, allocataires du CPAS, indépendants...) à créer ou développer une petite activité indépendante.

Concernant spécifiquement l'organisation d'un Job-day au sein de la commune, un projet de « Maison de l'emploi » est actuellement en gestation. Cette « Maison de l'emploi » regroupera la Commune, le service d'Insertion Socio- Professionnel du CPAS, le service ALE de la Commune et naturellement Actiris. Cette Maison aura entre autres comme mission de chiffrer l'évolution précise des demandeurs d'emploi dans notre commune, de leur profil, des employeurs dans notre commune, afin de cibler au mieux les actions à entreprendre. Une autre mission de cette maison pourrait être, entre autres, l'organisation de bourses de l'emploi et de la formation, comme cela se fait déjà dans d'autres communes.

E-mail van 21.03.2014 van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de organisatie van een "Job-Day" of een "Jobbeurs" in Sint-Agatha-Berchem

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de organisatie van een "Job Day" of een "Jobbeurs" in Sint-Agatha-Berchem.

"Nous le savons tous, la crise de l'emploi touche un grand nombre de personnes. Les Berchemois ne sont ainsi pas épargnés. Selon l'Observatoire bruxellois de l'Emploi, les chiffres sont inquiétants : près de 17,2% de la population est au chômage (15,3% chez les hommes et 19,2% chez les femmes). Chez les jeunes de moins de 25 ans, les chiffres se rapprochent de la moyenne régionale ; 29,2% des jeunes Berchemois sont à la recherche d'un emploi (28% chez les hommes et 30,3% chez les femmes).

Dans ce contexte, il est du devoir des autorités communales de tout mettre en œuvre pour aider ces Berchemois à trouver leur place sur le marché de l'emploi. Il est désolant de constater que les autorités communales ne s'engagent pas plus avant afin de les soutenir. Ils sont soit redirigés vers le CPAS (atelier de recherche active d'emploi), vers l'ALE ou vers ACTIRIS.

Dès lors,

- *Pourriez-vous nous dire quelles mesures la Commune a engagé en soutien des Berchemois à la recherche d'un emploi ?*
- *Je suggère que la Commune organise un « Job-Day » ou « Bourse à l'emploi » à l'image de ce qui se fait dans d'autres communes. Ce « Job-Day » doit permettre de réunir des interlocuteurs importants en matière d'emploi et de proposer des tables de discussion permettant aux demandeurs d'emploi de s'orienter dans le monde du travail."*

Het College geeft volgend antwoord:

"We zijn het er roerend over eens dat er een stevig beleid van hulpverlening aan de werkzoekende bevolking wordt gevoerd. Een organisme zoals Actiris, de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, is de - als dusdanig erkende - openbare leverancier van oplossingen voor de tewerkstelling in Brussel. Op initiatief van de Burgemeester werd in de gemeente overigens een gedecentraliseerde antenne opgericht ten behoeve van de werkzoekende inwoners van Sint-Agatha-Berchem. Werkzoekenden worden hier geholpen, uitgenodigd en gecoacht via Ateliers voor het actief zoeken naar Werk (AAZW).

Op lokaal niveau speelt het OCMW een belangrijke rol binnen dit beleid. De dienst socioprofessionele inschakeling begeleidt de begunstigden individueel bij hun zoektocht naar een baan en naar opleidingen. Voor werklozen kan een tewerkstellingscontract worden gesloten overeenkomstig artikel 60§7. Dankzij dit mechanisme konden sedert aanvang 65 personen conform artikel 60 aan een baan worden geholpen.

Binnen het gemeentebestuur raakten in 2013 170 personen via de PWA-dienst in de Gemeente aan werk. De afdeling Dienstencheques stelt dan weer 40 huishoudhulpen op regelmatige basis te werk.

De weerkerende "Solidaire Zomer"-actie helpt jonge inwoners tussen 16 en 21 jaar van Berchem aan een vakantiejob binnen de gemeentediensten, het OCMW en in Valida. Geheel in het verlengde daarvan ligt het Job Jump initiatief dat jongeren - uit diezelfde leeftijdscategorie - die moeilijk aan werk geraken een eerste werkervaring laat opdoen bij een aantal "grote" plaatselijke werkgevers. De gemeente legt momenteel volop contact met potentiële werkgevers.

Zelfstandigen worden evenmin vergeten. Het reglement betreffende de toekenning van een premie als starter inzake zelfstandige arbeid biedt steun bij het opstarten van een nieuwe handelszaak. Merk ook op dat de verplichting voor de begunstigden om een cyclus ondernemingsmentorschap te volgen die door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem wordt georganiseerd toekomstige bedrijfsleiders toelaat de moeilijkheden van dit type activiteit beter te vatten.

Verder ligt ook een ontwerp van samenwerking met de vzw MicroStart ter studie. MicroStart is een groepering van innoverende, sociale ondernemingen die in 2010 werd opgericht en die zich tot doel heeft gesteld personen die buiten het bankensysteem (werkzoekenden, OCMW-uitkeringsgerechtigden, zelfstandigen) vallen te ondersteunen bij het opstarten of uitbouwen van een kleine zelfstandige activiteit.

Wat specifiek de organisatie van de Job-Day binnen de gemeente betreft, wordt momenteel gestalte gegeven aan het "Huis van de tewerkstelling". Onder de vlag van het "Huis van de Tewerkstelling" varen de Gemeente, de Dienst Socioprofessionele Inschakeling van het OCMW, de PWA-dienst van de Gemeente en uiteraard Actiris. Een van de missies van dit Huis zal erin bestaan de juiste evolutie van het aantal werkzoekenden in onze gemeente te becijferen, en hun profiel, maar ook dat van de werkgevers in onze gemeente te schetsen, teneinde te ondernemen acties beter te kunnen richten. Een andere missie van dit huis zou onder meer het organiseren van job- en opleidingsbeurzen kunnen zijn zoals dat reeds in andere gemeenten gebeurt."

mondiale

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Yondec POLET, Conseiller communal, concernant les victimes de Berchem-Sainte-Agathe lors de la Première Guerre mondiale.

"Cette année voit la commémoration d'un évènement qui a marqué l'histoire à plus d'un titre : la première guerre mondiale. Ce conflit a changé le cours de l'histoire de notre pays et ce qui est moins connu, aussi l'histoire de notre commune.

En cette période où le nationalisme ressurgit et attise les haines, joue sur les peurs et le rejet de l'autre, il est primordial de rappeler les dangers de la tentation populiste.

Il est crucial que notre commune engage des initiatives de commémorations de cet évènement tragique qu'a représenté la première guerre mondiale. Différentes initiatives sont prévues et nous nous en félicitons.

Nous voudrions suggérer une initiative concernant le souvenir des victimes de Berchem-Sainte-Agathe. En effet, des Berchemois décédés durant le conflit se sont vus honorés par la commune en recevant un certain nombre de rues à leur nom : les frères Corneel et Hendrick BECQUE, Hubrecht BLAUWET, Auguste DENIE, Lodewijk DE SMET, Albrecht GISSELEIRE Emiel HEYLENS, Jozef MERTENS Mathias PAUWELS, Prosper PRESER, Michael VAN NIEUWENBORGH, Emiel VAN OVERSTRAETEN. Il y en a peut-être encore d'autres, la liste n'étant pas exhaustive.

Malheureusement, il n'est pas fait mention sur les plaques de rues actuelles qu'il s'agit de Berchemois, jeunes pour la plupart, décédés lors du conflit.

Je propose dès lors que dans toutes ces rues, une plaque commémorative soit installée afin que chacun se souvienne de ces Berchemois qui ont fait le sacrifice ultime."

Le Collège donne la réponse suivante:

"Notre commune participera activement à ce devoir de mémoire au travers diverses initiatives prévues durant l'année 2014 et ce jusqu'en 2018.

Comme déjà indiqué dans le BN du mois de janvier, deux projets majeurs sont actuellement en préparation. Une exposition, « La guerre 14-18 en Belgique », prévue pour être montrée à l'occasion des cérémonies patriotiques du mois de novembre, et « les bornes de la mémoire », qui mettra à l'honneur la mémoire d'une vingtaine d'anciens combattants de la première guerre mondiale dont certaines rues berchemoises portent le nom.

D'autres initiatives proposées par l'ensemble des acteurs culturels sur la commune sont encore à l'étude. Un groupe de travail, chargé de mettre en commun l'ensemble des projets et de les planifier sur 4 ans, regroupant tous les interlocuteurs a été créée à cet effet.

A ce sujet, le Berchem News du mois de juin donnera un premier planning des différents projets et activités à venir pour compléter l'article paru en page 12 du BN du mois de janvier."

E-mail van 21.03.2014 van Mijnheer Yondec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de slachtoffers van Sint-Agatha-Berchem tijdens de Eerste Wereldoorlog

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de slachtoffers van Sint-Agatha-Berchem tijdens de Eerste Wereldoorlog.

"Cette année voit la commémoration d'un évènement qui a marqué l'histoire à plus d'un titre : la première guerre mondiale. Ce conflit a changé le cours de l'histoire de notre pays et ce qui est moins connu, aussi l'histoire de notre commune.

En cette période où le nationalisme ressurgit et attise les haines, joue sur les peurs et le rejet de l'autre, il est primordial de rappeler les dangers de la tentation populiste.

Il est crucial que notre commune engage des initiatives de commémorations de cet évènement tragique qu'a représenté la première guerre mondiale. Différentes initiatives sont prévues et nous nous en félicitons.

Nous voudrions suggérer une initiative concernant le souvenir des victimes de Berchem-Sainte-Agathe. En effet, des Berchemois décédés durant le conflit se sont vus honorés par la commune en recevant un certain nombre de rues à leur nom : les frères Corneel et Hendrick BECQUE, Hubrecht BLAUWET, Auguste DENIE, Lodewijk DE SMET, Albrecht GISSELEIRE Emiel HEYLENS, Jozef MERTENS Mathias PAUWELS, Prosper PRESER, Michael VAN NIEUWENBORGH, Emiel VAN OVERSTRAETEN. Il y en a peut-être encore d'autres, la liste n'étant pas exhaustive.

Malheureusement, il n'est pas fait mention sur les plaques de rues actuelles qu'il s'agit de Berchemois, jeunes pour la plupart, décédés lors du conflit.

Je propose dès lors que dans toutes ces rues, une plaque commémorative soit installée afin que chacun se souvienne de ces Berchemois qui ont fait le sacrifice ultime."

Het College geeft volgend antwoord:

"Naar aanleiding van verschillende initiatieven tijdens het jaar 2014 en dit tot het jaar 2018, neemt onze gemeente actief deel aan de plicht om de herinnering levend te houden.

Zoals reeds vermeld in de Berchem News van januari, worden er momenteel 2 grote projecten voorbereid. Een tentoonstelling « De oorlog 14-18 in België » tijdens de vaderlandslievende plechtigheden in de maand november en « de grenspalen van het geheugen », die de herinneringen van een twintigtal soldaten van de eerste wereldoorlog, waarvan sommige berchemse straten de naam dragen, zal eren.

Andere initiatieven op gezamenlijk voorstel van de culturele actoren, actief binnen de gemeente, worden nog onderzocht. Een werkgroep die gelast is met het bundelen van alle projecten en deze te plannen over een periode van 4 jaar, is al samengesteld.

Naar aanleiding van dit onderwerp, zal de Berchem News van juni een eerste planning van de verschillende projecten en toekomstige activiteiten weergeven, teneinde het artikel verschenen op pagina 12 in de Berchem News van januari aan te vullen."

27.03.2014/A/024 **Courriel du 21.03.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant les nouvelles classes dans des pavillons modulaires**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant les nouvelles classes dans des pavillons modulaires.

"La Fédération Wallonie-Bruxelles a notifié aux communes bruxelloises le nombre de places supplémentaires qu'elles pourront exploiter grâce à la mise à disposition de pavillons modulaires.

Il a été question de 100 places supplémentaires pour Berchem-Sainte-Agathe.

Est-ce exact?

Où ces pavillons modulaires seront-ils concrètement implantés?

Les nouvelles classes seront-elles prêtes pour la prochaine rentrée scolaire?

Sinon, quel est l'échéancier?

Prévoyez-vous, outre le personnel subventionné par la Fédération, l'engagement de personnel à charge communale, que ce soit pour l'entretien des nouveaux locaux ou pour mettre à disposition du personnel pédagogique en sus du nombre strictement subventionné par la Fédération?"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Dans le cadre de l'appel à projet pour l'installation de pavillons modulaires, nous avons demandé la mise à disposition de 4 pavillons provisoires en attendant la mise en service de notre nouvelle école fondamentale prévue le 1er septembre 2015. Ces pavillons auront une capacité de 100 enfants.

Ceux-ci seront installés sur l'implantation Openveld sur le terrain situé à front de rue.

L'installation de ces pavillons, en ce compris les raccordements, seront pris en charge par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous aurons par contre à charge l'ameublement des pavillons.

Outre le personnel subventionné, nous veillerons à ce que le personnel d'entretien nécessaire soit mis à disposition."

E-mail van 21.03.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de nieuwe klassen in modulaire paviljoenen

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de nieuwe klassen in modulaire paviljoenen.

"La Fédération Wallonie-Bruxelles a notifié aux communes bruxelloises le nombre de places supplémentaires qu'elles pourront exploiter grâce à la mise à disposition de pavillons modulaires.

Il a été question de 100 places supplémentaires pour Berchem-Sainte-Agathe.

Est-ce exact?

Où ces pavillons modulaires seront-ils concrètement implantés?

Les nouvelles classes seront-elles prêtes pour la prochaine rentrée scolaire?

Sinon, quel est l'échéancier?

Prévoyez-vous, outre le personnel subventionné par la Fédération, l'engagement de personnel à charge communale, que ce soit pour l'entretien des nouveaux locaux ou pour mettre à disposition du personnel pédagogique en sus du nombre strictement subventionné par la Fédération?"

Het College geeft volgend antwoord:

"In afwachting van de opening van de nieuwe school, voorzien op 1 september 2015, hebben wij in het kader van de aanbesteding voor het plaatsen van modulaire paviljoenen, de aanvraag gedaan voor het plaatsen van 4 tijdelijke paviljoenen. Deze paviljoenen hebben een capaciteit voor 100 kinderen.

Deze zullen geplaatst worden op het terrein Openveld, gelegen aan de straatkant.

De plaatsing en aansluitingen van deze paviljoenen zullen uitgevoerd worden door de Federatie Wallonië-Brussel. De inrichting van de paviljoenen is ten laste van de gemeente.

Naast het gesubsidieerde personeel zullen wij ervoor zorgen dat er voldoende onderhoudspersoneel ter beschikking wordt gesteld."

27.03.2014/A/025 Courriel du 21.03.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant la perte du contentieux engagé par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe pour contester les mesures fédérales d'indemnisation de certains associés de Dexia et du Holding communal

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant la perte du contentieux engagé par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe pour contester les mesures fédérales d'indemnisation de certains associés de Dexia et du Holding communal.

"La commune a introduit un recours en annulation au Conseil d'État contre les arrêtés royaux qui la lésait dans les dossiers Dexia et Holding communal.

Le Conseil d'État (dans son arrêt n° 226.094 du 15 janvier 2014) a rejeté ce recours en affirmant que le Collège s'était trompé dans l'habilitation à agir qu'il avait sollicitée de notre conseil.

Est-ce exact?

Pourquoi le service juridique ou les avocats désignés par le Collège n'ont-ils pas demandé un nouveau passage au conseil pour régulariser la situation ?"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Dans ce dossier, le Conseil d'Etat (dans son arrêt n° 226.094 du 15 janvier 2014) a déclaré notre recours irrecevable. Le Conseil d'Etat n'en a pas moins dû examiner nos arguments, puisque des requêtes simultanées ont été introduites par notre conseil juridique pour d'autres organismes.

Dans ce cadre, le Conseil d'Etat a estimé que la critique déduite d'une violation du principe d'égalité devait être soumise au préalable à la Cour constitutionnelle et a donc interrogé celle-ci à cet égard.

Vu cette position, il n'est plus opportun pour la Commune de Berchem-Sainte-Agathe de poursuivre l'action menée."

E-mail van 21.03.2014 van Mijneer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het verlies van de aangevane geschillen door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem om de federale vergoedingsbepalingen te betwisten van bepaalde vennoten van Dexia en de Gemeentelijke Holding

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het verlies van de aangegane geschillen door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem om de federale vergoedingsbepalingen te betwisten van bepaalde vennoten van Dexia en de Gemeentelijke Holding.

"La commune a introduit un recours en annulation au Conseil d'État contre les arrêtés royaux qui la lésait dans les dossiers Dexia et Holding communal.

Le Conseil d'État (dans son arrêt n° 226.094 du 15 janvier 2014) a rejeté ce recours en affirmant que le Collège s'était trompé dans l'habilitation à agir qu'il avait sollicitée de notre conseil.

Est-ce exact?

Pourquoi le service juridique ou les avocats désignés par le Collège n'ont-ils pas demandé un nouveau passage au conseil pour régulariser la situation ?"

Het College geeft volgend antwoord:

"In dit dossier heeft de Raad van State (arrest n° 226.094 van 15 januari 2014) ons beroep onontvankelijk verklaard.

Aangezien er door de raadsheer van de gemeente tegelijkertijd bezwaarschriften werden ingediend voor andere instellingen, heeft de Raad van State niettemin onze argumenten moeten onderzoeken.

In dit verband heeft de Raad van State geoordeeld dat de kritiek, gebaseerd op een schending van het gelijkheidsprincipe, vooraf diende ingediend te worden bij het Grondwettelijk Hof en heeft deze vraag dan aan het Hof overgemaakt.

Gezien deze stand van zaken is het voor de Gemeente Sint-Agatha-Berchem niet meer opportuun om deze actie verder te zetten."

27.03.2014/A/026 Courriel du 21.03.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'importance des charges de fonctionnement de la Commune


Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'importance des charges de fonctionnement de la Commune.

"Belfius réalise, chaque année, une analyse financières de la commune en la comparant à d'autres communes de nature semblable (à savoir, Evere, Ganshoren et Jette) et à la Région.

J'ai remarqué que, pour les charges de fonctionnement, la commune de Berchem était l'une des trois communes où ces charges sont les plus lourdes dans la Région (graphique 18, p.22/48).

Plus loin, dans le détail des coûts, il apparaît que les dépenses de fonctionnement administratif et technique ainsi que les honoraires et indemnités pour prestations de tiers sont les plus élevés de toutes les communes de la Région.

Les honoraires et indemnités pour expertise comme les indemnités pour autres prestations (p.34/48) sont 4 à 5 fois plus élevées que les communes comparables et que toutes les communes de la Région. Elles ne cessent quasiment pas de croître entre 2007 et 2012.



Que recouvrent ces honoraires d'expert et ces indemnités de prestations de tiers et pourquoi un tel écart avec la moyenne régionale et la moyenne des communes comparables?

Quant aux dépenses de fonctionnement administratif (p.34/48), elles sont également beaucoup plus élevées que toutes les autres communes. Il en va de même, au sein des dépenses de fonctionnement technique, pour les indemnités pour prestations de tiers. Quelles type de dépenses ces postes recouvrent-ils et qu'est-ce qui explique que, sur ces postes, notre commune présente les dépenses les plus élevées de toutes les communes de la Région."

Le Collège donne la réponse suivante:

"Les dépenses de fonctionnement sont effectivement relativement plus élevées à Berchem-Sainte-Agathe que dans les autres communes.

En 2012, les dépenses par habitant sont de €151 pour la commune, de €125 pour le cluster et de €147 pour la Région. Par contre, il convient de constater que nos dépenses globales sont, à contrario les plus basses du cluster et de la Région. En 2012, les dépenses par habitant sont de €1.186 pour la commune, de €1.365 pour le cluster et de €1.454 pour la Région

Il faut bien se rendre compte qu'à Berchem-Sainte-Agathe, qu'il s'agisse de la prévention, de l'enseignement ou encore de crèches, tous les services communaux sont gérés directement par la commune et non par des asbl. Les dépenses de transferts (autres subsides) sont donc les plus basses de toute la région. En 2012, les dépenses par habitant sont de €57 pour la commune, de €80 pour le cluster et de €93 pour la Région. Vu que les dépenses de fonctionnement de ces services ne transitent pas sous forme de subvention à des asbl, il est normal que ce poste budgétaire soit plus élevé qu'ailleurs. De plus, afin de répondre à certaines missions spécifiques d'un point de vue technique ou intellectuel, ou pour absorber certaines pointes d'activité, il nous arrive de faire appel à de la sous-traitance. Citons entre autres les études juridiques, l'élagage d'arbres, de tontes de haies, l'impression de journaux, d'affiches, de conseils juridiques, ...

Ces dépenses de fonctionnement recouvrent également le curage des avaloirs (4 fois par an dans les zones inondables), le marquage routier régulier, le nettoyage des graffitis, l'achat de fleurs pour l'ensemble de la commune, les contrôles d'infrastructures, la sécurisation des bâtiments, ...

Dans l'ensemble, nous ne pouvons que se féliciter de cette utilisation rationnelle des deniers communaux, et nous remercions Monsieur Stassen pour son interpellation qui permet de mettre en avant la gestion saine et rigoureuse de nos finances communales."

E-mail van 21.03.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de hoogte van de werkingskosten van de Gemeente

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de hoogte van de werkingskosten van de Gemeente.

"Belfius réalise, chaque année, une analyse financières de la commune en la comparant à d'autres communes de nature semblable (à savoir, Evere, Ganshoren et Jette) et à la

Région.

J'ai remarqué que, pour les charges de fonctionnement, la commune de Berchem était l'une des trois communes où ces charges sont les plus lourdes dans la Région (graphique 18, p.22/48).

Plus loin, dans le détail des coûts, il apparaît que les dépenses de fonctionnement administratif et technique ainsi que les honoraires et indemnités pour prestations de tiers sont les plus élevés de toutes les communes de la Région.

Les honoraires et indemnités pour expertise comme les indemnités pour autres prestations (p.34/48) sont 4 à 5 fois plus élevées que les communes comparables et que toutes les communes de la Région. Elles ne cessent quasiment pas de croître entre 2007 et 2012.

Que recouvrent ces honoraires d'expert et ces indemnités de prestations de tiers et pourquoi un tel écart avec la moyenne régionale et la moyenne des communes comparables?

Quant aux dépenses de fonctionnement administratif (p.34/48), elles sont également beaucoup plus élevées que toutes les autres communes. Il en va de même, au sein des dépenses de fonctionnement technique, pour les indemnités pour prestations de tiers.

Quelles type de dépenses ces postes recouvrent-ils et qu'est-ce qui explique que, sur ces postes, notre commune présente les dépenses les plus élevées de toutes les communes de la Région."

Het College geeft volgend antwoord:

"De werkingsuitgaven van Sint-Agatha-Berchem liggen inderdaad relatief hoger dan in de overige gemeenten.

In 2012 bedroegen de uitgaven per inwoner €151 voor de gemeente, €125 voor de cluster en €147 voor het Gewest. Anderzijds moeten we vaststellen dat onze uitgaven de laagste van de cluster en van het Gewest zijn. In 2012 bedroegen de uitgaven per inwoner €1.186 voor de gemeente, €1.365 voor de cluster en €1.454 voor het Gewest. Daarbij moeten we goed voor ogen houden dat alle gemeentediensten in Sint-Agatha-Berchem, of het nu om preventie, onderwijs dan wel om de crèches gaat, rechtstreeks door de gemeente en niet door vzw's worden beheerd. De uitgaven van transfers (overige subsidies) zijn dus de laagste van het hele Gewest. In 2012 bedroegen de uitgaven per inwoner €57 voor de gemeente, €80 voor de cluster en €93 voor het Gewest. Aangezien de werkingsuitgaven van deze diensten niet de vorm van een subsidie aan vzw's aannemen, ligt het voor de hand dat deze begrotingspost hoger ligt dan elders. Om bepaalde, vanuit technisch of intellectueel oogpunt specifieke missies te kunnen uitvoeren, of om bepaalde pieken in de activiteiten te kunnen opvangen, doen we bovendien soms beroep op onderaannemers. Enkele lukrake voorbeelden daarvan zijn juridische studies, bomen snoeien, hagen scheren, drukken van kranten en affiches, verstrekken van juridisch advies,...

Die werkingsuitgaven omvatten ook het ruimen van straatkolken (4 maal per jaar in overstromingsgebied), het regelmatig aanbrengen van wegmarkeringen, verwijderen van graffiti, aankoop van bloemen voor de hele gemeente, infrastructuurcontrole, beveiliging van gebouwen, ...

Algemeen kunnen we ons alleen maar gelukkig prijzen met dit rationele gebruik van de gemeentelijke middelen; we wensen de heer Stassen dan ook te danken voor zijn interpellatie die het gezonde en rigoureuze beheer van onze gemeentelijke financiën in

27.03.2014/A/027 **Courriel du 21.03.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant le défaut d'implication de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe dans le projet de cohésion sociale Hunderenveld**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant le défaut d'implication de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe dans le projet de cohésion sociale Hunderenveld.

"Dans le dernier rapport d'évaluation que vos services m'ont transmis au sujet du projet de cohésion sociale Hunderenveldt, la commune se voit clairement reprocher son inertie et son manque de participation. Je vous cite quelques extraits :

- p.17 : "De son côté, la commune, représentée par un autre agent (le fonctionnaire de prévention) qui, ayant pris connaissance du rapport le matin même et l'ayant lu en diagonale, ne s'est exprimée que très partiellement"*
- p.19 : "Efficience : La nouvelle équipe est motivée et mobilisée autour du projet. Un travail de réflexion et de repositionnement a été amorcé mais semble encore freiné par la faible implication concrète de la SISP et la commune" (...) "la commune n'avait pas émis de réelles propositions, ni mis en œuvre un accompagnement ou un soutien du plan de cohésion sociale, ce qui contrevient à l'article 26 de la convention SLRB signée début 2012".*

J'imagine que vous allez me confirmer maintenant la pleine implication de la commune puisque ce rapport date de fin 2012.

Quelles sont les mesures et propositions concrètes mises en œuvre désormais pour impliquer effectivement la commune dans le projet de cohésion sociale Hunderenveldt?"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Les projets de cohésion sociale (PCS) sont un dispositif subsidié par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dont l'action sociale communautaire s'est développée dans 17 Sociétés de logements sociaux à l'initiative du Bourgmestre. Dans ce cadre une Convention, liant les partenaires locaux (asbl, sisp et commune) et la SLRB, définit le cadre de travail des différents acteurs ainsi que les missions générales et spécifiques, l'encadrement, le champ d'action ainsi que les modalités de financement de l'action. En tant que co-signataire de la convention, le rôle de la Commune, impliquée dans la réalisation des missions du Projet est d'émettre des propositions, accompagner et soutenir les projets portés par la Cohésion sociale ainsi que de participer aux comités de suivi.

Le cahier des charges du Projet de Cohésion Sociale Hunderenveld pour 2014 présente tout une série intéressante d'activité qu'ils mettront en œuvre courant de l'année. Nous entendons bien être une ressource de première ligne à ce sujet. A leur demande, nous leur offrons systématiquement une visibilité de leurs actions et pouvons leur fournir une logistique particulière en cas de besoin. Nous pouvons par exemple mettre à leur disposition des heures intéressantes pour des activités jeunes au complexe sportif. Rappelons aussi qu'à leur demande, deux parcelles de potagers leur sont également mis à disposition par le CPAS mais celles-ci n'ont jamais été utilisées.

Nous les impliquons systématiquement dans les projets « jeunesses » tel que « On the road » dont l'objectif est de faire connaître les associations berchemoises auprès du public jeune. S'il est vrai que leurs activités touchent surtout aux jeunes de moins de 12 ans, nous continuerons à les convier aux réunions de la plateforme jeunesse et à les impliquer dans tous ces projets cherchant non seulement à rassembler les jeunes de plus de 12 ans, mais également à faire connaître aux jeunes la vie associative locale de la Commune dont ils font intégralement partie."

E-mail van 21.03.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het gebrek van betrokkenheid van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem in het project van sociale cohesie Hunderenveld

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het gebrek van betrokkenheid van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem in het project van sociale cohesie Hunderenveld.

"Dans le dernier rapport d'évaluation que vos services m'ont transmis au sujet du projet de cohésion sociale Hunderenveldt, la commune se voit clairement reprocher son inertie et son manque de participation. Je vous cite quelques extraits :

- p.17 : "De son côté, la commune, représentée par un autre agent (le fonctionnaire de prévention) qui, ayant pris connaissance du rapport le matin même et l'ayant lu en diagonale, ne s'est exprimée que très partiellement"

- p.19 : "Efficience : La nouvelle équipe est motivée et mobilisée autour du projet. Un travail de réflexion et de repositionnement a été amorcé mais semble encore freiné par la faible implication concrète de la SISP et la commune" (...) "la commune n'avait pas émis de réelles propositions, ni mis en œuvre un accompagnement ou un soutien du plan de cohésion sociale, ce qui contrevient à l'article 26 de la convention SLRB signée début 2012".

J'imagine que vous allez me confirmer maintenant la pleine implication de la commune puisque ce rapport date de fin 2012.

Quelles sont les mesures et propositions concrètes mises en œuvre désormais pour impliquer effectivement la commune dans le projet de cohésion sociale Hunderenveldt?"

Het College geeft volgend antwoord:

"Projecten voor sociale cohesie (PSC) is een systeem dat door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt gesubsidieerd en waarvan het gemeenschappelijk maatschappelijk werk op initiatief van de Burgemeester in 17 Sociale huisvestigingsmaatschappijen wordt ontwikkeld. In dit kader waarbij plaatselijke partners (vzw, openbare vastgoedmaatschappijen en gemeente) en de BGHM (Brusselse Gewestelijke Huisvestigingsmaatschappij) zijn betrokken, bepaalt een overeenkomst het werkkader van de diverse actoren, alsook de algemene en specifieke opdrachten, de omkadering, het actieterrein en de financieringsmodaliteiten van de initiatieven. Als medeondertekenaar van de Overeenkomst bestaat de rol van de gemeente, betrokken bij de verwezenlijking van de Projectmissies, erin voorstellen te formuleren, de projecten voor Sociale Cohesie te begeleiden en te ondersteunen, en deel te nemen aan de opvolgingscomités.

Het lastenboek van het Project van Sociale Cohesie Hunderenveld voor 2014 bevat een reeks interessante activiteiten die in de loop van het jaar zullen worden uitgevoerd. Uiteraard willen wij hierin een eerstelijnsrol vervullen. Op vraag van de projecten zetten wij hun acties systematisch in de kijker en verlenen we desgevallend ook bijzondere logistieke steun. Zo kunnen we bijvoorbeeld interessante uren in het sportcomplex voorstellen voor jongerenactiviteiten. We herinneren er ook graag aan dat het OCMW op verzoek twee percelen voor een moestuin ter beschikking stelde, maar dat daarvan nooit gebruik werd gemaakt.

We betrekken ze stelselmatig bij de "jeugdprojecten" zoals "On the road" zodat we het jonge publiek kennis kunnen laten maken met de verschillende verenigingen van Sint-Agatha-Berchem. Hun activiteiten richten zich inderdaad overwegend tot de -12-jarigen; dat neemt niet weg dat we hen blijven uitnodigen voor de vergaderingen van het jeugdplatform, hen betrekken bij projecten die de +12-jarigen samenbrengen, zodat ze kennis kunnen maken met het plaatselijke verenigingsleven van de Gemeente waar ze volwaardig deel van uitmaken."

